

Dividendes

Tunis serre la vis, Casablanca laisse faire le marché

Page 10

BANQUES ET ASSURANCES

Tunisie: la BNA augmente son capital

La BNA, spécialisée dans le financement de l'agriculture, lance une opération d'augmentation de capital dans le cadre d'une stratégie de positionnement sur de nouveaux segments.

Page 5

ENTREPRISES ET MARCHÉS

« L'Afrique est encore plus attractive aujourd'hui qu'elle ne l'était l'année dernière »

Le CDC vient de rendre public, fin avril, son rapport 2008.

Page 3

Electricité : le Burkina et le Mali se connectent au Ghana

L'étude de faisabilité de la ligne de transport d'électricité de 225 kV pour approvisionner le Burkina et le Mali à partir du Ghana vient d'être validée.

Page 11

ECONOMIE

3^e Festival mondial des arts nègres : la renaissance africaine se célèbre au Sénégal

Le troisième festival mondial des arts nègres, au Sénégal en décembre prochain, va célébrer la renaissance africaine.

Page 2

« L'avenir du monde, c'est l'agriculture et l'avenir de l'agriculture, c'est l'agriculture familiale »

Mamadou Cissokho vient de publier *Dieu n'est pas paysan*, qui retrace le mouvement paysan au Sénégal et en Afrique de l'Ouest.

Page 22

POLITIQUE

Côte d'Ivoire : pente raide vers la présidentielle

Gbagbo a promis que l'élection présidentielle se tiendra avant la fin de l'année, en l'assujettissant au désarmement. Une condition qui rend dubitatif le représentant des Nations Unies.

Page 21

Medvedev-Poutine en tandem depuis une année

Dimitri Medvedev est depuis un an à la tête de la Russie, flanqué de son prédécesseur, Vladimir Poutine, qui est devenu son Premier ministre.

Page 23

Les Afriques à Alger
Abonnements et publicité
18 Place Ahmed Zabana, Alger
Tel : 021 73 49 48
baya.saidoun@lesafriques.com

Les Afriques

Rédaction : Alger, Casablanca, Dakar • No 75 : 14 au 20 mai 2009

AXA Algérie prévoit un partenariat avec la BEA

Le marché de l'assurance algérien est en effervescence. Un leader mondial, le groupe AXA, a déposé une demande d'agrément pour sa filiale Axa Algérie. Le règlement du contentieux algéro-français dans le secteur a ouvert la voie à cette implantation. Le PDG de AXA Algérie s'est ouvert aux *Afriques* sur les projets de sa marque, sur un marché à grand potentiel. Il prévoit notamment de confier à la BEA,

première banque du pays, la distribution d'une partie de ses produits. Le partenariat sera signé, aussitôt agréé AXA Algérie. Seul bémol dans ce projet, la disposition qui impose aux investisseurs étrangers de prendre des partenaires algériens à hauteur de 51%. Née avant la publication de cette instruction, AXA Algérie ne se considère pas concernée.

Lire en page 6



La tour AXA.

Pétrole : l'Algérie veut conserver ses positions

A l'horizon 2012-2013, l'Algérie devrait accroître sa production de 20%. De 1,4 millions de barils/jour actuellement, elle sera portée à 1,7 million de barils/jour à moyen terme. De quoi préserver à une position de quatrième producteur de brut en Afrique,

après le Nigeria, la Libye et l'Angola. A noter, que l'Algérie ne vise plus, a déclaré le PDG de Sonatrach, Mohamed Meziane, l'objectif de production de 2 millions de barils/jour à l'horizon 2010.

Lire en page 11

La Bourse de Tripoli a-t-elle pris son envol ?

Un an après son entrée effective en activité, avec le lancement de la cotation électronique, la Bourse libyenne commence à présenter des signes de dynamisme. Sa capitalisation pèse déjà six fois plus que celle de la Bourse d'Alger, créée il y a neuf ans.

Lire en page 9

Mamadou Tandja, le 3^e mandat et l'uranium



Nicolas Sarkozy et Mamadou Tandja, le 27 mars à Niamey.

Sitôt, l'accord avec Areva entériné pour l'exploitation de la plus grande mine d'uranium au monde, Mamadou Tandja arrache au pied levé une amnistie avec la rébellion touarègue, avant d'annoncer un probable référendum qui lui permettrait de se représenter pour la troisième fois à la tête du Niger. Changement de cap ? Le président nigérien veut se donner le temps de finaliser les grands projets engagés sous sa magistrature. Celui conclu avec Areva permet au Niger de se hisser au deuxième rang mondial des pays producteurs d'uranium.

Lire en page 13

Ecobank, en surpoids, réduit sa performance

La banque panafricaine a présenté fin avril des résultats très attendus. Les produits bruts ont augmenté de 60%. Le réseau a bondi, passant de 450 à 610 agences. Idem pour le portefeuille clients (1,8 million) et le total bilan, passés à 8,3 milliards à la fin 2008. Cependant, le résultat avant impôts est en retrait, régressant de 191 millions de dollars en 2007, à 162 millions en 2008. Une tendance qui ne fera pas le bonheur des actionnaires, qui devront faire place à de nouveaux venus à la faveur de l'opération d'augmentation de capital lancée l'été dernier sur trois bourses africaines.

Lire en page 5



Mandé Sidibé avec Arnold Ekpe.

Les guerres d'Obama en terre d'Islam

Après avoir longtemps hésité sur le lieu, Barack Obama fera son adresse au monde arabo-musulman depuis Le Caire, le 4 juin prochain. Allié et grand bénéficiaire de l'aide américaine dans la région, l'Egypte reste un pion stratégique dans la politique américaine du Moyen-Orient. Le plus progressiste des locataires de la Maison Blanche depuis John Kennedy ne dé-

roge donc pas à une règle non écrite, mais scrupuleusement respectée. Même si, au-delà des discours, le Proche-Orient ne présente pas aux yeux de son administration un aspect aussi prioritaire que le front *Afpak* où se déroulent déjà des guerres assumées par Barack Obama en terre d'Islam.

Page 23



3^e Festival mondial des arts nègres : la renaissance africaine se célèbre au Sénégal

200 000 personnes, 80 pays, 1500 organes de presse. Le troisième Festival mondial des arts nègres, qui se tiendra au Sénégal en décembre prochain, va célébrer la renaissance africaine.

Par Hance Guèye, Dakar

Le doute ne semble plus permis quant à l'organisation, du 1^{er} au 14 décembre prochain, du 3^e Festival mondial des Arts nègres (FESMAN). Il y a eu, certes, plusieurs reports, mais les insertions publicitaires dans les journaux et les affiches géantes sur les principales artères dakaroises ne laissent plus planer le moindre doute. Après Dakar en 1966, Lagos en 1977, le Sénégal, pour la deuxième fois, va être le rendez-vous des arts noirs.

Le premier festival, d'abord programmé en 1961, reporté à 1963, puis encore à 1965, avant de se tenir du 1^{er} au 24 avril 1966, devait presque tout à un homme de culture, un poète, tombé par hasard comme il aimait à le dire en politique. Père, avec Aimé Césaire le Martiniquais et

« Le festival est une réponse à la crise internationale, une confirmation de l'Art nègre face à la mondialisation, pour la renaissance africaine. »

Léon Gontran Damas le Guyanais, de la négritude, par cette célébration des valeurs du monde noir, Léopold Sedar Senghor, le président du jeune Etat sénégalais, voulait « parvenir à une meilleure compréhension internationale et interraciale, affirmer la contribution des artistes et écrivains noirs aux grands courants universels

de pensée et permettre aux artistes noirs de tous les horizons de confronter les résultats de leurs recherches ».

Poète, sa stature de chef d'Etat l'aide à réunir les sommités noires et de la culture du monde entier. Aimé Césaire, Duke Ellington, Joséphine Baker, Langston Hughes... Et tous les arts aussi : arts plastiques, littérature, musique, danse, cinéma.

André Malraux, ministre de la Culture du général de Gaulle, cédait au lyrisme à la cérémonie d'ouverture. « Nous voici donc dans l'histoire. Pour la première fois, un chef d'Etat prend en ses mains périssables le destin spirituel d'un continent. Jamais il n'était arrivé, ni en Europe, ni en Asie, ni en Amérique, qu'un chef d'Etat dise de l'avenir de l'esprit : nous allons, ensemble, tenter de le fixer. Ce que nous tentons aujourd'hui ressemble aux premiers conciles. »

FESTAC

Après la grande fête sénégalaise, il a longtemps fallu attendre. Finalement, c'est un autre grand pays de culture, le Nigeria, puissance économique naissante qui prendra le relais en 1977, avec le FESTAC. Depuis, plus rien. C'est donc de nouveau le Sénégal qui reprend le flambeau. Mais le contexte économique mondial est devenu en cette année du FESMAN bien difficile. « Ne faut-il pas reporter ? » demande un journaliste au coordinateur. « Absolument pas ! » affirme avec force Alioune Badara Bèye, depuis Paris où il séjournait. « Le festival est une réponse à la crise internationale,

une confirmation de l'Art nègre face à la mondialisation, pour la renaissance africaine ».

Le thème de la 3^e édition « Renaissance africaine, diversité culturelle et unité africaine », est décliné en dix sous-thèmes, notamment « la problématique de la résistance africaine et l'apport de l'Homme noir dans la science et dans la technologie ».

Le Brésil, en face du Sénégal, de l'autre côté de l'océan Atlantique, en est l'invité d'honneur. Il accueille le 25 mai prochain, le troisième lancement du festival, après ceux qui se sont déjà tenus aux Etats-Unis et en Ethiopie.

Deux pré-colloques se sont tenus à Rabat et à Bamako et le comité scientifique est présidé par le Congolais Théophile Obenga, égyptologue, linguiste et historien. Il est le successeur reconnu du Sénégalais Cheikh Anta Diop, l'un des plus éminents égyptologues au monde. Obenga dirige *Ankh*, « la revue d'égyptologie et des civilisations africaines », éditée à Paris.

Participation

53 pays, indique le coordinateur Alioune Badara Bèye, ont déjà confirmé leur participation au festival. Le président Abdoulaye Wade veut qu'il n'y ait aucune exclusion, précise-t-il. La composition des délégations des pays participants relève toutefois des pays eux-mêmes. Néanmoins, il y aura des invités spéciaux, toute sommité susceptible de contribuer au succès de la manifestation.

Au total, ce sont 80 pays et 200 000 personnes qui sont attendus à Dakar, mais aussi dans le reste du Sénégal, car le FESMAN veut



Le FESMAN devrait aussi être le festival de la communication.

sortir de la capitale sénégalaise et investir le reste du pays.

Le FESMAN devrait aussi être le festival de la communication. 1500 organes de presse sont attendus et l'événement sera retransmis en mondovision sur 500 chaînes.

Situant le FESMAN par rapport au premier festival mondial de Dakar, le coordinateur indique : « Le premier Festival mondial des arts nègres, organisé en 1966 à Dakar, a permis de faire connaître l'art africain au monde. Avec la prochaine édition, il s'agit de faire contribuer l'art au développement de l'Afrique. »

Le tourisme en Afrique pourrait ne pas être trop affecté par la crise

Ousmane Omdiaïe, représentant de la région Afrique de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), revient de Yaoundé où s'est tenue, du 15 au 18 avril, la 48^e session de la Commission Afrique de l'OMT. La Coupe du Monde est en première ligne...

Propos recueillis par Bénédicte Châtel

Les Afriques : Quel impact la crise a-t-elle sur le tourisme en Afrique ?

Ousmane Omdiaïe : Pour l'instant, au niveau mondial, les conséquences de la crise sur le secteur du tourisme n'ont pas été aussi graves que pour les secteurs des finances, de l'automobile ou encore des manufactures. Mais ce sont en général dans ces secteurs affectés que se trouvent nos clients. Toutefois, l'envie de voyager demeure ; c'est même devenu un besoin. Bien entendu, il y aura une transformation de la demande liée à cette crise.



Ousmane Ndiaye.

« L'OMT recommande de créer des destinations multiples. Nous avons un projet pilote consistant à créer des circuits inter-Etats sur le Mali, le Burkina Faso, le Ghana, le Sénégal. »

En 2008, au niveau mondial, nous avons enregistré 924 millions d'arrivées, soit un ralentissement de la croissance par rapport à 2007. La croissance entre 2004 et 2007 a été exceptionnelle, de l'ordre de 6 à 10%, alors qu'en 2008 on a enregistré un ralentissement de la croissance de 2%.

En Afrique, la crise ne s'est faite sentir qu'au dernier trimestre 2008, soit à la fin de la période touristique. Donc, l'Afrique de façon globale (hormis l'Egypte et la Libye, mais en incluant l'Afrique du Sud) a eu une croissance qui s'est ralentie à 5% contre 8,5% en 2007. On a com-

mencé à constater un fléchissement pour les pays du Maghreb, surtout le Maroc et la Tunisie, à partir de septembre 2008, bien qu'ils aient enregistré de bons résultats jusqu'en novembre.

Pour l'Afrique subsaharienne, les premiers chiffres disponibles à ce jour témoignent d'une augmentation de 4%, ce qui constitue un net ralentissement par rapport aux 9% de l'année précédente : l'Ile Maurice a enregistré une croissance de 4%, l'Afrique du Sud de 5%. S'agissant de ce dernier, l'organisation pour la première fois en Afrique de la Coupe du Monde de football constitue un bon stimulant. On commence à ressentir l'engouement pour ce pays qui est déjà la première destination touristique du continent, Afrique du Nord comprise, avec 7 millions d'arrivées.

LA : Qu'en est-il des pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ?

Ces pays font aussi énormément de progrès, l'Afrique de l'Ouest plus particulièrement. Des pays émergent vraiment comme le Ghana, le Sénégal bien sûr, le Burkina Faso, le Niger mal-

gré ses difficultés. D'une manière générale, en 2008, certains pays ont connu des ralentissements dans le développement de leur secteur, mais la tendance est à la hausse. Le Nigeria demeure spécialisé dans le tourisme d'affaires.

L'Afrique centrale, quant à elle, fait de moins bons résultats par rapport à l'Afrique australe, de l'Ouest et de l'Est bien sûr. Le Cameroun progresse un peu, mais ce n'est pas le cas des autres pays.

LA : C'est ce qui a résulté de la conférence de Yaoundé mi-avril ?

Dans le cadre de la conférence de l'OMT pour l'Afrique, qui s'est déroulée à Yaoundé et où 37 pays étaient représentés sur les 48 pays membres, l'OMT a proposé une feuille de route face à la crise. Sept points importants ont été discutés et un consensus s'est dégagé. Il faut faire preuve de réalisme et savoir s'adapter. Il faut être flexible dans l'offre des produits et, par exemple, proposer des *packages* souples. Le consommateur souhaite des offres plus adaptées à son pouvoir d'achat, des offres à la carte. Avant, on ne présentait aux touristes que des *packages*. Quant aux destinations, les gens ne veulent pas aller trop loin, notamment parce que les vacances sont de plus en plus fragmentées. L'effet prix est très important.

LA : De nouveaux produits sont-ils mis en avant ?

L'OMT recommande de créer des destinations multiples. Nous avons un projet pilote consistant à créer des circuits inter-Etats sur le Mali, le Burkina Faso, le Ghana, le Sénégal. Les pays pourront peut-être le gérer, mais cela nécessite

un bon niveau de coopération. Par exemple, la création d'un visa unique – le concept n'est pas nouveau – pourrait permettre à un touriste de circuler sur plusieurs pays.

A Yaoundé, nous avons réservé deux journées à réfléchir sur les opportunités à saisir dans le cadre de la Coupe du Monde. Nous avons accompagné les pays participants dans la conception de *packages*. Nous savons que les équipes qualifiées arrivent souvent un mois à l'avance et ont besoin de camps d'entraînement dans le pays et dans les pays voisins. Ces équipes se déplacent avec leurs fans. Il faut profiter de cette demande et offrir la possibilité de découvrir le pays.

LA : Vous êtes optimiste...

Globalement, notre panel d'experts pour l'Afrique a des prévisions assez optimistes comparées à d'autres régions. Nous avons tablé sur 45 millions d'arrivées cette année. La progression sera là.

Quelques chiffres

Pour le World Travel & Tourism Council (WTTTC), les pays africains les plus exposés à la bonne santé de leur secteur touristique sont l'Algérie (6,4% de son PIB), l'Egypte (16,09%), la Gambie (17,9%), le Kenya (10,77%), Maurice (30,16%), le Maroc (18,89%), le Sénégal (7,64%), les Seychelles (56,3%), l'Afrique du Sud (8,4%), la Tanzanie (9,69%), la Tunisie (17,67%) et l'Ouganda (9,22%).

Selon son 2009 Economic Impact Research, le chiffre d'affaires du tourisme mondial se contractera de 3,6% en 2009.

« L'Afrique est encore plus attractive aujourd'hui »

Le CDC vient de rendre public, fin avril, son rapport 2008 et nous analysons, avec Jean Marc Savi De Tove, le dernier accord financier important accordé récemment à un *private equity* du Sénégal – EFIG.

Propos recueillis par
Charles Bambara, Londres

Les Afriques : Le CDC a récemment investi pour 15 millions de dollars dans un *private equity* au Sénégal... Est-ce que le contexte économique s'y prête ?

Jean Marc Savi de Tove : Le timing de cet investissement est plutôt excellent. On voulait être un peu plus exposés sur l'Afrique de l'Ouest, aussi bien en Afrique francophone qu'anglophone, au niveau des PME. Avec la crise, il est opportun de soutenir les PME africaines.

LA : Depuis quand existe ce groupe *Advance Finance Investment Group* – AFIG – au Sénégal ?

JMST : AFIG a été créé il y a deux ans et Atlantic Coast Regional Fund est leur premier fonds.

LA : Où seront investis ces fonds, dans quels secteurs d'activités ?

JMST : Le groupe a une approche généraliste, il s'agira d'accompagner des

Beaucoup d'investisseurs, qui regardaient l'Afrique avec intérêt il y a encore un an, ont renoncé. Pas parce que l'Afrique est moins porteuse, mais parce qu'ils devaient mettre de l'ordre dans leurs propres finances.

sociétés africaines en croissance, sur des secteurs assez divers : la logistique, les secteurs financiers, l'agro-business, les télécommunications et peut-être même les ressources naturelles.

LA : Ce groupe est basé au Sénégal, mais a-t-il un rayonnement dans toute l'Afrique francophone, à l'ouest et au centre ?

JMST : L'équipe est basée à Dakar, avec Pape N'Diaye, ancien directeur du *private equity* EMP Africa, Patrice Backer,

Mezno Mwoneli et Lalya Kamara, qui sont tous de nationalité différentes et qui connaissent bien le Sénégal, mais aussi toute l'Afrique occidentale et centrale, donc cette argent sera investi dans tous les pays de la sous-région.

LA : Au finish, AFIG espère lever 150 millions de dollars pour ses différents portefeuilles d'investissement, est-ce que ce sera facile dans ce contexte économique ?

JMST : Le contexte économique est très difficile, beaucoup d'investisseurs, qui regardaient l'Afrique avec intérêt il y a encore un an, ont renoncé. Pas parce que l'Afrique est moins porteuse, mais parce qu'ils devaient mettre de l'ordre dans leurs propres finances. Mais je pense qu'AFIG se rapprochera de son objectif de 150 millions de dollars.

LA : On a entendu dire que les marchés africains ne sont pas suffisamment liquides. Qu'est-ce que cela veut dire ? Et est-ce que cela gêne les opérations du CDC ?

JMST : Non, ça ne nous gêne pas, car nous sommes là pour le long terme. Notre politique d'investissement a évolué un peu depuis janvier de cette année, et notre actionnaire nous a demandé, sur les cinq prochaines années, d'investir plus de 50% de notre budget en Afrique subsaharienne. Le problème de la liquidité est un problème de perception, lorsque le capital est assez patient et que ce capital s'associe à des gens sérieux, qui ont une véritable vision et une bonne compréhension de la région, le capital devient profitable et permet d'aider véritablement au développement.

LA : Il semble que, pour les groupes vraiment ambitieux, la levée de fonds en Afrique reste toujours un problème. Pourquoi cela ?

JMST : Il y a deux choses. Tout d'abord la levée de fonds est difficile parce qu'il s'agit de l'Afrique. Le secteur privé, lorsqu'il regarde l'Afrique, ne sait pas vers qui aller, il n'a pas assez d'information pour évaluer

les équipes en place. Il est très difficile d'investir sans une bonne visibilité.

LA : Y a-t-il suffisamment de *private equity* dans cette zone du continent ?

JMST : Par rapport aux autres zones du continent, il y a moins de *private equity* en Afrique francophone de l'Ouest et du centre. Au Nigeria, par exemple, cette activité est très développée, et cela s'explique par le fait qu'il y a beaucoup plus de Nigériens qui ont fait du *private equity* à l'extérieur, et qui sont capables de mettre en œuvre de façon convaincante leurs stratégies.

LA : Justement, la pénétration du marché francophone des affaires par les grands groupes financiers anglo-saxons reste faible. Est-ce par méconnaissance de ce marché ou par peur du risque ?

JMST : Les deux, parce que l'un est le corollaire de l'autre. C'est une question d'asymétrie d'information. Lorsque l'on n'a pas assez d'information pour prendre une décision, on se dit que le risque est trop élevé. Et je pense que plus les gens iront vers ces marchés, plus ils se rendront compte qu'ils sont très attractifs.

LA : Quel est votre bilan 2008 pour l'Afrique ?

JMST : Le bilan 2008, c'est que les valorisations sur les entreprises ont baissé, et s'agissant du *private equity*, l'Afrique est encore plus attractive aujourd'hui qu'elle ne l'était l'année dernière.

LA : Mais quels sont les montants investis en Afrique en 2008.

JMST : Nous avons fait, l'année dernière, plus de 250 millions de livres d'investissements sur le continent en 2008, cela fait environ 250 milliards de francs CFA, en gros plus de 400 millions de dollars.

Jean Marc Savi de Tové est le directeur du portefeuille Afrique au sein du CDC, le Commonwealth Development Corporation, un organisme de financement public britannique, un fonds de fonds, qui investit dans plus de 600 entreprises asiatiques et africaines.

La logique des ONG en question



Adama Wade, Casablanca

L'épisode politico-judiciaire sur le patrimoine français de certains chefs d'Etats africains (voir www.lesafriques.com) a été largement traité par la plupart de nos confrères, tant occidentaux qu'africains. L'affaire met aussi en évidence le poids des ONG et du milieu associatif en général. Au-delà du mythe, ces ONG relèvent d'une industrie concurrentielle, obligée de suivre une logique de production pour survivre à la globalisation de l'action humanitaire. Aussi bien dans les slogans mis en avant pour la collecte des fonds, que dans le moment retenu pour l'action sur le terrain, ou encore dans le choix des causes à défendre, le mot d'ordre est le même : frapper l'imagination par le poids des mots ou le choc des images. Seul l'impact médiatique compte. Trop loin des caméras, le Darfour n'est pas excitant. Le retour sur investissement est incertain. Comme dans toute industrie, le choix de la matière première est décisif dans la détermination de la marge future. Quand ce n'est pas la figure de l'innocence, incarnée par l'enfant ou la femme, c'est le chef d'Etat africain, symbole de l'arbitraire dans la communication occidentale, qui est mis en avant pour toucher la cible, le public des donateurs. Le modèle a gagné en efficacité, largement épargné par la crise financière. Les concepteurs et actionnaires des ONG y trouvent leur compte, car la filière a l'avantage de présenter des cycles de production courts. Pas de risque de change puisque les dividendes sont perçus en notoriété. Contrairement aux autres secteurs, la reconversion est possible. Le recyclage est garanti presque à 100%. Ce n'est pas Bernard Kouchner, ancien de Médecins Sans Frontières qui dira le contraire. Avant le *french doctor*, le terrain humanitaire était occupé par des acteurs muets : Croix rouge, Croissant rouge et leurs déclinaisons. Depuis, le témoignage médiatique est de rigueur. Et, avec lui, le droit d'ingérence humanitaire, difficilement distinguable du droit d'ingérence tout court. Et quand des acteurs de l'humanitaire se mettent à parler politique, l'incident diplomatique fait sauter la banque.

Les chiffres de la semaine

278 millions d'euros. Pertes de la Société Générale au titre du premier trimestre 2009. La plongée se poursuit au siège dans un silence assourdissant des filiales africaines. Interdites de parole ?

12 cas suspects de grippe porcine en Afrique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a pour le moment confirmé aucun cas, dans une panique mondiale qui aura eu le mérite de relancer les commandes de l'industrie pharmaceutique mondiale.

700 000 enfants africains mourront pour cause de crise financière. Une estimation dramatique de la Banque mondiale qui, par ces temps difficiles, use de tous les moyens pour sensibiliser les donateurs.

150 000 réfugiés et demandeurs d'asile en Afrique de l'Ouest, dont 65 000 libériens. Malgré son ampleur, ce chiffre marque plutôt une avancée. En 2000, ils étaient près de deux millions de réfugiés dans la région.

45 000 FCFA. Le nouveau prix du passeport biométrique au Gabon. Il fallait déboursier jusque-là 70 000 francs pour avoir ce privilège.

2 milliards de dollars. Protocole signé par Madagascar avec un groupe d'investisseurs saoudiens.

1%. Le nouveau taux directeur de la BCE, soit un taux plancher qui pourrait être perforé dans les semaines prochaines, a fait avertir Jean-Claude Trichet.

6 milliards de dinars. Recettes des différentes opérations de privatisations entamées en Tunisie depuis 1987.

Valeurs africaines



Gabon : le vice-président de la République aux commandes

Didjob Divungi Di Ndinge, le vice-président de la République, aurait reçu « habilitation » de gérer les affaires courantes du pays, suite à l'annonce du retrait provisoire du président Omar Bongo Odimba. Dans ce cadre, M. Di Ndinge devrait représenter le Gabon à l'investiture de Jacob Zuma.



Guinée : Fodéba Isto Kéira prend du galon

Précédemment directeur général de l'Office guinéen de publicité (OGP), Fodéba Isto Kéira a été nommé ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'emploi. Autre recrue dans le gouvernement de transition, Zenab Saifoulaye Diallo, nommé par décret ministre de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine.



Constant Nemale lance Africa 24

Le démarrage de la chaîne *Africa 24* est annoncé pour le 12 mai 2009. Le promoteur, Constant Nemale, également cofondateur en 1998 de la panafricaine *3A Télévisión*, veut en faire une télévision à destination des Africains et de la diaspora. Une diffusion en anglais et en arabe devrait suivre rapidement entre 2010 et 2011.



Niger : Tandja cède à la tentation

Après un long suspens, le président nigérien, Mamadou Tandja, a décidé d'organiser un référendum pour pouvoir se présenter à un troisième mandat. Ce faisant, le président nigérien rejoindra une longue liste de présidents africains qui ont modifié la constitution pour pouvoir se représenter. Sera-t-il le dernier à le faire ?



Laurent Nkunda, un hôte embarrassant

Kinshasa et Kigali, qui ont multiplié les déclarations d'amour ces dernières semaines, n'ont toujours pas soldé le dossier de Laurent Nkunda, du nom du rebelle congolais capturé par l'armée rwandaise depuis quelques mois. Selon les informations, Kigali ne livrera pas son ex-allié à la RDC, préférant lui trouver un asile dans un pays où la peine de mort ne serait pas appliquée.



Mali : Aminata Diallo en perte de vitesse

Ancienne candidate à la présidence de la République, désormais ancien ministre de l'Éducation de base, Aminata Diallo a quitté le gouvernement après 18 mois de rapports tendus avec les syndicats. Selon les observateurs, elle cède son fauteuil avec une image sérieusement écornée.

FxPro.fr

Trade Forex like a Pro

BANQUES

La création d'une Banque maghrébine est une « urgence »

La création d'une banque régionale par les Etats du Maghreb constitue une urgence pour contrer les effets de la crise mondiale, ont estimé jeudi à Tunis les participants à un forum économique euro-maghrébin. Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Abdewaheb Abdallah, a déclaré qu'il est « impératif d'accélérer la mise en place de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur » (BMICE) en relevant qu'il s'agit d'un « instrument essentiel » fortement réclamé par les milieux d'affaires. Il a rappelé que la banque devait être opérationnelle en 2009 suivant une décision des ministres de l'Union du Maghreb arabe. Le ministre tunisien a souligné que les blocages de l'intégration économique au Maghreb se traduisent par un manque à gagner de 1 à 2% de croissance annuelle pour chaque pays de la région.

Des experts pour la construction d'un Maghreb financier

Des experts, qui participaient au forum économique euro-maghrébin à Tunis, ont plaidé « la construction d'un Maghreb financier » avec des stratégies communes pour la promotion de l'investissement direct étranger. « A défaut de sa modernisation, le secteur bancaire maghrébin ne sera pas en mesure d'affronter les effets de la crise » en 2009, a averti l'économiste Dhafer Ben Saidane, proposant une recapitalisation des banques maghrébines. Une pleine intégration économique permettrait, selon les estimations de la Banque mondiale en 2006, une hausse de 24% du PIB tunisien, de 27% du PIB marocain et de 34% du PIB algérien. Le forum était organisé avec l'appui de la Commission européenne.

Afrique du Sud : FNB obtient une licence de téléphonie mobile.

First National Bank a créé la surprise en annonçant qu'elle venait d'obtenir une licence de téléphonie mobile. FNB, qui s'est engagée à réduire significativement les coûts d'appel, est la première banque à bénéficier d'une licence de ce type. FNB, qui revendique plus de six millions et demi de clients, ouvre 100 000 nouveaux comptes par mois. La banque entend utiliser ce levier pour prendre une part importante d'un marché rentable et en forte expansion.

BANQUES

Côte d'Ivoire : retour à la « normale » à Versus Bank

Versus Bank a tenu sa première Assemblée générale depuis sa reprise par l'État ivoirien pour lui éviter la banqueroute. Versus Bank avait subi les contrecoups des difficultés financières et juridiques de son actionnaire majoritaire, Aiglon Holding. Les divergences entre actionnaires avaient poussé de nombreux déposants à retirer leur fonds, aggravant la perte de crédit de la banque. La reprise par l'État était une opération de sauvetage. « Cette assemblée générale marque le retour de la Versus Bank dans la normalité », a expliqué le directeur des engagements, Arsène Kobenan, en relevant que les arriérés ont été payés. « La clientèle est revenue et les activités se portent à merveille ». L'assemblée générale devait approuver les comptes des exercices précédents et débattre des questions spéciales, relatives au fonctionnement de la banque.

La prochaine AG d'Ecobank à Ouagadougou

Le groupe Ecobank transnational incorporated (ETI) tiendra sa prochaine assemblée générale le 5 juin 2009 à Ouagadougou, au Burkina Faso. Ecobank, qui a racheté la Banque agricole et commerciale du Burkina (BACB), est désormais leader sur la place financière en termes de parts de marché, de taille du bilan, de dépôts et de crédits.

Nigeria : Ecobank renforce son capital

Ecobank est sur le point de consolider de manière significative son capital, par l'injection de 400 millions de dollars (45 milliards de nairas environ) en provenance de sa société mère, basée au Togo, Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Au cours de sa dernière assemblée générale, la filiale nigérienne avait reçu le soutien de ses actionnaires pour le renforcement de ses fonds propres à 120 milliards de nairas. Ecobank

Nigeria fait partie du groupe éponyme, présent dans 27 pays du continent

Algérie : les banques étrangères autorisées à ouvrir des comptes en devises

L'ouverture des comptes en devises est désormais autorisée pour les étrangers et les sociétés étrangères. Selon un règlement de la Banque d'Algérie, l'autorisation concerne les résidents et les non-résidents en Algérie. Le règlement précise également que ces comptes pourront recevoir des virements de l'étranger, d'un autre compte en devises, d'une banque de droit algérien et même de la contre-valeur de toute somme en dinars. Cette dernière (la somme) doit, au moment de son dépôt ou de son virement, remplir toutes les conditions requises pour son transfert à l'étranger, ajoute le décret.

Deux banques africaines accordent une ligne de crédit de 450 millions \$ au Zimbabwe

Le Zimbabwe a obtenu de nouvelles lignes de crédit d'un montant de 450 millions de dollars de deux banques africaines, pour soutenir les efforts visant à relancer son économie ruinée. Selon le ministre des Finances, Tendayi Biti, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), basée au Caire, devrait accorder 250 millions \$ de lignes de crédit pour le secteur industriel, tandis que la PTA Bank, dont le siège est à Nairobi, devrait injecter 200 autres millions \$ de lignes de crédit. Le Zimbabwe a obtenu la semaine dernière 400 millions \$ de lignes de crédit de donateurs bilatéraux africains, notamment de pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA).

Gambie : la FIB communique

Richard Harrison, le nouveau directeur général de la First International Bank, a décidé de rompre avec la trop grande discrétion dont faisait preuve l'ancienne direction de la banque. Au cours d'une visite qu'il a rendu au principal quotidien de la capitale, Banjul, Richard Harrison a présenté un état des lieux de l'économie gambienne et a exposé la stratégie de la banque. La démarche a été appréciée par les journalistes.

Rwanda : la Banque de Kigali étouffe son réseau

La Banque de Kigali ouvrira la semaine prochaine deux nouvelles agences à l'intérieur du pays, ce qui portera à neuf le nombre de ses représentations. La Banque a annoncé son intention de lancer trois autres agences dans un proche avenir. La Banque de Kigali, qui appartient à plus de 98% à l'Etat rwandais, avait été l'objet ces derniers mois de rumeurs de rachat par la Barclays Bank. La crise financière semble avoir mis un terme provisoire aux appétits de la banque britannique.

Ouganda : programme de soutien aux PME

Le gouvernement a mis en place une ligne de crédit de 40 milliards de shillings, gérée par le Centre Ougandais de Soutien à la Microfinance. La présidente du Centre, le Docteur Specioza Wandera Kzibwe, a précisé que cette facilité est destinée aux petites et moyennes entreprises qui rencontrent des difficultés à obtenir des crédits de la part des banques commerciales. La présidente du centre, qui a indiqué que le taux d'intérêt des financements est fixé à 9%, a souligné

que ces crédits étaient destinés au développement des PME et ne devaient pas servir à « acheter de la viande ou de la bière ».

Rwanda : crise dans la microfinance

Les clients de la Coopérative des travailleurs (CT), une structure de dépôts et de crédits, ont envahi ses locaux à Remera pour réclamer la restitution de leurs avoirs. Trois cent épargnants très inquiets ont occupé les bureaux de la CT, qui subirait une crise de liquidité telle, qu'elle n'a pu mener d'opérations depuis près d'un mois. Beaucoup de ces épargnants n'ont pu retirer leurs salaires et se retrouvent en grave difficulté. Le gouverneur de la Banque centrale, Francois Kanimba, a admis la situation de crise vécue par la CT et d'autres organismes coopératifs du même type.

Ouganda : les banques négligent le secteur informel

Justine Bagyenda, directrice de la supervision à la Banque centrale, a demandé aux banques de faciliter l'accès aux services financiers aux opérateurs du secteur informel. Selon cette responsable, seuls 3,1 millions de personnes possèdent des comptes bancaires sur les douze millions qui utilisent des services bancaires. Le secteur informel, notamment agricole, est le principal employeur du pays.

Ghana : UT élargit ses activités

UT Financial Services vient de créer une filiale bancaire au sein de sa holding spécialisée dans les services financiers. Cette nouvelle entité, nommée UT Bank, officiellement lancée à Accra la semaine dernière, vise une clientèle d'entreprises et s'est engagée à offrir les services bancaires les plus adaptés à ce secteur. Prince Kofi Amoabeng, président-directeur général d'UT Financial Services, a précisé au cours de l'inauguration que la nouvelle structure a été mise en place à la demande de la clientèle et dans le but de donner au groupe l'instrument bancaire qui lui faisait défaut.

Les agences bancaires marocaines sommées de veiller à la sécurité

Les agences bancaires marocaines ont été mises en garde contre toute défaillance dans leur dispositif de sécurité par les autorités, qui ont brandi la menace de fermer les agences défaillantes. Cette mise en garde a été adressée à l'issue d'une réunion entre des membres du gouvernement marocain, des représentants de banques et des hauts responsables sécuritaires sur l'état d'avancement d'une convention, signée en 2008, pour assurer la protection des biens et des personnes au sein des établissements bancaires. « Une disparité dans l'application des termes de la Convention a

ASSURANCES

Côte d'Ivoire : les ambitions du groupe Nsia

Le groupe Nsia (Nsia Participation, Holding, Nsia Côte d'Ivoire et Nsia Vie Côte d'Ivoire) ont passé avec succès le test de certification ISO 9001, a annoncé le PDG du groupe, Jean Kacou Diagou. « La certification est une étape importante dans la vie de notre groupe. C'est un signal fort vers l'extérieur, mais aussi une reconnaissance internationale de notre système de gestion » a-t-il indiqué, tout en annonçant que toutes les filiales du groupe seront certifiées en 2010. Le groupe vise un chiffre d'affaires de 86 milliards FCFA, dont 62 milliards pour les sociétés non vie et 24 milliards FCFA pour les sociétés vie.

été relevée au niveau de certaines agences bancaires », a relevé le Ministère marocain de l'intérieur, sans donner plus de détails sur les manquements relevés.

FONDS

Egypte : la banque Beltone veut parier sur les PME

La banque d'investissement Beltone a lancé, en association avec la Société financière internationale (SFI), la Banque d'investissement européenne et la Banque de développement des exportations (Egypte), un fonds d'investissements de plus de 100 millions de dollars (plus de 500 millions de LE) qui vise les moyennes entreprises dont les revenus varient entre 5 et 50 millions de LE. Le fonds va cibler une vingtaine de sociétés dans le textile, l'agroalimentaire et l'emballage, pour y investir et les faire croître, avec l'espoir de s'en retirer dans 3 à 5 ans. Sa participation au capital n'excèdera pas 35%.

ASSURANCES

Nigeria : les courtiers d'assurances menacent de boycotter les banques

Les courtiers d'assurances menacent de revoir leurs relations avec les compagnies d'assurances, filiales de groupes bancaires. Les courtiers indépendants sont ulcérés par l'attitude des banques mères qui incitent leurs clientèles à traiter avec leurs filiales spécialisées. Lors de la réunion d'avril des assureurs indépendants, la vice-présidente du Conseil nigérien des courtiers d'assurance, Laide Osijo, a critiqué une attitude non déontologique qui fausse la concurrence. L'affaire est portée devant la Banque centrale.

Angola : ENSA lance le mécénat artistique

La compagnie nationale angolaise d'assurance (ENSA) a inauguré la semaine dernière au Trapico Hotel de Luanda sa première action de mécénat culturel, en présentant un ouvrage intitulé *Collection ENSA-Arts*. Le livre est une compilation de la production artistique du pays dans la période

1991-2008. Le mécénat vise à soutenir la production culturelle et à donner plus de visibilité aux activités sociales de la compagnie d'assurance nationale.

FINANCES PUBLIQUES

Botswana : emprunts auprès de la BAD et de la Banque mondiale

Le gouvernement espère mobiliser environ 13 milliards de pulas, sous forme de crédits à taux bonifiés, auprès de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale afin de couvrir le déficit budgétaire estimé à 13,4 milliards de pulas. Le ministre des Finances et du Plan, qui était à Washington où il a mené d'intenses négociations avec la Banque mondiale, a fait part de son optimisme pour le déboursement rapide de ses facilités.

Les banques sud-africaines protégées des effets directs de la crise

Les banques sud-africaines ont été largement protégées des effets directs de la crise financière mondiale, a déclaré la Banque de réserve sud-africaine (SARB) dans son dernier rapport sur la stabilité financière. Selon la SARB, les banques n'ont pas beaucoup investi dans les titres à risques ou dans les instruments complexes, elles ont, au contraire, maintenu un modèle bancaire relativement conservateur et ont préservé des normes de prêts relativement élevées. L'impact indirect de la crise est néanmoins présent et s'est reflété en partie dans le net déclin des prix des actions bancaires. En janvier 2009, les mauvaises dettes ont augmenté de 118% par rapport à l'année précédente, soit une croissance de 47% depuis juillet 2008, indique le rapport, qui ne les considère toutefois pas comme une « menace systémique majeure ».

Nigeria : campagne pour un nouveau gouverneur

Le changement attendu à la tête de la Banque centrale (CBN) est l'objet d'intenses spéculations. Même si tous les candidats (nombreux) au poste ne se sont pas encore déclarés, tous les arguments pour une campagne de pression sur le Président de la Fédération sont utilisés. Le régionalisme n'est pas le moindre de ces arguments, dans un pays où les sensibilités locales sont à prendre en compte. Ainsi, le journal *Daily Trust* n'hésite pas à demander que le prochain gouverneur soit originaire de la région Centre-Nord, au nom du principe de l'équilibre fédéral et de l'alternance. Le débat est lancé.

Ouganda : la Banque centrale fixe des objectifs de contrôle de l'inflation

La Banque de l'Ouganda (BOU, Banque centrale) commence la

FONDS

400 millions d'euros pour le fonds Inframed

Les deux Caisses des dépôts française et italienne, la Banque d'investissement égyptienne EFG Hermes et la Caisse de dépôt et de gestion marocaine se sont mises d'accord pour injecter 400 millions d'euros et créer un fonds portant le nom de Inframed. De même, l'Agence française de développement (AFD) consacrera 1 milliard d'euros lors de la période 2009-2013 pour financer les projets qu'approuvera le fonds, et la Banque mondiale s'est dite prête à consacrer 750 millions de dollars pour le financement des projets liés à l'énergie solaire. Le Fonds mondial pour l'environnement consacrera 50 millions d'euros et la Banque d'investissement européenne 7,7 millions d'euros pour les projets d'infrastructures.

Ecobank à l'épreuve de la conjoncture financière

La banque panafricaine prendrait-elle trop rapidement du poids ? Ses actifs sont passés de 6,6 à 8,8 milliards de dollars. Le profit net a suivi le sens inverse.

Le groupe Ecobank a présenté, fin avril, un exercice 2008 avec des produits bruts en accroissement de 60%, à 1,2 milliard de dollars. Un tel niveau de progression s'explique par les investissements consentis dans l'ouverture de nouvelles filiales pays et de nouvelles agences. Le nombre d'agences est passé de 450 à 610 en une année. Un indicateur qui influe sur le portefeuille clientèle, passé de 1,2 à 1,8 million entre 2007 et 2008. Les actifs de la banque passent de 6,6 à 8,3 milliards entre les deux exercices.

Cette évolution en termes de taille est-elle génératrice de profits à courts termes ? Pas forcément, puisque le résultat avant impôts est en retrait, passant de 191 millions de dollars US en 2007 à 162 millions en 2008. « Cette baisse est faible au vu de l'ampleur de la crise financière internationale et de la perte de valeur des devises locales par rapport au dollar », rappelle le communiqué émis à l'occasion.

Pour Arnold Ekpe, le directeur général d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI), maison mère du groupe, il s'agit globalement de « résultats encourageants », positionnant le groupe pour des résultats encore meilleurs au bénéfice des investisseurs. « Malgré les importantes perturbations observées sur les marchés financiers, nous sommes aujourd'hui une banque plus forte, et décidée à continuer de créer de la valeur pour nos actionnaires », poursuit celui qui gère une enseigne présente dans 27 pays africains*.

2009, année d'alliance ?

Pour le moins, après une expansion continue en 2007 et en 2008 où Ecobank avait battu un record d'ouvertures, l'exercice actuel évolue logiquement sous le signe de la consolidation des positions. La poursuite de l'opération de renforcement des fonds propres réglementaires et la recherche de l'optimisation des investissements seront, selon les observateurs, deux facteurs de pression pour le management. D'autant que de nouvelles actions, émises à travers l'augmenta-

tion du capital d'Ecobank Transnational, s'ajoutent au dénominateur des rapports mesurant le rendement et le taux de distribution des dividendes. L'actionariat du groupe est passé de 7633 à 140 000 à la fin de l'opération mixte. Une partie de l'argent levé est parti renforcer les fonds propres réglementaires de Ecobank Nigeria, à hauteur de 400 millions de dollars, soit 40% de la taille du groupe. L'institution, qui n'a finalement levé que 550 millions de dollars au lieu de

Ces besoins de liquidités, ajoutés à un actionariat éclaté, ainsi qu'à des cours exceptionnellement bas, réunissent toutes les conditions recherchées par un investisseur.

1,2 milliard escomptés au départ, devrait encore procéder à une levée de capitaux additionnels en vue de renforcer ses fonds propres. Une éventualité qui s'avère délicate dans le contexte actuel.

Ces besoins de liquidités, ajoutés à un actionariat éclaté, ainsi qu'à des cours exceptionnellement bas (à Lagos et à Abidjan, où la valeur traitée à 50 FCA), réunissent toutes les conditions recherchées par un investisseur, bancaire ou non, à la recherche d'un point de capillarité à l'international. A moins de forcer sur l'endettement, Ecobank pourrait s'allier avec un groupe puissant financièrement.

A.W

* Le groupe Ecobank opère actuellement dans 27 pays africains, à savoir : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée, Kenya, Libéria, Malawi, Mali, Niger, Nigeria, Ouganda, République Démocratique du Congo, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Tunisie : la BNA augmente son capital

La BNA lance une opération d'augmentation de capital dans le cadre d'une stratégie de positionnement sur de nouveaux segments.

Par Walid Kéfi, Tunis

Les souscriptions à l'augmentation du capital de la Banque nationale agricole de Tunisie (BNA) de 100 à 160 millions de dinars (1 dinar = 0,54 euro) ont démarré le 4 mai courant. La période de souscription, qui s'étalera sur un mois, verra l'émission de 12 millions de nouvelles actions. 10 millions de nouvelles actions seront émises au prix unitaire de 5 dinars, à raison d'une nouvelle action pour deux anciennes. Deux millions de nouvelles actions, financées par incorporation de réserves, seront attribuées gratuitement aux anciens actionnaires de la banque, avec une parité d'une nouvelle action pour dix anciennes. Les prix proposés sont « bon marché », selon la société Maxula Bourse, qui situe la juste valeur de l'action de la banque, contrôlée à hauteur de 68,7% par l'Etat, à 22 dinars, un niveau nettement supérieur au cours actuel de 9,500 dinars et au prix unitaire des nouvelles actions. « Nous recommandons vivement la souscription de cette opération d'augmentation de capital, qui représente un investissement à haut potentiel de rendement et offre une safety margin assez confortable », a précisé l'intermédiaire en bourse dans une note de recherche intitulée « La BNA, une valeur fortement sous-évaluée ».

Fondamentaux en nette amélioration

Le couple rendement élevé et risque faible est appuyé, selon les analystes, par une nette amélioration des fondamentaux de la banque. En 2008, le bénéfice net de l'établissement de crédit a atteint 33,26 millions de dinars, en progression de 29,4% sur un an. Le produit net bancaire a, quant à lui, augmenté de 12,4% en glissement annuel, à 215 millions de dinars.

L'établissement de crédit, dont le total actifs a culminé à 5,9 milliards de dinars, a également réussi, grâce à d'importants efforts de recouvrement, à ramener son taux créances classées à 12,1% à la fin 2008, soit environ trois points au-dessous de la norme exigée par la Banque centrale de Tunisie (BCT). De

son côté, le taux de couverture des crédits non performants par les provisions a gagné dix points sur un an pour s'établir à 63% au 31 décembre 2008.

Nouvelle stratégie commerciale

L'argent qui sera levé dans le cadre de l'opération d'augmentation de capital devrait servir à financer une nouvelle stratégie commerciale adoptée par la banque, dont le conseil d'administration a également approuvé récemment l'émission de deux emprunts obligataires subordonnés de 50 millions de dinars chacun, entre 2009 et 2010. « La consolidation des fonds propres nous permettra de mettre en œuvre une nouvelle politique commerciale axée sur l'exploration de nouveaux segments qui présentent de fortes marges et de se positionner comme une banque de proximité », a indiqué Moncef Dakhli, PDG de la banque créée en 1959 pour financer le développement de l'agriculture, lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 14 mars dernier.

Le 3^e établissement de crédit tunisien en termes de PNB entend notamment mieux se positionner sur l'activité retail, qui ne représente que 12% de l'ensemble des crédits accordés par la banque en 2008, à travers l'élargissement de la gamme des produits d'épargne et des crédits offerts aux particuliers.

Sans délaisser sa vocation initiale, la BNA envisage aussi de réduire la voilure dans le financement du secteur agricole, présentant un niveau de risque élevé. Selon les prévisions du business plan 2009-2013, les engagements de la banque dans l'agriculture augmenteront à un taux moyen annuel de 3,1% d'ici 2013, contre une moyenne d'augmentation des engagements dans les secteurs de l'industrie et du commerce de 7,3% par an sur la même période.

Autre objectif de l'augmentation de capital : offrir un maillage plus serré du territoire, qui se matérialisera par la création d'une trentaine d'agences durant les quatre prochains exercices.

Société Générale à la rencontre des entreprises de la Mitidja

Une cinquantaine de participants ont pris part à la Journée rencontre entreprises organisée par Société Générale Algérie (SGA), le 5 mai dernier, au Club hippique de Blida (50 Km à l'ouest d'Alger). Cette rencontre de proximité de la banque avec ses clients, sera rééditée dans d'autres régions du pays.

Par Mohamed Mehdi, Alger

« Notre métier c'est de gagner de l'argent, certes, mais c'est aussi d'être partenaires de nos clients qui ont besoin régulièrement de conseils. Or, les relations quotidiennes entre une banque et ses clients, dans le cadre des agences, ne permettent pas d'aborder des sujets de fond, d'où l'intérêt d'aller vers les entreprises », explique Gérard Lacaze, président du directoire de SGA.

Les participants ont pu suivre plusieurs présentations « dédiées à leurs préoccupations ». Il a été question des métiers basiques de la banque, à savoir le crédit-bail, les opérations du commerce extérieur, les crédits à la consommation, la présentation d'ALD Automobile Algérie (filiale SGA pour la location longue durée de voiture), et du fonds d'investissement SGAM Al Kantara, dédié à l'ensemble des pays d'Afrique du Nord. Mais les présentations qui semblent avoir le plus capté l'intérêt des chefs d'entreprises ont été les exposés sur la gestion de patrimoine et les approches stratégiques et conditions de succès pour l'accès aux marchés publics. Ainsi, Alain Boutoille, directeur commercial

clientèle privée et professionnelle à SGA, a abordé la question de « la protection et la valorisation du patrimoine d'une entreprise » en prévision d'acquisitions de biens immobiliers, de cessions partielles ou totales, d'extensions (acquisition de sociétés) et surtout des « enjeux patrimoniaux de la transmission d'entreprise ».

Les entreprises algériennes ne se constituent pas assez en consortiums

Certains participants semblaient très intéressés, et tout aussi étonnés, qu'une banque fournisse des conseils en matière de gestion de patrimoine. Un service que compte lancer SGA à travers une future agence spécialisée. Ce sera « une sorte de pôle de compétence en matière d'assistance et de conseil à la clientèle patrimoniale », a indiqué Gérard Lacaze.

Au sujet des approches en matière de marchés publics, le directeur des grandes entreprises internationales chez SGA, Kheireddine Hassen Khodja, a rappelé les préalables que toute entreprise doit assurer avant de soumissionner pour des appels d'offres (notamment en matière de certifications, des lignes de caution et de ges-

tion optimale de la trésorerie). L'intervenant s'est étonné que, malgré la possibilité qui leur est offerte de « se constituer en consortiums » les entreprises algériennes y « ont très rarement recours » pour accéder à des marchés publics où il faut disposer de plusieurs compétences qui ne sont pas nécessairement réunies pour une seule société.

Une présence qui s'étoffe

Cette journée a également permis à SGA de proposer son aide aux entreprises algériennes dans leur approche des marchés étrangers, notamment en matière d'exportation. « C'est évidemment ce qu'on souhaite favoriser au maximum pour rentrer dans la ligne de la politique voulue par le gouvernement algérien », explique M. Lacaze. « On force notre produit à la production algérienne », ajoute un de ses collaborateurs, qui annonce que la banque « va bientôt signer un contrat avec une entreprise basée à Blida qui va installer des capteurs solaires pour les maisons individuelles. Il s'agit, dans un premier temps, d'un montage, suivi d'un transfert de technologie, qui permettra en deux ans de les fabriquer localement ».

Au 31 mars 2009, la banque Société Générale Algérie comptait 215 770 clients, dont 197 000 particuliers, 9600 professionnels (activités libérales), 9000 clients PME, et 200 grandes entreprises, dont plusieurs multinationales basées en Algérie. La banque est présente dans 13 wilayas à travers 54 agences, dont deux dédiées aux grandes entreprises, avec pour objectif

Certains participants semblaient très intéressés, et tout aussi étonnés, qu'une banque fournisse des conseils en gestion de patrimoine. Un service que compte lancer SGA à travers une future agence spécialisée.

d'atteindre 70 agences d'ici la fin de l'année en cours et 85 agences à fin 2010. L'extension est prévue dans neuf autres wilayas, dont deux au Sud (Ghardaïa et Ouargla).

Poste Maroc partout, toujours plus pour vous !



FINANCES PUBLIQUES

Nigeria : la Banque centrale pourrait cesser d'exister en 2059...

La Banque centrale pourrait cesser d'exister en 2059 si l'Union monétaire africaine et le projet de Banque centrale africaine, qui devrait avoir son siège à Abuja, devaient voir le jour. Le gouverneur de la Banque centrale du Nigeria (CBN), le Professeur Chukwuma Soludo, en a fait l'annonce à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de la CBN. S'exprimant à l'ouverture de la conférence internationale qui marque l'événement, le Professeur Soludo a insisté sur la nécessité d'une approche régionale et sur le caractère inévitable du processus de mondialisation en cours, en dépit de la crise actuelle.

mise en œuvre d'un programme de fixation des niveaux d'inflation dans le cadre de sa stratégie de politique monétaire. La nouvelle démarche vise à lier de manière dynamique la masse monétaire à l'inflation réelle dans le souci primordial de garantir la croissance économique. La BOU se fixe donc des objectifs d'inflation et toute son action vise à ne pas les dépasser. Le programme sera effectif dès que l'Office ougandais des statistiques sera en mesure de fournir les indicateurs d'activité appropriés.

Zimbabwe : les hommes d'affaires critiquent la Reserve Bank

La communauté des affaires, qui est longtemps restée silencieuse dans le conflit qui oppose le ministre des Finances, Tendai Biti, au gouverneur de la Reserve Bank (Banque centrale), Gideon Gono, s'est clairement exprimée la semaine dernière en critiquant vertement l'action du gouverneur. David Govere, président du Forum consultatif économique national (NECF), a eu des mots très durs envers le gouverneur,

qu'il a accusé de mener des politiques désastreuses. Le discours tenu à Bulawayo, à la clôture de la Foire commerciale internationale du Zimbabwe (ZITF), a été vivement applaudi par les hommes d'affaires présents.

La BCEAO a lancé un emprunt obligataire de 12 milliards FCFA pour le Sénégal

La Banque commerciale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a lancé une opération, par appel public sur le marché financier régional de l'Uemoa, d'émission de bons du Trésor pour le compte de l'Etat du Sénégal. D'un montant de 12 milliards de FCFA, l'opération sera clôturée le 12 mai et les titres émis seront remboursés dans 364 jours. L'échéance de remboursement est fixée à mai 2010, les taux d'intérêt sont « multiples » et « payables d'avance ».

Algérie : « La balance des paiements globale pourrait être en équilibre »

La balance des paiements globale de l'Algérie « pourrait être en équilibre » en 2009, en dépit de la chute des prix des hydrocarbures, a indiqué le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci. « Concernant la conjoncture, l'économie algérienne subit le choc externe inhérent à la chute des prix des hydrocarbures. Ce canal de transmission des effets de la récession mondiale est apparu à partir du 4^e trimestre 2008. Cela affecte négativement la balance des paiements courants, mais la balance des paiements globale pourrait être en équilibre cette année », affirme le gouverneur de la Banque centrale.

La Banque d'Algérie annonce un nouveau système de surveillance de la solvabilité des banques

Dans le cadre d'un renforcement de la supervision des banques présentes en Algérie, un nouveau système de rating des établissements bancaires sera mis en place au second semestre 2009 afin d'évaluer leur solvabilité. Ce système s'ajoutera à l'affinement des opérations de simulation (stress test) qui permettent de mesurer les capacités des banques à résister à d'éventuels chocs. La Banque « suivra de près l'évolution des risques, notamment la concentration des crédits, pour s'assurer du développement de crédits sains à l'économie », a précisé le gouverneur de la Banque centrale.

Ouganda : Les députés demandent des comptes

Le Parlement de Kampala a demandé au Ministère des finances la communication des relevés de comptes bancaires du Fonds de consolidation national. Les députés ont fait part de leur inquiétude devant la gestion du Fonds et souhaitent connaître l'état précis des engagements et des encours de crédit accordés. Dans un contexte de net ralentissement de l'activité, les députés souhaitent que le Fonds de consolidation oriente son action vers le secteur productif.

AXA Algérie prévoit un partenariat avec la BEA

Le groupe AXA présente pour la première fois dans *Les Afriques* son projet algérien. Et apporte des précisions sur sa procédure de création de filiales, « antérieure » au changement du cadre réglementaire en cours, qui impose à tout investisseur étranger de prendre des partenaires algériens.

Par Hassan Haddouche et Samy Injar, Alger

Premier assureur mondial, le groupe AXA, dont on annonce depuis près d'une année la prochaine installation en Algérie, devrait conclure un accord de « partenariat stratégique » dans le domaine de la bancassurance avec la Banque extérieure d'Algérie, BEA, première banque algérienne.

Ce partenariat a été « validé dans son principe » par les deux institutions financières et « tout a été acté ». L'accord porte également sur un plan de formation à l'assurance du personnel de la BEA qui « est également prêt et a été présenté à notre partenaire ». La concrétisation du partenariat bancassurance AXA-Algérie-BEA est liée à l'aboutissement de la démarche d'agrément par la Direction des assurances du Ministère des finances des deux sociétés de droit algérien, créées en décembre 2008 par la multinationale dans les domaines de l'assurance dommages et de l'assurance vie. C'est ce que révèle, au journal *Les Afriques*, le directeur général d'AXA Algérie, Adelane Mecellem, (voir encadré), qui pilote depuis un peu plus d'une année le projet algérien.

Cadre réglementaire rénové

Pour Adelane Mecellem, l'intérêt du groupe AXA pour l'Algérie ne date pas du règlement du contentieux franco-algérien intervenu en mars 2008 : « Nous regardons le marché algérien depuis plus longtemps », assure-t-il. Cet intérêt est également stimulé par le « travail important » réalisé par les autorités algériennes dans la modernisation du cadre réglementaire. AXA Algérie souhaite, après l'obtention de son agrément, « contribuer pleinement avec les professionnels de la place, dans le cadre de l'Union des sociétés d'assurance et de réassurance, à la poursuite de l'évolution du cadre réglementaire en matière de produits d'assurance vie notamment ».

Le partenariat avec la BEA est pour AXA Algérie un des volets d'une stratégie de distribution « multicanal » qui reposera, en outre, sur la création par le groupe de son propre réseau d'agences, ainsi que sur des accords de distribution avec les courtiers de la place. L'objectif d'AXA Algérie est d'être un assureur généraliste : « Nous voulons faire aussi bien de l'assurance dommages que de l'assurance de personnes. »

En matière d'assurance dommages, qui représente en Algérie l'essentiel du marché, AXA veut apporter de « l'innovation en matière d'offre de produits », mais aussi et surtout « une garantie en terme de qualité de service dans des domaines tels que les délais de remboursement, par exemple ». C'est aussi au développement de l'activité, quasiment vierge en Algérie, des assurances de personnes que le groupe souhaite contribuer. Adelane Mecellem souligne qu'au Maroc voisin, le décollage du secteur des assurances a été porté par le développement des assurances de personnes ; la filiale locale du groupe y ayant contribué notablement.

AXA Algérie pourra s'appuyer sur l'expertise

d'un groupe international, dont près des 2/3 du chiffre d'affaires sont réalisés dans les branches vie, épargne et retraite, pour imprimer une nouvelle dynamique au marché algérien. Son offre devrait inclure à la fois des produits de prévoyance, comme le capital décès et l'assurance emprunteur, qui existent déjà en Algérie, mais à terme également des « produits d'épargne, de retraites complémentaires ou des produits d'assurance-santé, pour lesquels il existe une véritable demande aujourd'hui en Algérie ».

Trois SPA créées le 14 décembre 2009

Le partenariat avec la BEA dans la bancassurance et le lancement de l'activité du réseau à la marque du groupe AXA sont liés à l'obtention de l'agrément, sésame de l'entrée dans le secteur. Le dossier est à l'étude depuis quatre mois. Délai anormal ? « Certains assureurs privés ont attendu plus longtemps pour obtenir leur agrément. Beaucoup de choses infondées ont été écrites à ce propos, sans qu'AXA Algérie n'ait jamais communiqué avec aucun média » déplore Adelane Mecellem. D'où viennent « ces affirmations infondées » ? De l'instruction Ouyahia du 22 décembre dernier, qui soumet tout investissement direct étranger à une majorité de 51% du capital portée par des partenaires algériens. Le groupe AXA ne se considère pas concerné par cette disposition. La naissance des filiales algériennes et l'investissement en capital lui sont antérieurs. « Nous avons créé trois SPA par-devant le notaire, le 14 décembre dernier. L'une est dédiée à l'assurance dommages, l'autre à l'assurance aux personnes et la troisième, qui n'est pas soumise à un agrément, est un bureau d'études chargé de la préparation et du développement global de l'activité algérienne d'AXA ». Le capital réglementaire, environ 7 millions d'euros, est entré en Algérie le 7 décembre dernier.

« Nous n'avons pas demandé de dérogation » Pour Adelane Mecellem, il n'y a pas lieu d'évoquer une demande de dérogation pour qu'AXA se déploie à 100% dans son projet algérien. « Nous attendons la réponse à notre demande d'agrément que nous avons d'ailleurs préparé tout au long de l'année 2008 en échangeant, de façon continue, avec la Direction des assurances du Ministère des finances ». Un dossier qui devrait être arbitré politiquement au plus haut sommet, lors de la prochaine visite du président Bouteflika en France ? « C'est vous qui le dites. Nous, nous ne sommes pas qu'un groupe français, mais un groupe international, leader dans les métiers de l'assurance, venu contribuer au développement du marché algérien : vous savez, l'assurance est connue pour être l'huile de l'économie. C'est un réel moteur de croissance : avec une meilleure prise en charge de leurs risques, elle permet aux acteurs économiques – entreprises, PME, artisans, commerçants... – de se concentrer sur leur cœur de métier et d'innover. Par ailleurs, les encours gérés dans le cadre de l'assurance vie permettent de financer les investissements. C'est à ces objectifs que nous souhaitons contribuer en Algérie ».

Un PDG de 32 ans, polytechnicien à Alger et à Paris

Adelane Mecellem, le DG de AXA Algérie est un jeune algérien diplômé de l'Ecole Polytechnique d'El Harrach (Alger) qui a traversé la méditerranée pour compléter sa formation : Ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Paris et titulaire d'un 3^e cycle en gestion à Paris Dauphine. Il est également actuaire diplômé, et a développé son expertise en as-

surance au sein du groupe AXA où il entre à l'âge de 24 ans. Adelane Mecellem a évolué pendant huit ans au sein d'AXA France où il a construit son expérience en assurance dans des domaines aussi variés que la conception de produits, la tarification et l'analyse et le provisionnement des risques. Il est en charge du projet algérien depuis plus d'une année.



Editeur : Les Afriques Edition et Communication SA. Genève.
Administrateurs : Abderrazak Sitaï (Président), François-Eric Perquel, Dominique Flux (Adm. délégué, directeur de la publication). Comité des Fondateurs : Philippe Séchaud (Président). Editeur partenaire : Interface Media Sarl, 18 place Ahmed Zabana - 4 à Alger.

Directeur de la rédaction et rédacteur en chef Finance : Adama Wade (Casablanca). Rédacteur en chef Economie et politique : Ihsane El Kadi (Alger). Rédacteur en chef Gestion publique et coopération : Chérif Elvalide Seye (Dakar). Rédaction : Louis S. Amédé (Abidjan), Charles A. Bambara (Londres), Mohamed Baba Fall (Casablanca), Hannah Armstrong (Casablanca), Said Djafer (Alger), Amadou Fall (Dakar), Walid Khéfi (Tunis).

Ont également participé à ce numéro : Malick Rokhy Bâ (Dakar), Ismail Aidara (Paris), Fayçal Métaoui (Alger), Samir Dali (Alger), Bénédicte Châtel (Paris), Robert Adandé (Cotonou), Sana Harb (Alger), Mohamed Mehdi (Alger), Hance Gueye (Dakar), Samy Injar (Alger), Said Mekki (Paris). Avec la collaboration de David Beylard (Genève), d'African Investor - AI40 (Londres), de S&P MorningStar (Paris) et de CommodityAfrica (Paris).

Abonnements et publicité : Baya Saidoun - Interface Media Sarl, 18 place Ahmed Zabana - Alger. Tél : +213 (0)21 73 49 48. baya.saidoun@lesafriques.com

Maquette : Jérémie Flux. Webmaster : Christian Zanardi. Corrections : Xavier Michel, Raphael Caratsch. Impression : Rotimpres, Aiguaviva (Spain). Distribution : JYF Media Sarl - Tél : 213 (0) 21 76 23 74 - jyfmedia@yahoo.fr

© Reproduction interdite sans l'accord écrit de l'éditeur

Abonnements et publicité

Baya Saidoun -
Interface Media Sarl
18 place Ahmed Zabana - Alger.
Tél : +213 (0)21 73 49 48.
baya.saidoun@lesafriques.com

« La demande de couverture-risque augmente malgré la contraction du commerce international »

Président depuis 2003 de Garant Insurance Company, spécialisée dans la couverture des risques politiques et commerciaux, et engagée dans 150 pays, Louis Habib-Deloncle, analyse pour *Les Afriques* l'impact de la crise financière sur le métier d'assureur.



Louis Habib-Deloncle : « Ma philosophie, c'est le partage et la mutualisation des risques. »

Par Saïd Mekki, Paris

Les Afriques : Quelle est votre appréciation de la crise économique globale ?

Louis Habib-Deloncle : La récession de l'activité économique mondiale, conséquence de la crise financière et des comportements court-termistes et peu scrupuleux d'une poignée de financiers, peut – et j'ajouterais – conduire à poser les bases d'une refondation du système financier mondial. En ce sens, les assureurs-crédits pourraient apporter une utile contribution. La rationalité économique de notre métier spécifique s'appuie sur des principes et une gestion à l'opposé de la logique spéculative. Il serait bon que les assureurs-crédit partagent leur expérience et leur approche de la gestion rigoureuse des risques.

Cela étant, l'impact de la crise est à considérer différemment selon les régions du monde et les secteurs d'activités. Les économies émergentes n'ont pas subi de plein fouet l'ampleur de la crise, et c'est un aspect positif à relever de cette crise financière.

LA : Ce ralentissement de l'activité économique mondiale, avec notamment la contraction du crédit, a-t-il un impact sur votre activité ?

LHD : En ce qui concerne l'activité de Garant, j'observe que la demande en couverture contre les risques liés aux opérations internationales est en constante augmentation, alors même que les flux des échanges internationaux accusent un certain ralentissement. Un grand nombre d'exportateurs, qui ont du mal à trouver des financements auprès des banques, se tournent vers l'assurance-crédit pour sécuriser leurs contrats à l'étranger. Les banques elles-mêmes, nous sollicitent pour pallier le manque de financement disponible. Au sein de notre activité, je dirais que la contraction du crédit a davantage modifié la nature des projets portés par les entreprises. Il y a une sélection *de facto* qui s'opère entre les bons projets et les projets moins bien ficelés. Par bons projets, j'entends les projets qui répondent à des besoins prioritaires des populations locales et participent au développement durable de l'économie nationale.

LA : Est-ce que l'on observe une augmentation globale des sinistres ?

LHD : Nous n'avons pas constaté une augmentation significative des sinistres chez Garant

depuis le dernier trimestre 2008. Cela dit, Garant est une compagnie d'assurance à part sur le marché de l'assurance-crédit en Europe continentale. Comme notre stratégie est axée sur la couverture des risques politiques et commerciaux dans les pays émergents, nous ne subissons pas, à la différence des assureurs-crédits traditionnels, les défauts de paiements, voire les faillites des entreprises situées dans l'OCDE, qui sont au premier chef touchées par la récession économique.

LA : Quelles sont les différences entre Garant et les assureurs-crédits traditionnels ?

LHD : Notre différence repose sur la spécialisation de notre activité, avec une offre de polices d'assurances complémentaires qui protège les entreprises, à la fois contre les risques traditionnels de défauts de paiements ou de faillites de leurs partenaires privés, mais aussi contre les risques politiques qui porteraient atteinte au bon déroulement d'un contrat, du fait de l'agissement souverain d'une autorité publique, et ceci que leur partenaire soit une entité publique ou privée. Ainsi, Garant offre des protections contre les risques d'expropriation, de nationalisation, de non-livraison, de changement de réglementation, de perte de licence, d'appel abusif de caution et bien d'autres encore. L'autre spécificité de Garant, c'est son tropisme sur les pays émergents. L'histoire de Garant est singulière, car elle fut créée en 1958 par Ingosstrakh, leader d'assurances russe, pour couvrir les risques liés aux échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest pendant la guerre froide.

LA : Y a-t-il une concurrence entre les compagnies publiques d'assurance à l'export et une société d'assurances privée comme Garant ?

LHD : On a longtemps considéré, en Europe continentale, que l'assurance des risques politiques relevait des agences publiques à l'exportation parce qu'il s'agissait de couvrir des risques générés par des autorités politiques. La création d'un marché privé de l'assurance des risques politiques est relativement récente. J'ai toujours été convaincu que les entreprises gagneraient à avoir le choix et la possibilité d'un accompagnement sur mesure, aussi j'ai créé dès 1986 le Pool P.A.R.I.S., devenu en 1994 Unistrat, la première compagnie privée d'assurances à l'exportation en Europe. Ma philosophie, c'est le partage et la mutualisation des risques. C'est pourquoi

je suis un promoteur de la coopération entre les assureurs, publics ou privés, pour le bénéfice des entreprises opérant à l'international. A tel point que l'ONDD, l'agence publique d'exportation belge, est actionnaire à 50% de Garant. Un des avantages de l'assureur privé, c'est qu'il n'est pas soumis à la clause de nationalité, et qu'il peut diversifier géographiquement sa clientèle et donc son portefeuille.

LA : Pensez-vous que l'assurance privée du risque commercial et politique corresponde aux échanges de l'Afrique avec le reste du monde ?

LHD : Bien sûr. Les entreprises africaines ont les mêmes besoins que toutes les entreprises, à savoir s'assurer que leurs partenaires étrangers vont honorer leurs contrats, et avoir des garanties en cas contraire, d'autant que la crise financière accroît les incertitudes sur le comportement des partenaires commerciaux. Sur le continent africain, le développement croissant des infrastructures, du tourisme, des communications, allié aux instabilités politiques dans certains pays appelle ce type de garanties, tout comme l'intensification des échanges Sud-Sud avec l'Asie ou l'Amérique

latine. Il reste un gros travail de fond à effectuer vers une meilleure connaissance des risques, tant pour les exportateurs eux-mêmes

« Garant offre des protections contre les risques d'expropriation, de nationalisation, de non-livraison, de changement de réglementation, de perte de licence, d'appel abusif de caution et bien d'autres encore. »

mes que pour les assureurs. La transparence financière des opérateurs et le renseignement commercial doivent progresser de pair avec la prise de risque. Le partenariat de Garant avec ATI, Africa Re et la Cagex, participe de notre volonté de répondre, qualitativement et quantitativement, aux besoins de protection des entreprises contre les risques politiques et commerciaux en Afrique.



LA SOCIÉTÉ TCHADIENNE D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE

En abrégé « STAR NATIONALE »

Société Anonyme avec Conseil d'Administration

Capital social de 500 000 000 FCFA

Siège social : Rue 1016, Avenue Charles de Gaulle,

B.P n° 914, N'DJAMENA

Immatriculée au Registre du Commerce de N'DJAMENA,

Sous le n° TC-NDJ-15/B/77

AVIS DE SOUSCRIPTION

Le Président du Conseil d'Administration porte à la connaissance des actionnaires, que l'ouverture de la souscription faisant suite à l'augmentation du capital social décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 17 novembre 2008, se fera suivant les conditions ci-après :

Nombre d'actions à souscrire : 29 656

Valeur nominale de l'action : 10 000 FCFA

Montant de l'augmentation : 500 000 0000 FCFA

Prix d'émission des actions à souscrire : 29 000 FCFA

Montant global de la prime d'émission : 950 000 000 FCFA

Heures d'ouverture : 8h00

Date d'ouverture : 10 décembre 2008

Date de fermeture : 9 juin 2009 à 13h00

Les actionnaires disposent d'un droit préférentiel de souscription

Le montant des actions souscrites est à libérer intégralement.

Le versement sera effectué sur le compte n° 371 00 58 42 04 03

domicilié à la Commercial Bank Tchad, « C.B.T. »

Fait à N'DJAMENA, le 4 décembre 2008

Le Président du Conseil d'Administration

M. MOUSSA MOUSTAPHA TERAP

Contact : Ali Adoum Djaya, directeur général

Tél : (235) 52 48 08 Fax : (235) 52 51 89

dgstar@intnet.td ou alidjaya@yahoo.fr

Les fonds avec



Fonds Afrique

Name	2008-12-31 2009-05-04	2008-05-05 2009-05-04	2006-05-08 2009-05-04	Domicile	Rating Overall
DWS Invest Africa A2 Acc	33.64			Luxembourg	
JPM Africa Equity D (acc) USD	28.44			Luxembourg	
EMIF South Africa load ZAR Acc	26.25	-8.09	-20.82	Luxembourg	3
JB Multiflex JB African Equity C JPY Acc	25.28			Luxembourg	
Swedbank Robur Africa Equity D2 Acc	24.70	-44.39		Luxembourg	
Robeco Afrika Fonds A Inc	23.09			Netherlands	
UBS (CH) EF-South Africa Inc	22.48	-18.07	-25.39	Switzerland	3
Nikko Africa Equity Fund	20.13			Japan	
Coronation Africa Fund	18.38			Ireland	
PCA Africa Fund	18.10			Taiwan	
JB EF Northern Africa CHF A Inc	16.40	-35.23		Luxembourg	
Simplicity Afrika Acc	15.48	-40.52		Sweden	
Wallberg African All Stars I Acc	14.81			Luxembourg	
HQ Afrika Inc	14.51	-39.59		Sweden	
E.S. Africa FI Acc	12.74	-35.14		Portugal	
BPI Africa FI Acc	11.62			Portugal	
The Concord Egypt Euro Shares	11.29	-28.95	-6.86	Ireland	5
WIOF African Performance Portfolio A Acc	7.36			Luxembourg	
Standard South Africa Equity A USD Acc	7.20	-40.08		Ireland	
Nordea-1 African Equity Fund BI Acc	6.81			Luxembourg	
The Egyptian Growth Investment Company	4.96	-27.32	-7.73	Guernsey	4
Intereffekt Emerging Africa EUR	-1.45	-49.88		Netherlands	
Atlas Maroc Acc	-1.55	-21.83	12.72	France	5
Standard Africa Equity A USD Acc	-11.77	-60.54		Ireland	
ICECAPITAL Africa A Inc	-11.99	-60.70		Finland	

Fonds MENA

Name	2008-12-31 2009-05-04	2008-05-05 2009-05-04	2006-05-08 2009-05-04	Domicile	Rating Overall
SSGa Emer. Middle East&Africa Indx P Acc	22.14	-18.14	-24.75	France	4
ING (L) Invest MENA EUR I Acc	20.89			Luxembourg	
SGAM Oasis MENA SGD	20.09	-44.60		Singapore	
SGAM Fd Eqs MENA AE Acc	15.80			Luxembourg	
Gustavia Turkey Middle East Inc	15.56			Sweden	
FIM Sahara EUR Acc	15.31	-44.57		Finland	
Makaseb Arab Tigers Fund USD Acc	14.68	-41.68	-30.43	Bahrain	2
JPM Middle East Equity A (dist) -USD	14.59	-34.74	-29.31	Luxembourg	3
Ocean Fund Eqs MENA Opportunities A Acc	14.26	-46.77		Luxembourg	
Investec GSF Africa&Middle East A GrAcc	14.02	-25.14		Luxembourg	
CIMB-Principal MENA Equity Fund	13.95	-45.92		Malaysia	
BG Selection Africa&MiddleEast Eqs A Acc	13.21	-36.50		Luxembourg	
Investec GSF MENA A Gross Acc	12.92	-27.37		Luxembourg	
HQ Middle East Inc	12.34			Sweden	
Investec Africa & Middle East I Acc Net	12.30			United Kingdom	
Schroder ISF Middle East EUR A Acc	10.34	-43.23		Luxembourg	
Sydinvest Afrika & Mellemsten Inc	10.07	-43.30		Denmark	
ESPA Stock Mid East and Afri Mkts A Inc	7.65	-41.48		Austria	
Deka-MiddleEast and Africa CF Acc	6.93	-43.53		Luxembourg	
WIOF Middle East Perf A	6.20			Luxembourg	
Mashreq Arab Tigers Funds Acc	6.17			Ireland	
GAM Star Frontier Opportunities Acc	4.02			Ireland	
Meidiao ArabWorld P Acc	3.72	-43.40		Luxembourg	
LHV Persian Gulf Fd A Acc	1.24	-46.65		Estonia	
T. Rowe Price Mid East& African Eq Fd I	0.90	-52.12		Luxembourg	
ING Middle East & Africa Fund	-0.89			Taiwan	
GCC Fund Arabia Inside A Acc	-3.22			Luxembourg	
FT Emerging Arabia EUR Inc	-4.54	-55.17		Luxembourg	
PF (LUX) Mal East & N Africa HP EUR Acc	-5.41			Luxembourg	
Franklin MENA A Acc	-7.84			Luxembourg	

Fonds islamiques

Name	2008-12-31 2009-05-04	2008-05-05 2009-05-04	2006-05-08 2009-05-04	Domicile	Rating Overall
CMS Islamic Balanced	32.95	-4.44	19.04	Malaysia	3
TA Dana Optimix	20.69	-8.19	5.68	Malaysia	1
Dana Makmur Pheim	20.41	-7.82	9.09	Malaysia	2
Dana Islamiyah Affin	19.42	-17.85	13.68	Malaysia	3
Public Islamic Asia Balanced	17.80	-11.43		Malaysia	
MAAKL Al-Ummun	17.69	1.82	19.98	Malaysia	4
CIMB Islamic Balanced	17.44	-12.01	7.26	Malaysia	3
Apex Dana Al-Faiz-i Inc	17.44	-2.18	53.73	Malaysia	4
CIMB Islamic Balanced Growth Fd	17.28	-13.08	5.27	Malaysia	2
HwangDBS Aiman Aiman Balanced Fund	15.76	1.86	13.39	Malaysia	4
Avenue SyariahExtra	15.13	-15.95	-9.32	Malaysia	1
PRUdana dinamik	15.10	-1.78	20.94	Malaysia	4
HLG Dana Maarof	15.00	-8.64	13.78	Malaysia	3
MAAKL Al Fauzan	14.72	-5.91	31.76	Malaysia	5
AmIslamic Balanced	14.65	-6.57	17.57	Malaysia	3
Public Islamic Balanced	14.49	-9.35	6.34	Malaysia	2
CIMB Islamic Balanced Income	13.43	-6.80	8.76	Malaysia	3
RHB Mudharabah	12.58	-2.61	15.62	Malaysia	3
AMB Dana Ikhtis	12.51	-5.56	0.52	Malaysia	2
Alliance Dana Alif	12.11	-10.37	-2.71	Malaysia	1
ASBI Dana Al-Falah	11.88	-2.49	26.67	Malaysia	4
CIMB Islamic Enhanced Sukuk Fd	11.01	1.54	5.15	Malaysia	3
Public Islamic Enhanced Bond	8.98	3.53		Malaysia	
PRUdana al-Islah	8.36	0.83	0.78	Malaysia	3
ASBI Dana Al-Munsif	8.18	-8.95	14.17	Malaysia	5

Fonds matières premières et ressources naturelles

Name	2008-12-31 2009-05-04	2008-05-05 2009-05-04	2006-05-08 2009-05-04	Domicile	Rating Overall
Earth Exploration UI Acc	65.19	-49.44		Germany	
Natural Resources Fund Inst Acc	57.83	-44.60	-32.76	Ireland	2
SIA Global Mining Value EUR Acc	54.25	-66.33		Luxembourg	
Pioneer Fds Gold and Mining A EUR ND Acc	51.41	-43.45	-27.88	Luxembourg	2
Oceanic CF Australian Natrl Res GBP Inc	50.41	-49.56	-45.66	United Kingdom	1
JPM Global Natural Resources A EUR Acc	49.20	-45.78	-37.57	Luxembourg	1
JPM Natural Resources A Acc	46.12	-43.29	-35.94	United Kingdom	4
Pioneer CIM-Global Gold and Mining Acc	42.17	-47.28	-32.25	Luxembourg	
Orion Sicav Ressources Naturelles Acc	41.26	-1.63	1.11	Luxembourg	5
Oak Tree Junior Mining & Exploration Acc	41.20	-53.58	-62.59	Liechtenstein	
BGF World Mining A2 EUR	39.75	-51.79	-27.08	Luxembourg	4
Oceanic CF Global Resources EUR Acc	39.34	-48.24		United Kingdom	
Allianz RCM Rohstoffonds A EUR Inc	39.18	-46.91	-28.77	Germany	3

Investec Enhanced Natural Res I Acc Net	38.71	-14.99		United Kingdom	
Schroder ISF GEM Commodities A Acc	38.63			Luxembourg	
ZKB Ressourcen Vision Fonds A Inc	36.16	-26.45	-9.10	Switzerland	3
United Global Resources SGD	35.58	-34.45		Singapore	
cominvest Rohstoff Aktien P Inc	34.68	-48.09	-30.57	Germany	2
First State Global Resource USD	34.33	-41.24	-20.61	Singapore	3
The Emerging Commodities Fund Acc	32.39	-80.01		France	
First State Gbl Resources A Acc	31.81	-42.50	-21.72	United Kingdom	4
First State Gbl Resources III Acc	31.81	-41.55		Ireland	
Dynamic Focus+ Resource Fund I Acc	31.46			Luxembourg	
JF Five Elements Fund A Acc	30.79	-31.63		Cayman Islands	
DWS Rohstoffonds Inc	30.29	-42.51	-30.98	Germany	2
MitsubishiUFJ Wld Resources	29.91	-41.45	-17.89	Japan	
JB EF Natural Resources CHF A Inc	29.73	-36.71		Luxembourg	
Carmignac Portf Commodities Acc	29.62	-42.43	-26.73	Luxembourg	3
BBGI Commodities (USD) A Acc	27.60	-7.45	4.39	Switzerland	5
DekaLux-GlobalResources CF Inc	26.82	-39.14	-21.69	Luxembourg	4
Craton Capital Global Resources A Acc	26.77			Liechtenstein	
Alizee Deterre T Acc	26.43	-46.22	-59.10	Austria	1
bhw raw materials Acc	26.27	-41.44	-32.56	Liechtenstein	3
T. Rowe Price Gbl Natrl Res Eq I Acc	25.07	-38.04		Luxembourg	
UBS (CH) EF-Global Materials Inc	24.53	-37.92	-31.51	Switzerland	3
STABILITAS Soft Commodities I Acc	24.10	-46.32		Luxembourg	
RBC Diversified Fund Natural Rsrc Eq Inc	23.96	-38.68	-23.03	Switzerland	3
Mizuho Global Resource Eq Fd	23.81			Japan	
eQ Emerging Agri Sector 2 Acc	23.63			Estonia	
Tuma Commodities Acc	23.33	-34.67		Liechtenstein	
SGAM Invest Secteur Matières Prem. Acc	23.17	-34.42	-21.96	France	3
CS EF (Lux) Global Resources B Acc	22.99	-43.22	-30.98	Luxembourg	3
SGAM Fd Eqs Global Resources A Acc	22.96	-34.77		Luxembourg	
BZ Agro Inc	22.85	-20.89		Switzerland	
FC AGF Canada Resource Eq Fd	22.51	-25.52		Japan	
MAM Actions Matières Premières Acc	22.51	-34.07	-39.14	France	2
AXA Or et Matières Premières Acc	22.21	-36.70	-22.28	France	4
Baring Global Resources Fd Inc	22.09	-52.29	-40.68	Ireland	2
Eurovalor Recursos Naturales FI Acc	21.96	-38.78		Spain	
Swedbank Robur Råvarufond Inc	20.17	-41.34	-28.07	Sweden	4
Parvest Global Resources C Acc	20.01	-30.56	-20.61	Luxembourg	5
BR Natural Resources Eq Fund	19.63	-38.01		Japan	
KB Lux Key Fd Natural Resources EUR Acc	19.52	-32.76		Luxembourg	
Barclays Ressources Naturelles Acc	19.37	-41.95	-49.85	France	2
Orsay Ressources Acc	18.76	-38.07	-49.56	France	2
Deutsche Far Est DWS Gbl Mat & Engy	18.73	-30.38	-17.45	Taiwan	5
The Tectonic Fund Acc	18.63	-74.87	-83.14	France	1
Etoile Matières Premières Acc	18.35	-34.72	-21.75	France	4
FMM - Natural Resources A Acc Euro	18.33	-40.66		Luxembourg	
Pioneer Inv Akt Rohstoffe A EUR ND Acc	18.19	-33.50	-14.43	Germany	4
Argenta Fd Sector Europe BasIndustr Acc	18.17	-60.10	-48.33	Luxembourg	1
ALTIIS Fund Global Resources Acc	18.02	-40.05	-27.33	Luxembourg	4
VP Bank Advice Fof Nat Resources A Inc	17.86	-39.02	-35.82	Liechtenstein	3
UBS (Lux) SS-RICI (GBP) Inc	17.63	-55.81		Luxembourg	
Manulife GF Global Resources AA Inc	17.60	-37.02		Luxembourg	
Tiberius Active Commodity OP Inc	17.15	-29.94		Luxembourg	
LCF Roth Pfund Natural Res. USD A Acc	16.85	-29.11		Luxembourg	
Prudential Financial Global Resources Fd	16.42	-37.35		Taiwan	
BW-FdsPfr Rols & Ress Acc	16.33	-30.54	-26.25	Germany	4
ESPA Stock Commodities A Inc	16.28	-37.00		Austria	
VV-Strategie Rohstoffe T1 Inc	16.21	-43.68		Luxembourg	
Martin Currie GF Gbl Resources Inc	16.00	-32.60	-14.79	Luxembourg	5
GR Dynamik OP Acc	15.90	-33.27		Germany	
OSK-UOB Resources	15.81	-21.49		Malaysia	
CAAM Funds Global Resources C Acc	15.52	-28.06		Luxembourg	
Allianz Gbl Inv Gbl Agr Trend - ACC-TWD	15.14	-38.99		Taiwan	
LCL Actions Minergior Monde Acc	14.80	-27.00	-21.81	France	5
CAAM Actions Minergior Acc	14.69	-27.21		France	
STABILITAS Growth Small Cap I Acc	14.65	-45.93		Luxembourg	
AXA WF Hybrid Resources A EUR Acc	14.62	-43.72		Luxembourg	
CF Equities HAIG Resources B Acc	14.49	-41.95	-35.64	Luxembourg	2
UBS (Lux) SS-RICI (USD) Acc	14.24	-41.23	-35.15	Luxembourg	3
Alpi Risorse Naturali Acc	14.04	-27.54	-28.17	Italy	3
Ideal Global Acc	13.71	-54.59	-50.33	Luxembourg	1
Commodity Alpha OP R Inc	13.44	-24.12	-15.83	Luxembourg	4
BNY Mellon Gbl Natrl Res Eq Fd	13.29			Japan	
DSP BlackRock World Gold Div	13.08	-17.46		India	
CAAM Ressources-Industrie Monde I Acc	12.28	-34.85	-32.81	France	4
BEA Global Resources A Acc	12.01	-39.58		Hong Kong	
LCL Actions Rsrcs-Indstr Monde Acc	11.34	-34.98		France	4
Swedbank Robur Skogsfond Inc	11.15	-37.99	-53.00	Sweden	1
Géo-Energies C Acc	10.68	-31.16	-18.30	France	4
Fortis L Commodity World I Acc	10.17	-36.95	-32.72	Luxembourg	3
UBS GU Commodity	10.07	-31.95		Japan	
HSBC Ressources Naturelles A/I	9.59	-37.41	-30.31	France	4
Polaris Global Key Resources	9.47	-41.83		Taiwan	
Barclays Gbl Commodity Delta A USD Acc	9.35	-43.10		Ireland	
Nippon Commodity Sel (Food)	9.28	-19.83		Japan	
UBS (CH) Commodity Fund - USD P Inc	8.66	-35.44	-33.74	Switzerland	4
Nordea Foresta Kasvu	8.27	-42.75	-54.03	Finland	1
Caja Madrid Recursos Naturales FI Acc	8.27	-26.40		Spain	
MUFI Commodity Fund	7.93			Japan	
Tiberius Commodity Alpha Euro OP I Inc	7.89	-35.42		Luxembourg	
Yuanta Global Oil & Mining Fund	7.79			Taiwan	
UBS (Lux) SS-RICI (EUR) Acc	7.60	-49.31	-33.45	Luxembourg	2
Schroder Nikko Commodity Fd A	7.48	-31.64		Japan	
VINCOX Water & Energy Europe I Acc	7.47	-21.64		Liechtenstein	
Caixa Catalunya Multisectorial FI Acc	7.16	-38.53	-34.57	Spain	
ICECAPITAL Commodity B Acc	6.85	5.17	-0.83	Finland	4
Daiwa/RICI(R) Commodity Fd	6.51			Japan	
UBS (Lux) SS-RICI (CHF) Acc	6.22	-45.63	-33.86	Luxembourg	3
Daiwa Commodity Index	5.72	-43.43	-37.17	Japan	
Daiwa FW Commodity Select	5.65	-42.48		Japan	
Robeco Commodities	5.62	-39.11		Netherlands	
DKA Sel Indx Resources	5.52	-16.22	-40.31	Japan	
Nomura Sect Indx Oil Nonferr	5.25	-22.34	-46.78	Japan	
VCH Expert Natural Resources Acc	5.01	-56.12	-45.58	Luxembourg	1
Marlborough ETF Commodity A Acc	4.61	-19.99		United Kingdom	
Löwen Investment Fund Commodities Acc	4.10	-13.03		Liechtenstein	
Parworld Track Commodities C Acc	3.80			Luxembourg	
Baring Real Asset Futures A Acc	3.42	-61.81	-59.16	Ireland	1
Daiwa/SB/SBMC Commodity Fd	3.41	-39.80		Japan	
Swisscanto (CH) Commodity Sel Fd A Inc	3.40	-47.76		Switzerland	
ESPA Garant Commodities T Acc	2.93	-5.40		Austria	
Nomura Commodity Fund	2.22	-37.49	-36.11	Japan	
Nissay Commodity Fund	2.21	-41.75		Japan	
UBS (CH) Commodity Fund - EUR P Inc	1.84	-45.12	-34.31	Switzerland	3
Chumitsui Commodity Fund	1.76	-35.42		Japan	
Nippon Commodity Index Open	1.61	-33.92	-34.55</		

Pioneer Surowców i Energii Acc	1.96			Poland	
Triodos Renewables Europe I Acc	1.47	3.35		Luxembourg	
Daiwa Energy Technology Fund	1.06			Japan	
CaixaGest Energias Renováveis FEI Acc	1.04	-7.00	0.48	Portugal	
Barclays Power Select Income A Inc	-0.06	2.12		Ireland	
PEC Global Equity Inc	-0.09	-16.79	-12.49	Switzerland	5
FFS Four Elements - Fire P Acc	-0.35	-19.48		Luxembourg	
VCH New Energy Acc	-1.35	-51.47		Luxembourg	
Tury Energie/Rohstoffe Equity A Inc	-8.61	-56.07	-53.56	Austria	1
Hornet Renewable Energy Acc	-18.09	-62.93	-62.37	Liechtenstein	

Fonds énergies (partiel)

Name	2008-12-31 2009-04-27	2008-04-26 2009-04-27	2006-04-26 2009-04-27	Domicile	Rating Overall
CF Junior Oils Trust A Acc	40.85	-45.42	-44.05	United Kingdom	1
Schroder ISF Global Energy A Acc	34.92			Luxembourg	
Investec Global Energy A Acc Net GBP	28.22	-28.14	-24.54	United Kingdom	3
LTIF Global Energy Value Acc	26.87	-59.31	-51.32	Luxembourg	1
DNB NOR Renewable Energy Inc	23.82	-40.92		Luxembourg	
BR World Resources SIK Fd	23.60	-42.50	-27.70	Japan	
MP-ENERGY.SI	22.79	-33.67	-36.29	Slovenia	2
ODIN Offshore	22.38	-54.24	-49.91	Norway	2
Earth Energy Fund UI Acc	22.33	-44.02		Germany	
Awake Global Energy Fund	22.22	-48.55		Sweden	
Investec GSF Gbl Energy A Acc Grs EUR	21.83	-31.34	-25.26	Luxembourg	4
Guinness Global Energy A Inc	20.30	-36.20		Ireland	
CL (Gue) Energy Equity B Acc	19.65	-40.60	-36.46	Guernsey	2
CL (Lux) Energy Equity B Acc	19.47	-39.32	-37.16	Luxembourg	2
Invesco Energy Fd C Acc	19.40	-37.38	-26.46	Luxembourg	4
Orion Sicav Energie Acc	18.99	-12.28	-12.13	Luxembourg	5
Petercam Equities Energy & Resources B	16.95	-50.97		Belgium	
Fortis L Equity Energy Europe Acc	16.35	-38.09	-35.31	Luxembourg	3
A.C. Nuclear Opportunities Fund Acc	16.13	-37.42		Liechtenstein	
DWS Invest Energy FC Acc	15.91	-35.24	-45.95	Luxembourg	1
Daiwa/BlackRock Energy Resour	15.70	-40.91		Japan	
Share Energy Acc	15.42	-31.84	-29.74	Luxembourg	4
cominvest Energie Aktien I Inc	14.82	-36.16		Germany	
DWS Energiefonds Inc	14.37	-36.15	-49.23	Germany	1
BBGI Islamic Share Energy (USD) Inc	14.26			Switzerland	
Fortis L Equity Energy World I Acc	14.08	-44.41	-19.21	Luxembourg	
JIB EF Energy Transition Afr	13.32			Luxembourg	
Pioneer Fds (A) Energy Stock T Acc	13.17	-36.53	-35.50	Austria	2
Raiffeisen-Energie-Aktien A Inc	12.98	-37.36	-34.63	Austria	3
BGF World Energy A2 EUR	12.93	-35.34	-36.10	Luxembourg	3
ING Energy Inc	12.91	-35.61	-32.70	Netherlands	3
OHRA New Energy Fonds	12.62	-47.85	-49.96	Netherlands	
AXA WF Junior Energy A EUR Acc	12.28	-53.64		Luxembourg	
Robeco Energy Eq D EUR Acc	12.15	-32.77	-31.61	Luxembourg	2
CS EF Global Energy A Inc	11.58	-32.92	-28.35	Switzerland	4
ING (L) Invest Energy P USD Acc	11.38	-38.84	-34.66	Luxembourg	3
Handelsbanken Ny Energi Acc	11.38	-36.66		Finland	
OP-Ilmasto B Inc	11.31	-25.80	-25.73	Finland	4
Mediolanum Ch Energy Eq Fd L Acc	11.22	-29.25	-29.27	Ireland	3
Allianz RCM Energy A EUR Inc	11.18	-34.94	-31.68	Germany	3
Independent BasicEnergy Global Inc	11.00	-40.51		Denmark	
FIM Green Energy Acc	10.92			Finland	
Delta Lloyd L New Energy B Acc	10.24	-47.80		Luxembourg	
Ancoria Ny Energi	10.19	-44.76		Cyprus	
STABILITAS Uran-Energie I Acc	10.14	-58.80		Luxembourg	
WEF I Global Energy Equities AU Acc	9.99	-40.71	-28.90	Luxembourg	3
Nikko Global Water Fund	9.77	-29.42		Japan	
Swisscanto (LU) Eq Fd Sel Energy Acc	9.71	-30.81	-28.64	Luxembourg	3
Global Energy and Natural Resources Acc	9.05	-48.70	-51.32	France	1
SGAM Invest Secteur Energie Acc	8.67	-36.72	-34.75	France	4
UBS (CH) EF-Energy Inc	8.54	-29.68	-26.23	Switzerland	4
Eurizon EasyFund Eq Energy & Material R	8.33	-36.75	-31.56	Luxembourg	2
Sigma Energy Acc	8.04	-50.91		Norway	
SAM Smart Energy (EUR) B Acc	7.97	-40.42	-30.52	Luxembourg	
BBGI Share Clean Energy (USD) Inc	7.74			Switzerland	
PF (LUX) Clean Energy I Acc	7.72	-43.59		Luxembourg	
EIC Solar Fund I Acc	7.68			Liechtenstein	
CS EF (Lux) Future Energy B EUR Acc	7.59	-38.19	-34.23	Luxembourg	
Tokyo Kaiyo Energy & Food Fd	6.84	-24.37	-20.11	Japan	
EIC Renewable Energy Fund A Inc	6.78	-37.03		Switzerland	
Eurizon Azioni Energia E Mat Prime Acc	6.67	-30.91	-24.08	Italy	3
KBC Eco Fund Alternative Energy Acc	6.42	-47.20	-44.69	Belgium	
KBC Eq Fd Oil Acc	6.22	-28.76	-25.60	Belgium	4
Investin AMBER Energy Alpha	6.14	-59.68		Denmark	
Ibercopia Petroquímico FI Acc	6.01	-27.70	-22.96	Spain	5
Sarasin New Power B Acc	5.83	-49.85		Luxembourg	
BGF New Energy A2 EUR	5.81	-42.10	-37.88	Luxembourg	
SGAM Fd Eqs Global Energy A Acc	5.68	-38.29	-35.25	Luxembourg	3
New Energy Fund (EUR) Acc	5.44	-50.41	-41.80	Luxembourg	
Daiwa Energy Technology Fund	5.17			Japan	
Ofi Single Sel Core Energy A Acc	5.14	-38.69		Luxembourg	
Guinness Alternative Energy A Inc	4.64	-56.68		Ireland	
LBPAM Actions Ressources Durables A/I	4.56	-35.63		France	
KEPLER Öko Energien A Inc	4.49			Austria	
Energia A Acc	4.42	-38.77	-41.55	France	2
Groupama Energie Monde I Acc	4.35	-42.43	-39.06	France	2
Argenta Fd Energie Acc	4.14	-35.70	-29.31	Luxembourg	2
BK Sector Energia FI Acc	4.11	-33.84	-17.82	Spain	5
SSGA Energy Index Equity Fund P Acc	4.10	-31.53	-27.08	France	4
Raptor Peak Oil Fund B Acc	3.94	-51.41	-56.62	Luxembourg	1
LODH Premia Clean Energy F D Inc	3.89	-41.33		Luxembourg	
Vantobel Gbl Trend New Power A1 Inc	3.85	-44.70	-32.00	Luxembourg	
JIB URAM Energy Stock Fund (EUR) B Acc	3.68	-51.63		Luxembourg	
Montepio Euro Energy FI Acc	3.50	-36.44		Portugal	
eQ Clean Energy 1 K	3.10	-47.56		Finland	
SEB OkoLux Acc	2.91	-40.85	-42.90	Luxembourg	2
BNP Paribas Energie Acc	2.90	-32.31	-34.63	France	3
Sectorissime Energie Acc	2.42	-30.37	-36.36	France	2
United New Generation Wild Eco	2.15	-47.67		Japan	
Yuanta Global New Energy Fund	1.97			Taiwan	
Etoile Energie Europe Acc	1.58	-32.99	-36.80	France	2
CaixaGest Energias Renováveis FEI Acc	1.04	-7.00	0.48	Portugal	
Dexia Eqs L Eurp Energy Sect C Acc	0.24	-35.24	-33.45	Luxembourg	4
Dexia Eqs B Euro Energy C Acc	0.13	-34.84	-32.99	Belgium	4
Lyxor Dynamic Alter Energy	0.10	-28.41		Cayman Islands	
Fondo Valencia Energ. Renovables FI Acc	-0.60	-38.63		Spain	
Fondsfinans Alternativ Energi Acc	-0.91	-53.75	-54.79	Norway	
Energies Renouvelables Acc	-0.91	-32.75	-34.05	France	
PEC Global Equity Inc	-1.35	-18.46	-11.24	Switzerland	5
Paradigm Gbl Oil Resources Hi Yld	-1.47	-36.34	-53.12	Taiwan	2
FFS Four Elements - Fire P Acc	-2.58	-20.29		Luxembourg	

Source © 2009 Morningstar, Inc. Fonds EUR. Tous droits réservés
Contact : Reza Yazdi, Tel. : +33 1 55 50 13 24

Bourse de Libye : l'heure des grandes manœuvres

Introduction massive de sociétés publiques, sensibilisation à grande échelle des investisseurs, formation des ressources humaines... La Libye multiplie les actions énergiques pour donner un nouvel élan à sa jeune Bourse.

Par Walid Kéfi, Tunis

Plus d'un an après son entrée effective en activité, avec le lancement de la cotation électronique, le 4 avril 2008, la Bourse libyenne commence à présenter des signes de dynamisme. La place, dont la création avait été décidée en juin 2006 par le Comité général populaire libyen, dans la foulée de la politique de libéralisation économique initiée en 2003, a vu sa capitalisation atteindre 874,7 millions de dinars libyens (1 dinar libyen = 0,79 dollar) à la fin 2008. Cette capitalisation pèse environ 90 fois moins que celle de la Bourse de Casablanca, la première place financière maghrébine, mais déjà six fois plus que celle de la Bourse d'Alger, créée il y a neuf ans. Le niveau « appréciable » atteint par la place de Tripoli s'explique essentiellement par l'introduction de sept sociétés sur le marché principal et de dix-huit autres sur le deuxième compartiment.

La capitalisation de la Bourse libyenne aurait pu, selon certains analystes, largement dépasser la barre symbolique d'un milliard de dinars si la place ne s'était pas enrhumée en raison du *panic-selling* auquel ont recouru les investisseurs locaux et étrangers suite au déclenchement de la crise financière. Lancé à 1000 points, l'indice composite du Libyan Stock Market avait atteint 1207,61 points lors de la dernière séance d'avril, avant de commencer à dévisser progressivement pour boucler l'année à 796,75 points, en baisse de 20,33% sur neuf mois.

Des transactions concentrées sur les banques

Entre le 4 avril et le 31 décembre de l'année écoulée, 5248 transactions ont été validées pour une valeur globale de 39,47 millions de dinars. Ainsi, la moyenne journalière s'est située à 28,4 transactions d'une valeur de 209 000 dinars, selon un bilan officiel. Ces faibles volumes découlent du nombre limité d'investisseurs, mais aussi de la forte concentration des transactions sur les

valeurs bancaires. A eux seuls, les titres de Sahara Bank et Wahda Bank, établissements dont 19% des capitaux ont été cédés respectivement au groupe français BNP Paribas et à la banque jordanienne Arab Bank, ont accaparé 85,4% des transactions en 2008. Bank of Commerce & Développement et Saray Bank ainsi que les trois compagnies d'assurances cotées (Libya Insurance, Muttahida Insurance et Sahara Insurance) suscitent encore peu d'engouement, tandis que les sociétés présentes sur le deuxième compartiment du marché restent souvent plusieurs séances sans faire l'objet d'échanges.

Introduction d'une vingtaine de sociétés en 2009

En dépit de ces faiblesses, les autorités libyennes estiment que l'année 2008 a été une « réussite totale » compte tenu de certains facteurs culturels spécifiques au pays. « Les observateurs les plus optimistes ne s'attendaient pas au démarrage de la place de Tripoli avant 2010, vu l'absence d'une culture de marché financier, tant auprès des entreprises que chez les investisseurs, et le manque flagrant des ressources humaines qualifiées. C'est pourquoi, nous estimons que la mise en place d'une bourse fonctionnelle et moderne en un temps record constitue en soi une prouesse, qui incite à l'optimisme », s'est récemment félicité Soleïman Salem Chehoumi, directeur général de la Bourse libyenne, cité par la presse locale. L'optimisme est également de mise auprès des intermédiaires en bourse. « 2008, ne nous a servi que des amuse-gueule. Cette année, nous allons passer à table », s'enthousiasme le gérant d'une société de bourse joint par téléphone depuis Tunis. De fait, tout milite pour que la place prenne son envol à partir de l'année en cours. Le gouvernement a tenu sa promesse de faire passer une grande partie de son programme de privatisation par la bourse. Al-Jumhuria Bank, première banque libyenne en termes de total bilan, a rejoint la cote le 12 avril dernier, quelques semaines après Ahlia Cement company, l'une des plus impor-

tantes cimenteries du pays. Dix-huit autres importantes entreprises, parmi lesquelles figurent la National Commercial Bank et la Libyan Company for Investment and Développement, ont déjà signé les accords de leur introduction.

Opération séduction en direction des investisseurs

Soucieux d'assurer l'émergence d'un secteur privé performant, le gouvernement libyen multiplie par ailleurs les mesures destinées à combattre une certaine méfiance des investisseurs à l'égard du marché financier. Outre une cinquantaine de conférences de sensibilisation sur les avantages offerts aux investisseurs, prévues en 2009, deux écrans géants offrant

« 2008, ne nous a servi que des amuse-gueule. Cette année, nous allons passer à table », s'enthousiasme le gérant d'une société de bourse.

des informations sur l'évolution des titres cotés et des spots de sensibilisation à long-ueur de journée ont été installés, début mars, sur l'avenue Omar Al-Mokhtar, en plein cœur de Tripoli.

La Bourse libyenne a aussi adhéré, en février dernier, au Forum international pour l'éducation des investisseurs (IFIE). De son côté, la Banque centrale de Libye (BCL) a autorisé récemment les banques commerciales, dont les dépôts ont culminé à 41,5 milliards de dinars à la fin 2008, à accorder des crédits à leurs clients boursicoteurs. La formation des ressources humaines figure également parmi les priorités de cet exercice 2009. Une cinquantaine de sessions de formation au profit des courtiers et des analystes financiers est prévue d'ici la fin de l'année dans le cadre de plusieurs accords de coopération signés, entre autres, avec les Bourses du Caire, de Londres et d'Abu Dhabi.

Les bourses africaines sur une cinquième semaine positive

AI40 Entre la première semaine de mars et le 30 avril dernier, l'indice AI40 est passé d'un plus bas à un plus haut annuel. Les signes d'un retournement de tendance se multiplient.

Après un gain de 2,19% sur la semaine du 30 avril 2009, l'indicateur d'Africa Investor ramène ses pertes annuelles à 3,73%. Loin du plus bas de -18,14% atteint durant la première semaine du mois de mars. A ce rythme, la barre des 100 points devrait être atteinte dans un espace d'une à deux semaines. L'indice africain reproduit en fait une tendance générale orientée à la hausse. En témoignent les comportements des indices MSCI Barra, soit plus de 4,5% pour l'indice mondial, 3,20% pour l'indice africain (EFM Africa Index). Les bourses des pays émergents et pré-émergents ont respectivement glané 2,29% et 2,25%.

En Afrique, la Bourse du Nigeria poursuit sur son *trend* haussier en vigueur depuis trois semaines. Pourtant, la semaine a commencé dans le rouge à cause d'une psychose qui s'est emparée des spécula-

teurs et des traders. Le marché se reprendra en milieu de semaine, avec un gain de 0,16%, à 21 491 points. La plus forte hausse est à mettre à l'actif de la United Bank for Africa (UBA), en hausse de 13,4%, contribuant à maintenir l'indice à flot. Zenith Bank et Dangote s'inscrivent à contre-tendance, cédant respectivement 7,8% et 4,5%, à des cours de 0,1 et 0,12 dollar.

Reproduction de l'optimisme

En Afrique du Sud, le marché était aussi en ligne à l'instar du géant Standard Bank, qui gagne 7% à 9,58 dollars. Anglo American et Impala Platinum gagnent respectivement 6,9% et 6,8%, avec 21,90 et 19,02 dollars. SAB Miller porte son cours à 16,78 dollars après une hausse de 6,7%, à 16,78 dollars. « Anglo American a publié des résultats la semaine dernière

en baisse sur plusieurs de ses lignes de produits, avec une spectaculaire chute de 90% pour le diamant. La situation ne devrait pas être meilleure pour BHP Billiton, Rio Tinto et Vale », explique Mitchell Gannaway, de Thebe Securities. Telekom Egypte plombe le marché avec une chute de 7,1%, à 2,76 dollars, consécutive au paiement de dividende, le 30 avril 2009. L'indice composite égyptien EGX 30 a gagné 4,1%, à 5191,34%, dans un mouvement de reproduction de l'optimisme qui prévaut sur les places américaines et européennes. A la BRVM, la Sonatel SN a cédé 1%, à 220,98 dollars, dans un marché terne. L'indice composite s'est en effet rétracté de 0,69%, à 138,65 points. Au Kenya, East African Breweries décroche de 1%, à 1,45 dollars, dans une tendance générale à l'attentisme.

AW (avec Africa Investor)

L'Afrique dans le classement Heritage Foundation

L'Ile Maurice, le Botswana, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, champions africains de la liberté économique selon le très anglo-saxon classement de Heritage Foundation.

L'américain Heritage Foundation, un institut évoluant dans un courant de pensée proche des néoconservateurs, a présenté à Casablanca, ce jeudi 7 mai, son classement mondial sur la liberté économique. Hong Kong et Singapour caracolent en tête, devant les grandes puissances de l'OCDE comme les Etats-Unis (6^e) ou

Evidemment, les Etats à tradition plutôt sociale, présentant un fort niveau de protection du travailleur, ne sont pas toujours bien classés.

l'Allemagne (25^e). La position lointaine de la France (65^e), derrière l'Ouganda, confirme, si besoin était, le référentiel anglo-saxon du *think tank* américain fondé par le milliardaire Joseph Coors.

Les dix critères utilisés dans ce classement sont la liberté des affaires, la liberté commerciale, la liberté fiscale, la taille du gouvernement (dépenses de l'Etat), la liberté monétaire, la liberté d'investissement, la liberté financière, les droits de propriété, la lutte contre la corruption et la liberté de travail. Pas de référence directe à la protection sociale, même si l'officine basée à Washington voit une corrélation directe entre liberté économique, croissance du PIB et prospérité.

Système anglo-saxon

Evidemment, les Etats à tradition plutôt sociale, présentant un fort niveau de protection du travailleur, ne sont pas toujours bien classés. Les premiers pays africains, selon ce classement, sont l'Ile Maurice (18^e) et le Botswana (34^e), connus pour la clémence de leurs systèmes d'imposition (presque *offshore*) et la flexibilité de leur marché du travail. Suivent dans l'or-

dre, l'Afrique du Sud (61^e), la Namibie (71^e), Madagascar (73^e) et le Burkina Faso (85^e). L'inspiration française, et latine en général, des pays de l'Afrique du Nord les dessert dans ce classement. La Tunisie arrive au 98^e rang, loin derrière les pays du Golfe comme le Koweït, modèle le plus achevé du système anglo-saxon dans le monde arabe.

A noter que la crise financière internationale ne sera prise en compte qu'à partir du classement 2010. Un détail qui a permis au présentateur du rapport, James Robert, reconverti dans la recherche au sein de la fondation après 25 ans de bons et loyaux services au département d'Etat et plusieurs fonctions dans des ambassades américaines, de ne répondre que sur le classement lui-même et non sur la pertinence des critères retenus.

Une perception antidatée

N'empêche, pour l'économiste Lahcen Achi, chercheur à l'INSEA de Rabat et auteur du livre *Le Maroc en question*, ce classement présente plusieurs aspects discutables. Et de prendre en exemple le cas du Maroc, 101^e rang avec une note de 57,7 points sur 100. Sur sept critères (liberté économique, liberté fiscale, liberté commerciale, taille du gouvernement), le royaume obtient des notes plutôt bonnes. Sur le dernier critère (taille du gouvernement, en fait poids des dépenses publiques dans le Budget), il fait même mieux que seize des vingt premiers au classement. Les mauvaises notes ont été obtenues sur le droit de propriété (35/100), la lutte contre la corruption (35/100) et la liberté du travail (30/100). Pour le professeur Achi, la conclusion est claire : « *Le Maroc récolte de bonnes notes sur tous les indices mesurables mathématiquement et réalise de mauvais résultats sur tout ce qui relève de la perception, comme la "lutte contre la corruption".* » On pourrait, par extrapolation, en dire autant des nombreux pays africains qui ont beaucoup

évolué ces dernières années, mais qui restent prisonniers d'une perception antidatée. A la suite du Maroc (101^e), viennent dans l'ordre africain, l'Algérie (107^e), la Zambie (108^e), le Sénégal (110^e), la Gambie (112^e), le Mozambique (113^e).

Cuba, le Zimbabwe, la Corée du Nord, l'Afghanistan, l'Irak, le Liechtenstein et le Soudan occupent les derniers rangs de ce classement qui balaie 183 pays.

MBF

Dividendes : Tunis serre la vis, Casablanca laisse faire le marché

Difficile de raisonner le marché. Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, qui avait décidé, fin mai, de fixer le plafond de distribution des dividendes à 40% des bénéfices réalisés sur l'exercice 2008, semble opter pour le relèvement de ce seuil à 50% pour les banques et à 35% pour les sociétés de crédit et de leasing. Ces restrictions qui visent à prévenir tout assèchement de liquidités du système financier tunisien n'ont-elles pas d'impact sur l'attractivité du marché ?

Par contre, à Casablanca, les autorités ont laissé jouer les mécanismes de régulation du marché. Conséquence, le taux de distribution de dividendes a atteint 71% des bénéfices réalisés sur l'exercice. En tout, ce seront 19 milliards de dirhams qui auront été distribués, en hausse de 2,7%, alors que les bénéfices* réalisés par les sociétés cotées (26 milliards de dirhams) sont en retrait de 4,3% à cause des mauvaises performances des valeurs minières comme Managem ou de la Samir, principal raffineur, qui accuse des pertes de 1,2 milliard de dirhams. Cette augmentation du taux de distribution des dividendes traduit-elle l'expression d'un rapport de force entre actionnaires et ad-

ministrateurs, favorable aux premiers ?

D'aucuns, orthodoxes, parlent d'une approche court-termiste qui pousse l'entreprise cotée à mobiliser des montants énormes pour satisfaire son actionnaire, au détriment parfois de son plan de développement.

Une analyse partielle, compte tenu des différences énormes d'un cas à l'autre, entre les valeurs volatiles et celles dont l'évolution est stable. Par exemple, Maroc Télécom, cotée à Paris et à Casablanca, et qui, de ce fait, présente une courbe d'évolution lourde, a distribué ses bénéfices à 100% à ses actionnaires. Ce qui incite ces derniers à faire confiance à cette valeur de rendement plutôt qu'à celles dites de plus values. Même politique suivie par l'ONA et ses filiales, dont Attijariwafa Bank, qui ont distribué des parts substantielles de leurs bénéfices. A l'inverse d'Addoha, connu pour un *dividend yield* faible et une capacité d'accélération forte qui fait le petit bonheur des spéculateurs en *intradays*.

A.W.

* Notons qu'en résultats ordinaires, les bénéfices ont plutôt fait du surplace.

FORUM CAREERS IN MOROCCO

Paris, 16 Mai 2009

www.careersinmorocco.com/paris



Forum des compétences marocaines en Europe

Espace
Conférence

Espace
Recrutement

Espace
Entrepreneuriat

Business
Networking



الشركة العامة
SOCIETE GENERALE



المركز الجهوي للاستثمار
Centre régional d'investissement

ROYAUME DU MAROC
AGENCE POUR L'AMÉNAGEMENT
DE LA VALÉE DU BOUREGREG



Partenaires Média

Partenaires Institutionnels

JEUNE AFRIQUE

Les Afriques

AFRIK.COM

LE COURRIER DE
L'ATLAS

Royaume du Maroc
Premier Ministre
Ministère Chargé de la communauté
Marocaine Résident à l'Étranger

Les Américaines se taillent la part du lion dans les nouveaux gisements pétroliers en Algérie

L'approbation des plans de développement de nouveaux gisements pétroliers découverts en association avec les autorités, devrait permettre à l'horizon 2012-2013 d'accroître la production pétrolière algérienne d'environ 20%.



Les gisements de Bir Rebaa.

Par Samir Dati, Alger

De 1,4 million barils/jour aujourd'hui, la production pétrolière algérienne sera portée à 1,7 million de barils/jour à moyen terme. De quoi conserver sa position de quatrième producteur de brut en Afrique, après le Nigeria, la Libye et l'Angola (en termes de capacités). La production en association tire actuellement le niveau d'extraction du pays. Elle a atteint en 2008, avant les réductions décidées par l'OPEP, 800 000 barils/jour contre 600 000 barils/jour pour la production 100% Sonatrach, soit près de 60% du niveau d'extraction du pays. A noter que l'Algérie ne vise plus, a déclaré le PDG de Sonatrach, Mohamed Meziane, l'objectif de production de 2 millions de barils/jour à l'horizon 2010. « Nous visons un objectif de 1,7 million de barils/jour de pétrole à moyen terme », avait déclaré à la presse le patron de la compagnie pétrolière nationale. Depuis les amendements à la Loi sur les hydrocarbures, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. L'Algérie a abandonné l'objectif d'intensification de sa production, à partir essentiellement d'une augmentation de la capacité de production du champ de Hassi Messaoud, dont la capacité devait être portée de 400 000 barils actuellement à 700 000 barils/jour, au nom de la préservation des réserves pour les générations futures. Sonatrach n'a pas cependant ralenti de façon significative son effort d'exploration et le développement de nouveaux gisements découverts en association.

Une production en association de 800 000 barils/jour de pétrole

Le pôle de gisements découverts en partenariat, et non encore exploités, est celui d'El Merk, situé dans le bassin de Berkine, au sud-est. Il produira plus de 100 000 barils/jour de pétrole à l'horizon 2012. La compagnie américaine Anadarko, associée à l'italien ENI et au danois Maersk, a découvert quatre gisements sur le périmètre, entre 93 et 98. La compagnie américaine Anadarko détient le gros des intérêts dans ces champs. Cette compagnie exploite, avec les mêmes partenaires et avec Sonatrach, le pôle pétrolier de Hassi Berkine (gisement de HBNS, HBN et champs satellites) dans le bassin Berkine, dont la ca-

pacité de production est de 300 000 barils/jour de pétrole. Elle a des intérêts dans le gisement d'Ourhoud, également en exploitation, situé dans le même bassin, d'une capacité de 230 000 barils/jour.

Le champ d'El Merk sera développé en synergie avec les gisements de Menzel Ledjmet, au sud-est du pays, découverts par la compagnie américaine Burlington Resources (associée au canadien Talisman). L'américain Conoco Phillips, en rachetant Burlington Resources a pris pied dans ce champ. Son plan de développement prévoit une production de plus de 30 000 barils/jour d'huile.

La croissance de la production algérienne tirée par Anadarko, Conoco Phillips, ENI...

La compagnie italienne ENI est également en train de renforcer sa position sur le marché algérien. Elle dispose, après Anadarko, des plus gros intérêts pétroliers en Algérie. Elle exploite principalement les gisements de Bir Rebaa, en association avec Sonatrach de Rod avec la compagnie australienne BHP, situés dans le bassin de Berkine. Le rachat de la compagnie canadienne Fit Calgary FCP lui ouvre les gisements de Menzel Ledjmet et de Central Area Field Complex. Le plan de développement de ces champs prévoit une production de 8350 barils/jour d'huile à l'horizon 2012.

La compagnie italienne ENI est également en train de renforcer sa position sur le marché algérien. Elle dispose, après Anadarko, des plus gros intérêts pétroliers en Algérie.

Les compagnies russes Rosneft et Stroytransgas ont aussi obtenu l'accord des autorités pour lancer les travaux de développement des gisements d'huile de Takouazet Est et Takouazet Ouest, situés dans le bassin d'Illizi au sud-est du pays. Il est prévu une production de 38 000 barils/jour de pétrole à l'horizon 2012. Quant à PIDC, la filiale de Petro Vietnam, elle a obtenu également l'approbation du plan de développement du gisement de Bis Sbaa, situé dans le périmètre de Touggourt. La production prévisionnelle de ce champ est fixée à 36 000 barils/jour de pétrole.

Tous ces champs seront développés en association avec Sonatrach, conformément à la Loi sur les hydrocarbures (86-14). Et la part des compagnies étrangères ou *profit oil*, est en moyenne, de 30% de la production, le restant revenant à la compagnie pétrolière nationale. A noter que la mise en service de ces gisements pétroliers, à l'horizon 2012-2013, interviendra dans une période de forte montée des exportations de gaz, de condensat et de GPL du pays, grâce à l'achèvement de projets majeurs : les trains géants de GNL de Skikda et d'Arzew, l'extension des capacités du complexe de séparation de GPL d'Arzew GPZ 2 portées à 10 millions de tonnes par an.

De quoi consolider la position de l'Algérie comme géant énergétique, particulièrement en Afrique et dans le bassin méditerranéen.

Electricité : le Burkina et le Mali se connectent au Ghana

L'étude de faisabilité de la ligne de transport d'électricité de 225 kV pour approvisionner le Burkina et le Mali à partir du Ghana vient d'être validée.

Par Hance Guèye, Dakar

L'interconnexion des réseaux électriques en Afrique de l'Ouest vient de franchir une nouvelle étape avec le dépôt de l'étude de faisabilité d'un projet concernant le Burkina Faso, le Ghana et le Mali, à la fin du mois d'avril dernier.

L'étude de faisabilité, réalisée par la Compagnie coréenne d'énergie électrique (KEPCO), a bénéficié d'un financement de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la collaboration étroite des sociétés nationales d'électricité des trois pays. Volta River Authority du Ghana, la Société nationale d'électricité du Burkina Faso et EDM-SA du Mali. Ses conclusions viennent de faire l'objet d'un atelier entre toutes les parties prenantes, les administrations, les compagnies d'électricité et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le projet d'interconnexion électrique par une ligne de 225 kV doit permettre d'approvisionner le Burkina et le Mali à partir de centrales thermiques à gaz du Ghana. La ligne doit partir de Han au Ghana, transiter par Bobo Dioulasso au Burkina Faso, avant d'atteindre Kolokani via notamment Sikasso, au Mali. Le segment ghanéen doit coûter environ 9 milliards de FCFA, soit 18 millions de dollars, celui du Burkina Faso plus de 44 millions \$, et le dernier 86 millions \$, soit un total de 150 millions de dollars. Il se mène dans le cadre du programme d'urgence et de sécurité du système d'Échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA) de la CEDEAO.

Projet viable

Une société à objectif spécifique, SOS, dont la création a été recommandée par la CEDEAO, possédera et exploitera les actifs du projet. Le secrétaire général de la West African Power Pool (WAPP), Amadou Diallo, estime le projet viable avec un taux de rendement économique interne de 29,5%. Le prix de vente de l'électricité aux

points d'entrée et de transport sera respectivement de 82 et 16 FCFA/kWh au Burkina et au Mali, soit un coût très inférieur à celui de la production thermique individuelle pour les deux pays. Toutefois, prévient Diallo, le coût du projet se ressentirait grandement de tout retard. Plus de 36 millions de dollars en cas de retard important. Il recommande en conséquence de démarrer au plus vite et surtout de bétonner les contrats avec les entreprises chargées de la réalisation, par de lourdes pénalités de retard.

La ligne doit partir de Han au Ghana, transiter par Bobo Dioulasso au Burkina Faso, avant d'atteindre Kolokani via notamment Sikasso, au Mali.

Cette interconnexion n'est pas une première pour le Mali et le Burkina. Confrontés tous les deux à un sévère déficit de production, ils ont entrepris, tout en développant des solutions nationales par la construction de centrales thermiques, de s'impliquer dans des programmes régionaux.

Le Mali, pour répondre à une demande prévisionnelle évaluée à 251 MW en 2012, 313 MW en 2015 et 457 MW en 2020, peut compter, grâce à un financement de plus de 64 millions de dollars à des conditions très douces offertes par l'Inde, sur une interconnexion avec le réseau électrique ivoirien. En 2010, avec 180 MW supplémentaires, le Mali aura doublé son actuelle capacité de production.

Le Burkina Faso bénéficie également déjà d'une interconnexion avec la Côte d'Ivoire, qui va être renforcée par une nouvelle ligne de transport d'énergie de 225 kV. Dans le cadre du projet WAPP, une ligne de transport de 330 kV doit également le relier au Nigeria, au Niger et au Bénin. Le coût global en est estimé à 509,7 millions de dollars, dont 131,9 millions pour le seul Burkina Faso.

Libye : une cité du futur

La Libye a lancé la construction d'une ville futuriste, Energy City Libya, un hub technologique qui coûtera cinq milliards de dollars.

Par Hance Guèye, Dakar

La crise financière internationale n'aura pas eu, ou pas encore, d'impact sur le mirifique projet Energy City Libya. L'accord d'exécution du projet a été signé, le 26 avril dernier, par les deux promoteurs, la société libyenne Al Niquat Alkhams For Development and Tourism Investment qui dépend du Fonds économique et social libyen, qui détient 40% du capital et Gulf finance House, 60%.

D'un coût de cinq milliards de dollars, Energy City Libya couvrira une superficie de 780 hectares dans la région de Sabratha, à 70 kilomètres à l'ouest de Tripoli. La nouvelle ville, futuriste, comprendra la Tour d'Afrique, « une icône d'architecture » entourée de plusieurs bâtiments dont « un centre de base de données, un centre de consultations environnementales, d'énergies renouvelables et de consulting et d'autres complexes de services du secteur de l'énergie, de l'infrastructure de base et de l'industrie de transformation, de prestation d'approvisionnement et autres lieux de distraction ».

Hub

Le complexe ambitionne d'accueillir les plus grandes compagnies de production de pétrole

et de gaz naturel dans un « hub de technologie de pointe ».

S'exprimant à l'occasion de la signature de l'accord, Khaled Senoussi Ftiss, président du conseil d'administration d'Al Niquat Alkhams For Development and Tourism Investment, a souligné l'importance de ce projet qui constituera « un attrait pour les investissements en Libye et qui offrira de nombreuses opportunités d'emplois aux nationaux et sera un pôle économique important dans la région et dans le continent africain en général ». La direction exécutive du projet sera assurée par l'actionnaire majoritaire, le Fonds de financement du Golfe, une banque islamique d'investissement qui opère dans le domaine de la promotion des projets d'infrastructure de base. Son siège se trouve à Bahreïn et il a déjà conduit des projets similaires au Qatar, en Inde et au Kazakhstan.

Le fonds a justifié le choix de la Libye par sa position géographique, ses énormes réserves pétrolières, son taux de croissance économique de 8% ces dernières années et les dispositions de son code d'investissement, très favorables. Le conseil d'administration d'Energy City Libya a arrêté à environ 100 millions de dollars le budget de fonctionnement pour l'année 2009.

MINES

Guinée-Bissau Phosphate Mining relance ses activités

Suspendue depuis septembre dernier suite à un différend avec les anciennes autorités, la société Guinée-Bissau Phosphate Mining a repris ses travaux de recherche et d'exploitation du phosphate de Farim, au nord du pays, a annoncé le ministre des Ressources naturelles, Oscar Barbosa. Feu le président Joao Bernardo Vieira avait résilié le contrat avec la compagnie qu'il accusait de ne pas respecter ses promesses.

Guinée : la pression fiscale sur les entreprises minières sera allégée

Le pouvoir militaire à la tête du pays a promis d'alléger la pression fiscale sur les sociétés minières étrangères, a déclaré le ministre de l'Énergie et des Mines, Mahmoud Thiam. « La période d'auditions publiques et de mises en garde a expiré, nous entrons maintenant dans une période de consolidation et de stabilité » a ajouté le ministre.

Burkina Faso : la mine d'or d'Inata sera bientôt inaugurée

Les travaux de construction de la mine d'or d'Inata, dans la province du Soum, sont à 80% de leur taux d'exécution, selon le ministre des Mines, des Carrières et de l'Énergie, Abdoul Kader Cissé. Ce dernier n'écarte pas la possibilité d'inaugurer la cinquième mine d'or du pays vers la fin juin 2009.

Niger : coup d'envoi d'un des plus grands gisements d'uranium du continent

Le président Mamadou Tandja a inauguré le 4 mai dernier à Imouraren, dans le nord du pays, un des plus grands gisements d'uranium en Afrique, dont l'exploitation à l'horizon 2012 par le groupe français Areva va placer le pays au 2^e rang mondial des pays producteurs du minerai. Une production de près de 5000 tonnes d'uranium est prévue par an. Une société mixte sera créée avec le groupe français qui détendra plus de 65% du capital. Quelque 1400 emplois permanents sont attendus. Areva va investir environ 1,5 milliard d'euros.

MINES

Afrique du Sud : AngloGold redémarre sa mine Great Noligwa
La compagnie AngloGold Ashanti Ltd, le 3^e plus grand producteur d'or dans le monde, a redémarré la production dans sa mine Great Noligwa, après une suspension de 8 jours et demi, pour y mener des opérations de recherche d'un mineur disparu. Selon Alan Fine « Aucune trace du mineur n'a été trouvée ». Aucune indication n'a été fournie sur le manque de production durant cette période.

Afrique du Sud : De Beers réduit sa production de diamants

La compagnie minière De Beers, le plus grand producteur de diamant au monde, a réduit sa production de plus de 90% en réponse à la baisse de la demande. Durant le premier trimestre 2009, la production a chuté à 1082 millions de carats, par rapport à 11 774 millions de carats durant la même période de l'année précédente. Il est cependant prévu d'augmenter la production au second trimestre, car les principales mines de Debswana (plus de 65% de la production totale de De Beers en 2008) ont repris la production en avril.

Mozambique : Kenmare Resources prévoit de dégager 300 000 \$ de bénéfices

La société minière irlandaise Kenmare Resources, qui opère dans le nord de la province de Nampula, prévoit de générer 300 000 \$ de bénéfices cette année malgré la crise financière mondiale. Son directeur exécutif, Charles Carvill, a annoncé 60,1 millions \$ de chiffres d'affaires en 2008. Il a indiqué par ailleurs, que « la capacité de production de l'usine pourrait atteindre 1,2 million de tonnes d'ilménites, 80 000 tonnes de zircons et 30 000 tonnes de gardons dès que les conditions du marché le permettront ».

Libéria : Delta Mines Consolidated Ltd. autorisée à participer aux appels d'offres

Le gouvernement du Libéria a disculpé la compagnie Delta Mines Consolidated Ltd. des accusations d'irrégularités présumées dans son offre d'1,6 milliard \$ dans un projet d'extraction de minerai de fer. La société, basée à Johannesburg, sera donc autorisée à participer à une nouvelle offre, selon un communiqué du Ministère l'énergie et des mines. Les autorités ont également autorisé la société indienne Tata Steel Ltd, accusée elle aussi d'irrégula-

rités, à soumissionner à nouveau pour le même projet.

Zambie : choix d'un nouveau repreneur pour la mine de cuivre de Luanshya

Le ministre des Mines, Maxwell Mwale, a déclaré que son département va choisir un nouveau repreneur pour la mine de cuivre de Luanshya (LCM) fermée depuis décembre dernier. Quatre offres de reprise ont été enregistrées, en provenance de Vedanta Resources Plc (Inde), NFC Africa (Chine) et de deux entreprises locales, Exco Corporation et Luanshya Minerals Resources. Vedanta Zambia exploite déjà la plus importante productrice de cuivre, la Konkola Copper Mines, et NFC Africa exploite la mine de cuivre de Chambishi. Le soumissionnaire retenu détendra 75% du capital de la mine de Luanshya.

Egypte : bientôt le lancement de la production dans la mine d'or de Sukari

Le ministre du Pétrole, Sameh Fahmi, a fait état du lancement prochain de la production aurifère dans la mine d'or de Sukari, située à environ 25 km à l'ouest du port de Marsa Alam en mer Rouge. Un calendrier a été établi par la société australienne Centamin qui exploite cette mine.

Zimbabwe : forte baisse de la production d'or au cours des 4 derniers mois

La production aurifère a chuté de 76% au cours des quatre premiers mois de 2009, la plupart des sociétés minières ayant arrêté leurs opérations en raison de la crise politique vécue par le pays. La production commence à reprendre après l'adoption d'une nouvelle loi qui permet aux producteurs de vendre directement leur or sur les marchés mondiaux. Cependant, l'incertitude sur la propriété des mines ne permet pas aux grandes compagnies minières de se lancer dans des projets d'exploration. Le président de la Chambre des Mines, David Murangari, estime que « le défi majeur pour le secteur minier, c'est le manque de financement pour reprendre la production et redémarrer l'exploration et le développement de nouveaux gisements ».

ENERGIE

RDC : délestages d'électricité dans les principales villes du Katanga

Les principales villes de la province du Katanga, dont Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, Kipushi et Kasumbalesa, sont soumises à des délestages d'électricité depuis quelques jours. A Lubumbashi, y compris la commune qui abrite les grands hôtels, hôpitaux et le centre d'affaires, la Société nationale d'Électricité (SNEL), alimente les quartiers de manière rotative. Les quartiers électrifiés la nuit sont privés de courant durant la journée. Des travaux de renouvellement des équipements au niveau des installations des barrages hydroélectriques de Nseke et de Nzilo sont à l'origine de cette situation, explique la SNEL.

Shell Nigeria reprend les opérations sur l'oléoduc Trans-Niger

La compagnie Royal Dutch Shell a repris ses opérations d'alimentation après la réparation des stations de pompage sur l'oléoduc Trans-Niger, dans le sud du pays, après deux semaines d'arrêt en raison d'un incendie.

Afrique du Sud : Eskom évite une grève des camionneurs

La direction de la compagnie nationale d'électricité, Eskom, est arrivée à un accord avec les pro-

priétaires de camions pour éviter une grève de grande ampleur qui risquerait d'affecter l'approvisionnement des centrales électriques du pays. Une trentaine de camionneurs avait manifesté leur colère, considérant qu'ils avaient le mal à joindre les deux bouts après que des contrats de livraison de charbon ont été donnés à de plus gros fournisseurs.

Tunisie : élaboration d'un atlas éolien

Le gouvernement a commandé au Centre national d'énergies renouvelables espagnol (CENER) l'élaboration d'un atlas éolien, dans le but de booster le développement de l'énergie éolienne dans le pays. L'atlas permettra d'avoir une bonne connaissance des zones à fort potentiel. Il est présenté en format SIG (Système d'information géographique). Il montre l'existence de bonnes conditions de vent (vitesse supérieure à 7 m/sec à 60 m de hauteur) dans la région de Nabeul-Bizerte et dans la zone centrale de Kaserine (Tataouine, Médenine, Gabès). Sa réalisation a nécessité la mise en place d'instruments de mesure du vent dans 17 sites différents. Le financement de cet atlas a été pris en charge par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, l'AEICD, le CENER et la Communauté de Navarre.

Maroc : Onhym et Circle Oil reportent leurs forages au Gharb

Invoquant des « problèmes techniques », la compagnie Onhym et la société irlandaise Circle Oil ont décidé de « surseoir provisoirement » aux essais d'accumulation de gaz au niveau du 4^e forage dans le bassin du Gharb. Les essais devraient reprendre dès réception des « équipements nécessaires » ce qui « nécessite des délais importants ».

Ghana : baisse de 56% du bénéfice de Benso Oil Palm au premier trimestre

La société Benso Oil Palm Plantation Ltd a déclaré une baisse de 56% de son bénéfice au 1^{er} trimestre 2009. Cette baisse est due à la chute des prix internationaux de l'huile de palme, utilisée aussi bien pour la cuisson des aliments que dans la fabrication de savons et de lubrifiants. Le prix a baissé de près de deux tiers.

Egypte : WorleyParsons invitée à négocier les termes d'un contrat d'une centrale nucléaire

Le gouvernement invitera la société australienne WorleyParsons à négocier les termes d'un accord de consultations pour le projet de la première centrale nucléaire. Cette décision fait suite à l'échec des négociations avec la compagnie américaine Bechtel Power Corp. WorleyParsons était venue en 2^e position après Bechtel lors

de l'appel d'offres lancé par le Ministère de l'électricité et de l'énergie. Si les entretiens seront concluants, l'entreprise choisira la technologie et le site pour les réacteurs, assurera le contrôle de la qualité du projet, et formera le personnel d'exploitation de la centrale.

Egypte : 2,8 milliards de \$ alloués à des projets d'énergie

Le gouvernement a alloué près de 16 milliards de LE (2,8 milliards \$) pour des investissements dans le secteur de l'électricité pour l'année fiscale 2009/2010, a déclaré le ministre de l'Électricité, Hassan Younes. Le montant sera utilisé dans la réalisation de plusieurs projets de production, de transport et de distribution d'électricité, dans le cadre du plan quinquennal pour la période 2007-2012. Quatre centrales à vapeur d'une capacité totale de 1000 MW et deux autres unités de 500 MW fonctionnant au gaz devraient commencer à fonctionner au cours de cet exercice. Quelque 550 km de lignes électriques seront également installés cette année.

Afrique du Sud : hausse de 63,2% des tarifs de transport par pipeline

L'Autorité de régulation du secteur de l'énergie a décidé d'augmenter de 63,2% les tarifs de transport des produits pétroliers par canalisation, revoyant ainsi à la baisse les 74,4% de hausse demandés par la compagnie publique de transport. Transnet Ltd voulait augmenter les tarifs pour financer un projet de 12,3 milliards de rands (1,5 milliard \$) d'extension d'un oléoduc reliant Gauteng, centre commercial du pays, à la ville de Durban. Le régulateur national estime qu'il n'a pas le pouvoir de prendre en compte le coût des pipelines « qui sont en phase de construction ». Transnet est en pourparlers avec le gouvernement pour trouver un « mécanisme de financement de substitution ».

Algérie : Sonatrach signe 4 contrats avec le groupe saoudien Shoaibi

La compagnie nationale Sonatrach a signé 4 contrats avec quatre sociétés du groupe saoudien Shoaibi, portant sur l'application des nouvelles technologies dans le domaine de l'exploration pétrolière et minière. Le contrat signé avec la société Arlex porte sur des levés géophysiques aéroportés. Le 2^e contrat, signé avec Flotech, porte sur l'installation de compléments intelligents, alors que le troisième a été ratifié avec la société Artificial Lift Company (ALC) pour l'installation de pompes immergées sur plusieurs puits. Le 4^e contrat, conclu avec la société INGRAIN, concerne la prise de mesures par imagerie scanner des carottes et des déblais de forage.

Tunisie : baisse de 4,2% de la consommation des produits pétroliers en 2008

La consommation des produits pétroliers a baissé de 4,2% l'année dernière, passant de 4251 kilotonnes équivalent pétrole (ktep) en 2007 à 4072 ktep en 2008. Cette baisse est attribuée, en partie, à la diminution de 23% de la demande du fuel. Celle-ci a chuté de 51,6% pour la production électrique et de 4,8% pour l'usage industriel.

AGRICULTURE

Egypte : un appel d'offres pour la vente de terres agricoles sera lancé en juin

Le gouvernement devrait lancer, en juin prochain, des appels d'offres pour la vente de terres agricoles à des investisseurs locaux et étrangers, dans le cadre du projet d'une nouvelle zone agro-industrielle, a indiqué le chef de l'Autorité du développement industriel, Amr Assal. Le pays souhaite lever quelque 66 milliards LE (11,7 milliards \$) d'ici 2020, grâce à la vente de terres agricoles couvrant 1,3 million d'hectares dans les régions de Kom Ombo, Assouan et Minya et Beheira. « Les projets sont liés à l'industrie. Une fois que l'investisseur achète des terres, il doit garantir qu'il va construire une usine pour la production de biens », a déclaré Assal.

Maroc : les professionnels des viandes rouges signent un contrat programme

Les professionnels de la filière des viandes rouges ont signé un contrat programme de 850 millions de Dh avec le gouvernement, dont 600 millions au titre de l'appui à l'investissement et 250 millions pour la promotion de la filière. L'accord a pour objectif de favoriser les investissements dans la production et dans la transformation (abattoirs, ateliers de découpe...), la création d'abattoirs privés, l'amélioration génétique et la promotion des viandes rouges.

Egypte : Alcotexa vend 695 tonnes de coton en une semaine

L'Association des exportateurs de coton d'Alexandrie (Alcotexa) a annoncé la vente de 695 tonnes de coton dans la semaine précédant le 2 mai. La vente comprend 100 tonnes de la qualité Giza70, 525 tonnes de Giza88 et 70 tonnes de Giza86. Ces nouvelles expéditions portent à 15 347 tonnes l'ensemble des exportations d'Alcotexa pour la saison 2008/2009, pour une valeur totale de 40,73 millions \$.

Kenya : le bénéfice de Sasini s'élève à 235,8 millions Sh

Le producteur local de thé et de café, la société Sasini, a annoncé un bénéfice avant impôt de 235,8 millions Sh durant la période de six mois qui s'est terminée en mars 2009, contre 131,9 millions Sh enregistré au cours de la période de l'année précédente. Le bénéfice a été renforcé par une hausse du prix du thé, qui est passé à 129,70 Sh le kg contre 104,30 Sh/kg en 2008. Les prix du café ont cependant chuté de 266 Sh/kg en 2008 à 258 kg/kg en 2009.

INDUSTRIES

Afrique du Sud : ArcelorMittal réduit ses prix de 13%

Le sidérurgiste ArcelorMittal South Africa Ltd a décidé de baisser ses prix de 13% à partir du mois de mai. « Nous constatons une certaine stabilisation des prix à l'étranger, mais cela a été quelque peu compensé par un rand fort », a déclaré un responsable de la compagnie. La monnaie locale avait

ENERGIE

Gabon : Maurel & Prom lance la production d'un nouveau gisement pétrolier

La compagnie Maurel & Prom a débuté la production dans un nouveau gisement de pétrole dans le lac Ezanga, dans la province du Moyen-Ogooué, au centre du pays. La production initiale sera de l'ordre de 15 000 barils par jour (b/j) avant d'atteindre 22 000 b/j grâce à l'apport du champ pétrolier Omko, situé dans la même région, également exploité par la même société. Depuis 2005, Le groupe Maurel & Prom a investi 600 millions \$ dans l'exploration et la recherche pétrolière dans le pays.

L'exploitation d'Imouraren par Areva suscite de l'inquiétude chez les ONG

Des ONG dénoncent le « *prix ridicule* » payé par Areva au Niger pour l'exploitation du gisement d'Imouraren, au regard des dégâts sanitaires et environnementaux, qu'elles estiment considérables.

Par Fayçal Métaoui, Alger

Après de dures négociations, Areva a arraché le contrat sans doute le plus important jamais obtenu dans l'histoire de ce groupe français, celui de l'exploitation du site d'uranium d'Imouraren au nord du Niger. Le président nigérien

En 2007, les autorités nigériennes avaient ouvertement accusé le groupe atomique français d'avoir appuyé la rébellion.

Mamadou Tandja était accompagné par Anne Lauvergeon, patronne d'Areva, pour le lancement des travaux de construction des installations de la mine. Mamadou Tandja, qui avait dénoncé par le passé cette main-mise du groupe français sur le patrimoine uranifère du Niger, semble avoir changé d'attitude. Des considérations politiques semblent justifier ce changement de cap. Curieusement, le jour même de la signature du contrat avec Areva, le président nigérien a rencontré à Agadez, au nord du pays, des délégués de la rébellion touareg et leur a proposé « l'amnistie ». Mamadou Tandja n'a jamais reconnu l'existence de cette rébellion, la qualifiant de « *vulgaires bandits armés* ». En 2007, les autorités nigériennes avaient ouvertement accusé le groupe atomique français d'avoir appuyé la création et l'implantation du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) dans le nord du pays, là où se trouvent tous les gisements d'uranium. A cette date, Niamey avait commencé à ouvrir le marché de l'exploitation d'uranium aux Chinois et aux Indiens. La paix a-t-elle été achetée contre le marché Imouraren ? Possible. « *Avec le lancement de la construction des infrastructures minières d'Imouraren, Areva renforce un partenariat historique et solidaire qui lie le groupe au Niger depuis plus de quarante ans* », a déclaré Anne Lauvergeon.

Un projet de 1,2 milliard d'euros

Areva a obtenu un permis d'exploitation du gisement d'Imouraren, valable 35 ans, sur une surface de 200 km². Le montant du projet est estimé à 1,2 milliard d'euros. Il est prévu une production annuelle de 5000 tonnes. Cela permettra au Niger de se hisser au deuxième rang mondial des pays producteurs d'uranium. « *Imouraren devrait à terme représenter la plus importante mine d'uranium à ciel ouvert d'Afrique et la deuxième au monde* », précise le groupe français.

Areva détient 66,65% de la nouvelle entreprise devant exploiter le gisement, contre 33,35% pour l'Etat nigérien. La France cherche à sécuriser son approvisionnement en uranium, pour garantir la fabrication du combustible des 58 réacteurs du pays. En France, l'électricité est à 80% d'origine nucléaire. Le président Sarkozy, qui a visité le Niger en mars 2009, a pesé de tout son poids pour garantir l'accord entre Areva et le gouvernement de Niamey. Au-delà des aspects économiques, l'exploitation du gisement d'Imouraren inquiète plusieurs ONG qui viennent de lancer un appel à travers un collectif dénommé « *Areva ne fera pas la loi au Niger* ». Il dénonce « *le prix ridicule* » de vente de l'uranium. « *Areva, anciennement Cogema, exploite l'uranium au Niger depuis 1968, exploitation qui ne contribue ni au développement du pays, ni à l'amélioration du niveau de vie des Nigériens et qui a des conséquences sanitaires et sociales désastreuses pour la population locale et pour l'environnement* », note le Collectif. Citant un rapport de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD), le Collectif révèle que d'énormes masses de déchets et de boue radioactives, générant des poussières et des gaz, sont laissées à l'air libre dans les zones d'exploitation d'uranium.

Les ONG veulent une étude d'impact indépendante

Selon la même source, des ferrailles contaminées sont utilisées par la population, l'exposant ainsi directement à la radioactivité. « *Les eaux distribuées dans la ville minière d'Arlit où opère Areva*



Anne Lauvergeon et Mamadou Tandja.

ne sont pas aux normes de portabilité, avec un taux de contamination dépassant de 7 à 110 fois les recommandations de l'OMS. La surconsommation d'eau nécessaire aux mines contribue à l'épuisement accéléré des ressources fossiles dans une région qui en manque cruellement », souligne le Collectif. Il craint qu'Areva reproduise les mêmes conditions d'exploitation à Imouraren, une mine à ciel ouvert plus étendue, située à proximité de zones habitées et de zones de pâturages. D'après le Collectif, les résultats de l'étude d'impact, réalisée par Areva, sont confidentiels et « aucune contre-expertise scientifique indépendante garantissant la fiabilité des données n'existe, ce qu'ont pourtant exigé la société civile et des responsables locaux ». Aussi, le Collectif des ONG demande-t-il à Areva et au gouvernement nigérien de bloquer l'exploitation du site d'Imouraren en attendant les conclusions d'une étude d'impact indépendante. Il exige également « *la reconnaissance et la réparation par Areva des dommages sociaux et environnementaux que ses exploitations ont commis au Niger* ». Le groupe français n'a fait aucun commentaire après ces accusations. Niamey a promis de lancer, en 2010, l'Initiative pour la transparence dans les Industries extractives (ITIIE).

En collaboration avec



Partenaire Institutionnel



Gold Sponsors






Silver Sponsors




Partenaires Média






Téléchargez votre bulletin d'inscription sur : www.africapowerforum.org
 Pour plus d'informations contactez Youssef Waqif au +212 5 22 36 95 15 ou ywaqif@sp.ma

Organisateur





AFRICA POWER FORUM 2009

Le Forum Africain de l'Énergie Électrique



3^e édition

4 et 5 juin 2009-Marrakech - Maroc

Énergie compétitive et développement durable

© Success Publications

La chronique minière de David Beylard

Quelle confiance accorder aux juniors minières ?

6^e partie



Mega Uranium Limited est la 5^e et dernière junior minière intervenant au Cameroun que nous présentons dans cette série. Elle fonctionne sur le même principe que les quatre précédentes avec, quelques subtilités supplémentaires...

Mega Uranium Limited est une société junior minière canadienne cotée au Toronto Stock Exchange. Sans avoir démarré la moindre activité minière, par la seule titrisation des gisements d'uranium acquis au Cameroun, elle déjà à émis, à ce jour, 214,1 millions de titres (actions), parmi lesquels plus de 187,8 millions sur les marchés boursiers canadiens. Elle est parvenue à se doter d'une capitalisation boursière estimée à plus de 187 millions de dollars canadiens, avec un *cash flow* estimé à environ 41 millions de dollars canadiens.

Pour exploiter les gisements d'uranium au Cameroun, Mega Uranium Limited a créé deux sociétés. La première, Nu Energy Uranium Corporation a été incorporée le 13 août 2007 dans le paradis fiscal des British Virgin Islands, cotée à la bourse de Toronto, puis rachetée par Mega Uranium Limited après émission de 28 240 313 de titres (actions) ordinaires, de stock options et de bons de souscription.

La seconde, Nu Energy Corporation Cameroun SA est une société de droit camerounais que Mega Uranium Limited contrôle à 92%. Cette société sert à Mega Uranium Limited comme cadre de discussion officiel avec les autorités

camerounaise. Elle gère directement les titres des gisements de Mega Uranium Limited, mais elle n'a réalisé, à ce jour, aucun bénéfice au Cameroun, tandis que ses sœurs canadiennes, Nu Energy Corporation et Mega Uranium Limited, spéculent sur ses titres et réalisent des plus values consistantes.

Comment Mega Uranium Limited protège ses intérêts contre les lions indomptables du Cameroun ?

En anticipant sur la réaction des autorités camerounaises et des réserves que leur montage fiscal pourraient susciter au Cameroun, Nu Energy Corporation a conclu un protocole d'entente avec la société Edlow Ressources Limited et la société Afrique nucléaire Carburant. Ces trois sociétés ont créé une joint venture, NEWCO, au sein duquel Nu Energy Corporation détient 50% des actions, Edlow Ressources Limited, 25%, et Afrique Nucléaire Carburant, 25%.

Selon le Mémoire d'Understanding de NEWCO, sans avoir consulté les autorités camerounaises, ni intégré la société Nu Energy Corporation Cameroun SA dans le deal, Mega

Uranium Limited à conféré à la joint venture récemment créée une activité d'approvisionnement, d'achat, de transport et de commercialisation des produits uranifères qui seront produits au Cameroun, en intégrant des garanties internationales, peut-être pour se protéger contre toute revendication de l'Etat camerounais. D'autant plus que Nu Energy Corporation Cameroun SA a engagé la société Scowcroft Group Inc, basée à Washington DC, pour la fourniture des services consultatifs liés à la proposition d'affaires de la joint venture NEWCO au Cameroun. La société Scowcroft Group Inc est gérée directement par Brent Scowcroft, un lobbyiste, ex-conseiller de la National Security Advisor des Etats-Unis sous l'administration Bush.

Quels sont les actifs de Mega Uranium Limited ? Comment cette société et ses filiales créent-elles de la valeur actionnariale ?

Comme la plupart des juniors minières, Mega Uranium Limited aurait de nombreux « *projets d'exploration gisements* » à travers le vaste monde. Dans ce cas précis, on parle d'exploration d'uranium en Australie, au Canada, en Mongolie et en Amérique du Sud. Mais c'est seulement au Cameroun que cette junior minière possède quelque chose de vraiment tangible, à savoir des concessions sur 4654 km².

Comment Mega Uranium Limited a pu se doter d'une capitalisation boursière de plus de 187 millions de dollars canadiens, sans activités minières effectives, ni au Cameroun, ni nulle part ailleurs ?

Comme les quatre autres juniors minières que nous avons étudiées dans nos précédentes chroniques, Geovic Inc, African Aura Resources, Hydromine Inc et Sundance Resources Limited, la culture de Mega Uranium Limited repose sur le modèle économique des Penny Stock Trading, décrit dans *Les Afriques* N° 74.

Qui dirige Mega Uranium Limited ?

En 2005, Mega Uranium Limited a confié sa présidence à Stewart Taylor, diplômé en géologie de l'Université de Glasgow (Ecosse), doté de 35 ans d'expérience dans l'exploration des gisements miniers en Australie, en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique. Peter McNally a rejoint Mega Uranium Limited en novembre 2006 et il occupe le poste de vice-président de cette société. Il a quinze ans d'expérience dans le développement opérationnel des mines d'uranium de l'Australie. C'est Marius Van Niekerk qui dirige la filiale de Mega Uranium Limited au Cameroun. Aucun Camerounais ne semble associé, de près ou de loin, à cette compagnie.

Conclusion

Les cinq juniors minières que nous avons présentées ne sont pas les seules à intervenir au Cameroun, mais elles représentent une très large part du secteur minier de ce pays.

Comme nous l'avons vu, ces sociétés présentent quasiment toutes les mêmes caractéristiques.

1) Les concessions qui leur sont accordées constituent la quasi-totalité de leurs actifs.

2) Elles n'ont pratiquement pas de capacités d'investissement par elles-mêmes.

3) Avant même de donner leur premier coup de pioche, leur priorité principale, et quelque fois unique, est de titriser leurs concessions sur une bourse peu regardante, afin de réaliser une forte plus-value.

4) Cette plus value n'est jamais réalisée par leur entité camerounaise, mais par une société généralement immatriculée dans un paradis fiscal. Elle échappe donc totalement au contrôle et au fisc camerounais.

Dans notre prochaine chronique, nous proposerons des solutions pour permettre à des pays comme le Cameroun de rééquilibrer en leur faveur ces rapports d'affaires inéquitables.

Les règles douteuses de la Bourse de Toronto

La Securities Exchange Commission des Etats-Unis, exige des sociétés minières qui y sont cotées qu'elles distinguent formellement dans leurs communications corporate, les « ressources » des « réserves » qu'elles déclarent posséder.

La bourse de Toronto n'a pas cette loyauté à l'égard des investisseurs. La différence est pourtant essentielle. Les « ressources » relèvent d'une estimation approximative du minerai contenu dans le sous-sol que défient l'entreprise, alors que les « réserves » attestent du minerai réellement exploitable et susceptible de correspondre à un rendement établi. Qui plus est, les ressources en mine-

rais sont évaluées à partir des estimations des géologues travaillant pour l'entreprise alors que les réserves sont prouvées.

En confondant les conjectures et les attestations, la Bourse de Toronto permet aux juniors minières d'entretenir un flou juridique, financier et informationnel particulièrement propice aux actions spéculatives. En se cotant à la bourse de Toronto, ces juniors minières peuvent émettre des titres sur de simples concessions d'exploration, sans avoir à fournir de données exactes et vérifiées, et donc sans investir un seul penny dans les activités d'exploration et d'évaluation.

Cameroun : le bois poursuit sa baisse

La reprise espérée n'est pas encore au rendez-vous pour la filière bois du Cameroun. La BEAC prévoit un recul de 5% des exportations, après les 10% enregistrés l'année dernière.

Par Hance Guèye, Dakar

Le bois camerounais fait grise mine. Les signes de la récession se multiplient. L'année dernière déjà (*Les Afriques*, novembre 2008), le

Au poste de contrôle du Programme de sécurisation des recettes forestières, chargé de contrôler les essences transportées ainsi que les normes de cubage et de diamètre, il ne passe plus qu'une vingtaine de camions par jour, contre le double six mois auparavant.

pays, qui dispose de la deuxième réserve africaine de bois, derrière la RD Congo, avait enregistré l'annulation de 30% des commandes européennes et américaines. Alors qu'en 2007, Douala comptait 22 unités de transformation, il n'en restait en 2008 que 14, selon la direction de la Promotion de la transformation des produits forestiers du Ministère des forêts et de la Faune. Sur la même période, huit industries de bois ont fermé ou gelé leur production.

Cette année, la tendance, loin de s'inverser, semble même s'accroître. Ainsi note-t-on que les carnets d'entrées usines, qui s'élevaient en janvier 2008 à 335, sont tombés pour la même période en 2009, à seulement 136, soit 60% de moins. Pour les lettres de voitures, idem. 218 en janvier 2009, contre 420 en janvier.

Au poste de contrôle du Programme de sécurisation des recettes forestières (PSRF), chargé de contrôler les essences transportées ainsi que les normes de cubage et de diamètre, il ne passe plus qu'une vingtaine de camions par jour, contre le double six mois auparavant.

La Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale ne rassure guère. Elle prévoit que les exportations de bois débité devraient se contracter de 5% cette année, après le repli de 10% enregistré en 2008. La Société de Transformation de Bois de la Kadey (STBK), géant de la filière, a dû se séparer de quelque cinq cents employés, soit 20% de ses effectifs, pour s'adapter à la conjoncture. Ses deux menuiseries tournent au ralenti. Leur production mensuelle de bois débités, est tombée de 1200 m³ à 700 m³ en janvier et 500 m³ en février.

Conjoncture préoccupante

Ces résultats sont plus que préoccupants, puisque le bois constitue, avec 500 milliards de francs CFA (750 millions d'euros) en 2007, le deuxième poste pour les recettes d'exportation



Les exploitants ont demandé des mesures fiscales pour dynamiser le marché national.

derrière le pétrole, soit 13,3%. L'Europe, l'Amérique et l'Asie, les pays du Sahel et d'Afrique du Nord sont ses clients. Le secteur contribue également pour 6% à la formation du PIB et emploie 45 000 personnes.

Le pays compte quelque 17 millions d'hectares de forêt tropicale humide.

Face à la crise qui risque de s'approfondir, les exploitants ont demandé des mesures fiscales pour dynamiser le marché national. Ils réclament la réduction de la taxe d'entrée usine, la suppression de la TVA sur les ventes locales de bois destinés, à la consommation nationale, la mise en place d'un marché intérieur du bois, etc.

Le Ministère des forêts et de la faune approuve ces propositions qui vont dans le sens de la loi de 1994, qui stipule que « *Les grumes sont transformées par essence à hauteur de 70% de leur production par l'industrie locale pendant une période transitoire de cinq ans à compter de la date de signature de la présente loi. Passé ce délai, l'exportation des grumes est interdite et la totalité de la production nationale est transformée par l'industrie locale* ».

Une solution nationale à la crise internationale, comme les pays africains devront en imaginer de plus en plus pour ne pas être les grandes victimes de la récession mondiale.

AGRICULTURE

Nestlé Côte d'Ivoire veut planter un million de cacaotiers par an

La société Nestlé Côte d'Ivoire veut planter annuellement, et pendant dix ans, près d'un million de nouveaux cacaotiers résistants aux maladies, pour aider à stimuler la production de cacao, touchée par le vieillissement des plants. Les nouvelles plantes à haut rendement seront disponibles en moins d'un an et pourraient permettre de doubler, voire de tripler la production par rapport aux niveaux actuels, a déclaré Paul Bulcke, PDG de Nestlé CI, qui a également fait état de sa préoccupation devant le problème de la qualité des haricots. La récolte de cette année est en baisse de 15% et les analystes prévoient de fortes baisses dans les années à venir, pouvant aller jusqu'à 50% « à moins qu'il y ait une augmentation spectaculaire de l'investissement dans le cacao ».

Egypte-Soudan : signature d'un protocole d'entente sur des projets agricoles

L'Union centrale des coopératives agricoles (CACU) a signé un protocole d'entente portant sur la création de projets agricoles avec la Commission de désarmement, de démobilisation et de réintégration du nord Soudan (DDR). Le directeur général de la CACU, Mahmoud Ahmad Kamel, a souligné la nécessité de construire plus de sociétés coopératives agricoles, afin de bénéficier des différentes aides fournies par l'État, notamment en semences, engrais et matériel agricole.

gagné 11% par rapport au dollar pour l'ensemble du mois d'avril.

Egypte : l'importation du ciment facilitée

Pour freiner la hausse des prix du ciment sur le marché local, dont le prix est passé de 500 à 800 LE la tonne en deux mois, le Ministère du commerce et de l'industrie a décidé de faciliter les procédures d'importation. Le dédouanement du produit passe de 28 à 3 jours.

Kenya : création de 5 parcs pour PME industrielles

Le gouvernement a annoncé la création de cinq parcs de petites et moyennes entreprises industrielles, pour un investissement d'un milliard Sh. Environ 10 millions d'emplois devraient être créés. La création de ces parcs intervient à la suite de la transformation des zones franches d'exportation en zones économiques spéciales (SEZ). Une SEZ est une région géographique au régime plus libéral, et dont la création a pour but d'attirer les investisseurs étrangers.

Afrique du Sud : Paramount Group fabriquera des véhicules blindés en Jordanie

Le groupe sud-africain, Paramount Group a annoncé l'installation d'une usine de véhicules blindés en Jordanie, en col-

laboration avec le centre Abdallah II de design et de développement. Ce projet, devant assurer le transfert du savoir-faire, est à même de renforcer les missions des forces armées, de sécurité intérieure et celles du maintien de la paix, ont annoncé les représentants des deux parties.

Soudan : lancement de la production dans les brasseries SABMiller

La société Southern Sudan Beverages Ltd., filiale de SABMiller Plc, le 2^e plus grand brasseur dans le monde, a commencé la production dans la toute première brasserie installée à Juba, au sud du pays. Les premières livraisons de la bière White Bull Lager, de la bière White Bull Lager, une nouvelle marque conçue pour le marché local, sont déjà disponibles sur le marché. La capacité de production est de 180 000 hectolitres (4,8 millions de litres) de bière et de 60 000 hectolitres de boissons gazeuses par an. SABMiller s'est déjà lancée dans d'autres projets en Tanzanie, au Mozambique et en Angola.

BTP

Nigeria : besoin de 100 milliards \$ pour les routes et le chemin de fer

Le pays a des besoins d'investissements annuels de l'ordre de 100

milliards \$ au cours de la prochaine décennie pour développer ses infrastructures routières et le chemin de fer, afin de soutenir la croissance économique, a déclaré le président Umaru Yar'Adua. « Si nous arrivons à attirer le secteur privé pour venir investir dans ces secteurs, l'argent libéré servira à financer des domaines sociaux comme l'éducation et la santé », a ajouté Yar'Adua.

Maroc : General Contractor livre ses premiers logements à Tamesna

1700 habitations ont déjà été réservées sur une offre globale de quelque 2700 logements, pour un investissement total de près de 3 milliards Dh. Les premiers appartements ont trouvé acquéreur à un prix unitaire de 100 000 Dh. GCM a également construit deux écoles à Tamesna.

Egypte : cinq consortiums en concurrence pour l'assainissement à New Cairo

Cinq consortiums représentant l'Égypte, des pays arabes et d'autres entreprises étrangères ont soumissionné pour le projet de construction d'une nouvelle station de traitement de déchets à New Cairo, qui sera mis en œuvre en partenariat entre le Ministère du logement et celui des finances. Les propositions seront évaluées d'ici la fin de ce mois.

TRANSPORTS

Une 3^e compagnie aérienne low cost dans le ciel marocain

Air Arabia Maroc est la troisième compagnie aérienne low cost, après Atlas Blue et Jet4you, et a démarré le 6 mai 2009 par un vol Casablanca-Londres. La compagnie est le fruit d'une alliance entre Regional Air Lines (Maroc) et Air Arabia (Emirats arabes unis - EAU). Son capital est réparti entre des fonds privés marocains (51%) et des institutions des Emirats Arabes Unis et de Bahrein (Ithmar Bank). La nouvelle compagnie desservira l'Europe (Espagne, Portugal, Royaume-Uni, France, Italie), le Maroc, la Tunisie et l'Égypte. Elle dispose de deux Airbus A 320 (voir *Les Afriques* N° 73).

TRANSPORTS

Congo Brazzaville : lancement des travaux de la route Sibiti-Mapati-Zanaga



Les travaux de construction de la route Sibiti-Mapati-Zanaga, ont été lancés le 26 avril par le président Denis Sassou N'Guesso. Longue de 160 km, la route est composée de 3 lots : Sibiti-Mapati-Ibé (57 km), Ibé-Inga (57 km) et Inga-Zanaga (46 km). Les travaux débiteront par le tout premier tronçon pour une durée de vingt-quatre mois. La réalisation a été confiée à la société Escom, pour un montant de 32 milliards FCFA.

Zimbabwe : l'Iran prévoit de lancer une liaison aérienne entre les deux pays

L'Iran envisage d'établir une liaison aérienne entre Téhéran et Harare et prévoit également d'offrir des fonds et de l'expertise pour aider à relancer le tourisme dans le pays.

Egypte : l'autorité des chemins de fer sera bénéficiaire dans 3 à 4 ans

Selon le ministre des Transports, Mohamed Mansour, l'Autorité des chemins de fer devrait renouer avec les bénéfices dans les trois à quatre prochaines années. Mansour a déclaré que les pertes de l'Autorité continuent de diminuer. « Si d'habitude les pertes atteignaient 1,6 milliard LE par an, elles étaient de 500 millions LE seulement l'année dernière », a-t-il justifié. Le ministre estime que la hausse des revenus du secteur ferroviaire proviendra des services de fret, ce qui permettra, selon lui, d'alléger la pression sur les routes, qui représentent 95% du transport des marchandises.

RAM-Air Sénégal : l'impasse perdue

La compagnie Royal Air Maroc (RAM) considère inacceptable que « la partie sénégalaise qui, dès 2007, avait déclaré sa volonté de reprendre Air Sénégal International (ASI), demande à la RAM de rester dans la gestion de cette compagnie au-delà de 2009, c'est-à-dire à une échéance bien au-delà de celle souhaitée par la RAM », a déclaré Mme Habiba Laklalech, directrice des affaires générales du groupe. Selon cette dernière, « la partie sénégalaise veut la contraindre à subventionner, à fonds perdus et à hauteur d'au moins 300 millions Dh, le redémarrage des activités d'ASI », et de mettre à sa disposition une flotte comprenant « au moins » un long courrier de type Boeing 767. Cela signifie, selon la RAM, la réalisation à sa charge d'une compagnie long-courrier pour le compte d'autrui.

Brazzaville Congo : suspension de la construction d'une 2^e voie de chemin de fer

Le projet de construction d'une deuxième ligne de chemin de fer de 1500 km, devant relier Brazzaville à Ouesso (extrême

Nord) et Djambala à Pointe-Noire, a été suspendu en raison de la crise financière internationale. Il s'agit d'un projet multisectoriel dont l'accord a été signé à Séoul (Corée du Sud) en septembre 2007, par le gouvernement congolais et des partenaires privés, Coréens et Malaisiens, regroupés au sein du Consortium Corée-Malaisie-Congo (CMKC). Le financement, estimé à plusieurs milliards FCFA devait provenir de banques coréennes et japonaises.

Algérie : les tarifs de l'autorail doublent

Depuis le 3 mai dernier, les tarifs de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) sont passés du simple au double sur les dessertes ferroviaires nouvellement équipées en autorails. Le directeur central clientèle de la SNTF, M. Rahmouni, explique que « ces réajustements ont pour but d'amortir les coûts de revient de l'exploitation et de l'entretien du nouveau matériel roulant de la compagnie ferroviaire, estimés à 4,85 DA voyageur/km pour les autorails et 5,56 DA voyageur/km pour les automotrices (service banlieue) ».

TOURISME

Egypte : Jaz Hotels and Resorts ouvre un nouvel hôtel à la station de Marsa Matruh

La compagnie Jaz Hotels and Resorts a annoncé l'ouverture de son 3^e hôtel de propriété dans le mégaprojet de la station Jaz Oriental Resort, à Almaza Bay dans la région de Marsa Matruh. L'hôtel dispose de 212 chambres, deux restaurants, une salle de gymnastique, un club de santé, un amphithéâtre, une salle de billard et un club de tir à l'arc.

Le Maroc perd 10 places en matière de compétitivité touristique

Le deuxième rapport sur la compétitivité du tourisme et du voyage, du Forum Economique Mondial (FEM), classe le Maroc à la 67^e place sur 130 pays, soit 10 places de perdues par rapport à l'année dernière. La Tunisie et l'Égypte arrivent respectivement au 39^e et 66^e rang.

Marriott prévoit une expansion en Afrique du Nord

Dans le cadre de sa démarche de trouver des domaines de croissance en raison du ralentissement de la croissance économique mondiale, Marriott International envisage une expansion en Afrique du Nord, en particulier la Libye. Selon Ed Fuller, PDG de Marriott International, le groupe prévoit d'ouvrir 29 hôtels au Moyen-Orient et en Afrique au cours des 5 prochaines années, et estime que la Libye a un potentiel pour devenir une destination touristique. Marriott dispose de plans pour ouvrir un hôtel en Algérie en 2010, et en Libye l'année suivante.

TELECOMS ET TIC

Tunisie Télécom lance « un appel gratuit sur tout appel payant » Jusqu'au 31 mai, les abonnés des formules prépayées de Tunisie Télécom : TAWWA, OLA, CLASSIC et MESSENGER, auront droit à un appel gratuit après chaque appel émis sur le réseau de l'opérateur. La durée de l'appel offert est égale à celle de l'appel payant. Dans le cas contraire, l'abonné devra payer le complément, conformément à la tarification en vigueur.

Tunisia consacre 30 millions DT d'appui aux projets innovants

L'opérateur de téléphonie mobile Tunisia, a créé un fonds d'appui aux projets à valeur ajoutée, d'un montant de 30 millions DT, visant à encourager les entreprises productrices de contenus.

Kenya : KPLC obtient une licence de télécommunications

La Commission de communication du Kenya (CCK) a octroyé une licence de télécommunications à l'entreprise d'électricité Kenya Power and Lighting Company (KPLC). Il s'agit d'une licence Network Facility Provider (fournisseur de réseau) de type 2, accordée aux opérateurs de réseaux de données. Les opérateurs de téléphonie mobile et fixe disposent d'une licence de niveau 1, alors que les opérateurs de boucle locale ont une licence de niveau 3. Cette licence permet à KPLC de posséder et d'exploiter des infrastructures de communications. La société ne prévoit pas de se lancer dans l'offre de services de télécommunications, mais dans la location des capacités excédentaires de son réseau de fibres optiques à des fournisseurs de services télécoms.

Afrique du Sud : MTN atteint 100 millions de clients

MTN Group Ltd, le plus important opérateur de téléphonie mobile en Afrique, a atteint 100 millions de clients en avril, boosté par un accroissement des utilisateurs au Nigeria et en Iran. « Les 100 millions d'abonnés signifient qu'une personne sur cinq dans les 21 marchés en Afrique et au Moyen-Orient est un abonné MTN », a déclaré un responsable de la compagnie. Le nombre de clients à la fin du 1^{er} trimestre 2009 est passé à 98,2 millions, contre 90,7 millions au 31 décembre 2008.

Nigeria : prolongement de délai pour les offres d'acquisition de Nitel et Mtel

Le gouvernement a décidé de prolonger jusqu'au 30 mai le délai pour les entreprises souhaitant présenter des manifestations d'intérêt pour l'achat de l'opérateur public de téléphonie fixe, Nigerian Telecommunications Ltd (Nitel), et sa filiale Mtel. Une participation de 51% de Nitel a été cédée en 2006, pour un montant de 500 millions \$, à la compagnie Transnational Corp. Invoquant un défaut de respect des objectifs contractuels, les autorités souhaitent réduire la participation de TransCorp en faisant appel à un nouvel actionnaire. Les futurs soumissionnaires doivent avoir une valeur nette de 500 millions \$ et un niveau appréciable de réseaux fixes ou mobiles.

COMMERCE

Algérie : 1000 officines Endimed ont été privatisées

Selon le vice-président de l'Ordre national des pharmaciens (ONP), Lotfi Benbahmed, sur les 2000 pharmacies d'officines appartenant à l'Entreprise nationale de distribution des médicaments (Endimed), seules « 1000 pharmacies ont été privatisées ». L'ONP juge la situation « inquiétante » et estime « inadmissible de voir des pharmaciens au chômage au moment où des officines sont sans pharmaciens ». A noter que ces pharmacies publiques fonctionnent sans pharmaciens diplômés.

INDUSTRIES

Libéria : un contrat de 800 millions \$ pour la production d'huile de palme

Le gouvernement a signé un accord de 800 millions \$ avec la société malaisienne Sime Darby Bhd pour rétablir et développer les plantations de caoutchouc et aider le développement de l'industrie de l'huile de palme. « Le double investissement est destiné à 80% pour la production d'huile de palme et 20% pour le caoutchouc », a déclaré Richard Tolbert, président de la Commission nationale d'investissement. L'accord, qui doit être approuvé par le parlement, porte sur une durée de 20 ans, et concerne 200 000 hectares de terres.

Montage : l'industrie automobile sénégalaise à petits pas

Inde, Iran et Chine sont les partenaires de l'industrie automobile sénégalaise, qui roule encore au pas.

Par Malick Rokhy Bâ, Dakar

Le parc automobile sénégalais, jusqu'ici exclusivement constitué de véhicules importés, s'ouvre petit à petit aux voitures assemblées dans le pays. L'Inde s'est manifestée dans le segment minibus pour le transport en commun. Le partenariat avec la firme indienne Tata Motors a permis de livrer de 2005 à 2008, 505 minibus, selon des responsables de Senbus Industrie, la société sénégalaise associée aux Indiens. C'est une société à capitaux 100% sénégalais, avec une participation minoritaire de l'Etat sénégalais.

Cette première opération va se poursuivre pour le remplacement des cars rapides et

Une convention signée en février dernier, lors de la visite à Dakar du président chinois Hu Jintao, prévoit un financement d'un peu plus de 11 milliards de francs CFA pour un premier lot de 400 voitures, mais à terme, l'objectif est de 6000.

Ndiaga-Ndiaye, des véhicules de transports en commun dont l'âge dépasse parfois cinquante ans, et qui constituent l'essentiel du parc des transports à Dakar. Un peu moins de 3000 Ndiaga-Ndiaye sont destinés à la casse.

Ce projet de renouvellement du parc de transport sénégalais a bénéficié d'un appui de 8 milliards de francs CFA, soit 12 millions d'euros, de la Banque mondiale. Chaque véhicule a coûté 21,2 millions de FCFA, dont les 75% (15,9 millions de francs CFA) ont été prêtés à un taux confessionnel sous forme de crédit-bail, d'une durée de cinq ans. Le bénéficiaire apporte le solde.

« Nous avons commencé le renouvellement du

parc depuis 2002. Nous avons un taux de remboursement de 99% », précise un responsable du Ministère des transports. « Tata Motors apporte les kits (les composants) du véhicule et Senbus fait le montage. Tata forme en même temps le personnel de Senbus sur la technique de montage », explique Aminata Diagne Seck, directrice commerciale et marketing de Senbus. Des entreprises locales fabriquent aussi des composants comme le marchepied et les sièges.

L'usine a été inaugurée en septembre 2003 en présence de plusieurs chefs d'Etat ouest-africains, révélant l'ambition de conquérir la sous-région. Senbus Industrie a déjà vendu des minibus au Mali, au Niger et à São Tomé et Príncipe, révèle la société.

Taxis iraniens

Avec l'Iran, le partenariat est noué avec la firme iranienne Khodro. Pour le sommet de l'Organisation de la conférence islamique à Dakar, en mars 2008, 300 taxis ont été importés d'Iran. Le financement a été permis par des lignes de crédit de banques et sociétés d'assurances. Depuis lors, des voitures pour des particuliers notamment sont sorties de l'usine de Thiès.

« Tout est importé. On ne fabrique rien au Sénégal. Les voitures sont assemblées par des Sénégalais sous la direction d'ingénieurs iraniens », affirme-t-on de source proche de SenIran Auto, une société anonyme avec participation des deux Etats et de privés sénégalais. L'Iran détient 60% des parts et le Sénégal 40% (20% pour l'Etat et 20% pour les privés sénégalais).

A terme, l'usine de Thiès devrait employer 500 personnes pour une production de 10 000 voitures.

Chinois

Les Chinois vont prochainement prendre le relais de Tata Motors, dont le contrat a expiré.

Une convention signée en février dernier, lors de la visite à Dakar du président chinois Hu Jintao, prévoit un financement d'un peu plus de 11 milliards de francs CFA pour un premier lot de 400 voitures, mais à terme, l'objectif est de 6000.

Autre projet en cours, une usine de production de gros porteurs ont révélé récemment les autorités sénégalaises. C'est le résultat d'un partenariat entre le Sénégal et la société soudanaise Giad. La Sénégalaise de gros porteurs Industries (SGPI), nom de l'usine d'assemblage, prévoit un investissement de 50 millions de dollars pour un capital d'un montant de 500 millions de francs CFA, répartis entre le groupe soudanais Giad (51%), un groupe industriel privé sénégalais (34%) et l'Etat sénégalais (15%). La SGPI envisage de produire des camions-bennes, des pick-up et des tracteurs à partir de 2010 et prévoit quelque 500 emplois en moyenne.

Voitures neuves

Rénovation du parc, promotions, facilités bancaires, offres d'entretien et d'assurances gratuites pendant un an : le marché de l'automobile sénégalais est en expansion. Les concessionnaires indiquent que le marché connaît une croissance de 20% par an depuis cinq ans environ. De plus de 3300 véhicules vendus en 2004, tous concessionnaires confondus, le chiffre est passé à quelque 8000 unités fin 2008.

Plusieurs raisons expliquent cette explosion, à commencer par l'interdiction depuis 2002 de l'importation des véhicules de plus de cinq ans. Cette progression s'explique aussi par « le fait que les concessionnaires ont baissé leur coûts pour offrir des produits à des prix raisonnables », expliquait récemment le Bulletin économique de la Chambre de commerce de Dakar. « L'achat à crédit et le relèvement du pouvoir d'achat d'une certaine catégorie (de la population) ont également permis d'améliorer les ventes » de véhicules neufs, selon des spécialistes du secteur.



Le parc automobile sénégalais, jusqu'ici exclusivement constitué de véhicules importés.

Cette expansion est constatée dans toutes les gammes de véhicules : particuliers, utilitaires, camions, bus et autobus. Elle a aussi diversifié les marques de voitures. Aux Européennes (Françaises surtout), Japonaises, Coréennes et Américaines, sont venues s'ajouter les Chinoises à bas prix. Cette expansion résistera-t-elle à la crise financière mondiale, s'interrogent les concessionnaires locaux. Les ventes de voitures neuves ont connu un ralentissement durant le dernier trimestre de 2008, dans une proportion non encore précisée.

Gaïndé

Le montage de camions n'est pas une première au Sénégal. Une première expérience de véhicules appelés Gaïndé, le lion, animal totem du Sénégal, avait échoué. Qu'en sera-t-il de la nouvelle ?

Avec 8000 voitures achetées en 2008, le marché des véhicules au Sénégal est réduit, estiment de nombreux spécialistes. L'augmentation du nombre de véhicules importés est perçue comme un frein à l'industrie automobile naissante. « Il y a un manque de cohérence. Dans tous les pays du monde, les industries automobiles se sont développées avec l'aide de la puissance publique. Je ne comprends pas qu'on permette des importations », affirme David Sagna, du Ministère chargé des transports terrestres. « Il faut protéger les industries qui sont en train de naître ».

« L'Afrique va devoir sortir de la facilité de l'aide »

Pour Roland Riboux, président du Conseil des investisseurs privés au Bénin (CIPB), la crise internationale a du bon. L'Afrique va sortir de la facilité de l'aide publique.

Propos recueillis par Robert Adandé, Cotonou

Les Afriques : Le CIPB existe depuis sept ans. A-t-il des motifs de fierté ?

Roland Riboux : Nous avons commencé en 2002 avec sept membres... Nous sommes maintenant quarante. A priori, c'est un effectif qui ne changera pas beaucoup. Du point de vue de notre action, l'année 2008 a été excellente, puisqu'au travers de notre collaboration avec le Programme d'appui au secteur privé (PASP) et la CCI du Bénin sur des questions de fiscalité, nous avons obtenu du gouvernement

« La fiscalité béninoise se rapproche petit à petit des meilleures fiscalités de la sous-région. »

des avancées substantielles, en particulier une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et une modification de l'assiette de la patente. La fiscalité béninoise se rapproche petit à petit des meilleures fiscalités de la sous-région.

LA : Votre regard sur le climat des investissements au Bénin...

RR : Le pays dispose d'un grand potentiel, qu'il faut mobiliser et qui repose essentiellement sur l'agriculture. Il y a une crise alimentaire mondiale qui a commencé à se faire sentir en

2007-2008. Même s'il y a actuellement rémission (ou si les médias en parlent moins), elle est là pour durer. De ce point de vue, le climat des investissements est bon en ce moment, parce que l'Etat a réalisé que l'agriculture est un élément extrêmement important du paysage économique béninois. Dès notre création, nous l'avons mise au centre de nos préoccupations au travers de deux études. La première portait sur le coton, l'un des deux piliers de l'économie béninoise, l'autre étant l'étude sur le port de Cotonou. La deuxième portait sur la démographie et nous démontrions qu'avec la pression démographique telle qu'elle existe au Bénin, seule l'agriculture offre une possibilité d'absorber l'excédent de main d'œuvre.

LA : Qu'en est-il des banques ? Vous facilitent-elles la tâche ?

RR : Je suis moi-même un ancien banquier, ce qui me permet de répondre facilement à votre question. Il y a une espèce de mythe sur le fait que les banques devraient faire davantage. Les banques, pour accorder des crédits, veulent se voir présenter de bons projets avec des garanties solides, dans la mesure où même d'excellents projets peuvent échouer. Ensuite, il faut être sûr que les juridictions rendent des jugements équitables et dans un délai raisonnable. Or, souvent, les gens qui ont des projets ne sont pas capables de produire des garanties acceptables, du fait de l'absence d'un système foncier cohérent ou d'une justice qui fonctionne nor-

malement. Ce n'est donc pas pour rien que le Bénin, qui a choisi lui-même les axes d'intervention du Millenium Challenge Account, a insisté aussi bien sur le foncier que sur la justice. Ce qui veut dire que le gouvernement béninois est parfaitement conscient des problèmes.

LA : Quels sont les contrecoups de la crise financière sur l'économie béninoise, le climat des affaires ?

RR : Le Bénin dépend essentiellement du coton et du Nigeria. En ce qui concerne le coton, il a été constaté que les Chinois produisent moins de textiles. Les cours sont en baisse. Pour ce qui est du Nigeria, c'est un pays qui dépend fortement de ses recettes pétrolières, qui sont en baisse. De ce fait, le Bénin a un problème important qu'il ne pourra résoudre que s'il parvient à s'éloigner quelque peu de ces deux axes, en en créant un troisième, basé sur une agriculture diversifiée.

LA : Comment entrevoyez-vous l'avenir de la région, voire même du continent ?

RR : Ces dernières années, avec l'arrivée des Chinois qui achetaient toutes les matières premières disponibles sur le continent, on croyait que l'Afrique connaîtrait un boom. C'était une erreur de perspective. Même si le cours des matières premières remonte, l'Afrique ne se développera pas grâce à cela simplement, parce que ce qui est important, c'est la création de valeur ajoutée.



Roland Riboux : « Certains refusent d'écouter les sirènes tiers-mondistes des pays du Nord qui instrumentalisent les Africains en les présentant comme des victimes. »

LA : Les Africains sont-ils conscients de cet état de choses ?

RR : Certains le sont, qui refusent d'écouter les sirènes tiers-mondistes des pays du Nord qui instrumentalisent les Africains en les présentant comme des victimes ; ceux-là veulent croire en eux-mêmes et prendre leur destin en main. En ce moment, la crise fait que les aides diminuent. Avec cette diminution, on va sortir de la facilité que représente cette aide, de toute façon mal distribuée, qui engendre des comportements d'opportunisme qui n'ont rien à voir avec le développement.

SOUS LE HAUT PATRONAGE
DE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

L'Association du Forum International de la Finance Organise



Avec la collaboration technique de l'ABEF
et le concours de la CCI Suisse/Algérie

T H E M A T I Q U E S

BANQUE & ASSURANCE



GESTION DU PATRIMOINE



CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE



Hôtel Aurassi, 12 et 13 mai 2009 Un événement international

Contact : FIF Alger : Tél./Fax : 021 67 86 11 / 021 67 86 10

Site : www.fif-alger.com - email : b.stambouli@yahoo.fr / d.ousmaal@yahoo.fr / suisse.contact@fif-alger.com

CCISA - Centre commercial Sofitel : 170, rue Hassiba Benbouali, El Hamma, Alger

FIF - Avenue Blanc 53, 1205 Genève, Suisse

AFRIQUE

L'UA veut que les médicaments génériques anti-sida soient produits en Afrique

L'Union africaine veut que les médicaments génériques de lutte contre le virus du sida puissent être produits en Afrique. « *L'Afrique ne doit pas continuer à importer des médicaments* », a dit le commissaire de l'UA pour les Affaires sociales ; « *La plupart des médicaments pour lutter contre le virus HIV sont produits hors d'Afrique. Comment pouvons-nous être certains que cette situation va perdurer pendant la crise financière ?* » s'est interrogé Bience Gawanas. L'Afrique du Sud est la seule nation du continent qui produit des médicaments pour faire face à la maladie. Quelque 33 millions de personnes dans le monde ont contracté le virus HIV. Le plus grand nombre des cas se situe en Afrique et, ailleurs dans le monde, dans des pays en voie de développement.

AFRIQUE

Le Conseil de sécurité proroge d'un an le mandat de la MINURSO au Sahara occidental
Le Conseil de sécurité a prorogé d'un an le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). La résolution, adoptée à l'unanimité, a appelé les parties à continuer à montrer une volonté politique et à travailler dans une atmosphère propice au dialogue afin d'entrer dans une phase de négociations plus intenses et plus substantielles.

AFRIQUE DE L'EST

Conclave des responsables des services de renseignements au Rwanda

Les patrons des services de renseignements des pays d'Afrique de l'Est se sont réunis le 30 avril et le 1^{er} mai, à Kigali, la capitale du Rwanda. La réunion est un prélude à la rencontre du Comité de renseignements et de services de sécurité pour l'Afrique (CISSA) qui est prévu cette année en Angola. La prochaine réunion du CISSA, devrait jeter les bases d'une coopération efficace en matière de renseignements, pour lutter contre les menaces à la sécurité de l'Afrique. Elle devrait également discuter de l'adoption d'une position commune sur l'utilisation de ces renseignements pour promouvoir la paix sur le continent.

AFRIQUE DU SUD

Le déficit commercial atteint 512 millions de rands en mars

Selon la South African Revenue Service (SARS), le déficit commercial a atteint 512 millions de rands en mars 2009, contre 571 millions un mois plus tôt. Durant la période indiquée, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 17,94 et de 17,58%, soit 52 et 52,512 milliards de rands.

12 millions d'abeilles atteintes de loque américaine seront détruites

Quelque 12 millions d'abeilles seront détruites en raison d'une maladie qui tue les larves de ces

insectes et menace la production de fruits et légumes, a annoncé l'Organisation nationale des apiculteurs. « *C'est extrêmement grave, car la maladie, appelée loque américaine, est très dangereuse, non seulement pour le miel, mais aussi pour l'agriculture* », étant donné le « *rôle essentiel des abeilles dans la pollinisation des arbres fruitiers et des récoltes* », a déclaré à le président de cet organisme. Deux cents ruches, contenant chacune environ 60 000 abeilles, sont déjà infectées dans le sud de la province du Western Cape. Les apiculteurs attendent un soutien logistique de la part du Ministère de l'agriculture pour mener cette opération.

Le taux de chômage atteint 23,5%

Le taux de chômage a augmenté à 23,5% au cours du premier trimestre 2009, contre 21,9% au précédent trimestre, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis 17 ans. Le nombre de personnes sans emploi est passé à 4,18 millions, contre 3,87 millions au dernier trimestre 2008. « *Le secteur manufacturier et celui des mines sont à l'épreuve en raison de la crise économique mondiale, et nous pouvons nous attendre à ce que ce taux se détériore dans les mois à venir* », a déclaré Joubert Fanie, analyste économique, qui minimise les chances de voir une reprise au dernier trimestre de 2009.

ALGÉRIE

220 millions d'euros économisés dans l'importation de médicaments en six mois

Les restrictions imposées aux importateurs de médicaments ont permis au pays d'économiser 220 millions d'euros, selon le secrétaire général du Ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. Depuis octobre 2008, les médicaments produits localement sont interdits à l'importation. Selon Abdeslam Chakou, la production nationale de médicaments couvre actuellement 46% des besoins en volume et 30% en valeur.

Saisie de plus de 16 tonnes de résine de cannabis au 1^{er} trimestre

Selon l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), plus de 16 tonnes de résine de cannabis ont été saisies

durant le premier trimestre 2009. A ce bilan, il faut ajouter 18 785 comprimés de substances psychotropes. Le directeur général de l'ONLCDT fait état également de 2 affaires de trafic de cocaïne, et d'autres de trafic et de commercialisation de crack. Plus de 3500 personnes ont été interpellées dans ces affaires, dont 1079 trafiquants et 2165 consommateurs de résine de cannabis et d'opium, 8 trafiquants et usagers de cocaïne et 2 cultivateurs de cannabis et d'opium. Parmi les personnes figurent 22 étrangers, dont 6 nigériens, 5 maliens, 3 libériens, 1 tunisien et 6 autres dont la nationalité n'a pas été précisée.

Lutte antiterroriste : du matériel militaire pour le Mali

Une importante aide militaire de l'Algérie devrait être acheminée au Mali. Entrant dans le cadre de la coopération militaire entre les deux pays, cette aide comprend notamment du matériel et de l'armement. « *Cette aide est variée, elle comprend du carburant pour nos troupes, des sacs de couchage pour les opérations spéciales, et même de l'armement* », a déclaré une source proche de l'état-major malien citée par l'AFP. Une partie du matériel est déjà arrivée à l'aéroport de Bamako. Les deux pays ont renforcé leur coopération militaire, principalement en matière de lutte contre les réseaux terroristes, dont la branche Al-Qaïda au Maghreb.

BOTSWANA

La BAD va accorder un appui budgétaire pour faire face à la récession

La Banque africaine de développement (BAD) va accorder un appui budgétaire, des facilités d'investissements et des prêts pour aider le pays à atténuer les effets de la récession mondiale. Le directeur de la BAD chargé de la gouvernance et de la gestion financière, Gabriel Negatu, a révélé l'existence « *de plans pour déterminer des méthodes d'interventions pour mieux aider le pays à faire face à la récession* ». L'institution financière africaine envisage d'intervenir

GABON

Manœuvres militaires internationales Africa Endeavour en juillet

Le Gabon accueillera la 3^e édition des manœuvres militaires internationales Africa Endeavour 2009, en juillet prochain, dans la perspective de la constitution d'une « *Force africaine en attente* ». Plus de 22 pays africains et quatre européens vont prendre part à cet exercice militaire organisé par les Etats-Unis, pour « *tester l'interopérabilité des procédures et des systèmes de transmissions dans le cadre de la Force africaine en attente dont l'architecture finale doit être opérationnelle à l'horizon 2010* », a indiqué une source au sein de l'armée. Les deux précédentes manœuvres ont eu lieu en Afrique du Sud et au Nigeria.

pour aider à créer un environnement des affaires propice, pour attirer des investisseurs privés nationaux et étrangers dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'hydraulique.

BURUNDI

Remise des armes de l'ex-rébellion à l'armée nationale

Après 30 ans de lutte armée, les Forces nationales de libération (FNL, ex-rébellion) ont remis leurs armes à la Force de défense nationale (FDN, nouvelle armée nationale du pays). Toutefois, la faible quantité d'armes remise (633 fusils de type Kalachnikov, des mortiers et autres mitrailleuses) par un mouvement rebelle de plus de 21 000 combattants, a laissé un goût de scepticisme aux participants à la cérémonie, en présence des membres du Mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS). Le Secrétaire général des FNL, Jonas Nshimirimana, a toutefois confirmé qu'il ne restait aucune arme cachée.

Près de 24 millions \$ subtilisés du Trésor public en 2008

23,9 milliards de francs burundais (environ 24 millions \$) ont été dérobés du Trésor public au cours de l'année 2008, a annoncé l'Inspection générale d'Etat. De ce

montant, seule une somme d'un peu plus de 1,1 million \$ a été récupérée. L'Inspection explique que les dossiers de détournement, de gestion frauduleuse et autres malversations économiques dans les services publics ont été transmis au Parquet général près la Cour anti-corruption. Ces révélations interviennent quelques semaines après l'assassinat du vice-président de l'Observatoire de la corruption et des malversations économiques (OLUCOME), Ernest Manirumva.

CENTRAFRIQUE

La presse privée met fin à la grève

Les journaux membres du Groupe des éditeurs de la presse privée indépendante centrafricaine (GEPPIIC) ont mis fin à leur grève le 6 mai dernier. A l'origine de cette grève, prévue pour 15 jours, la suspension pour deux semaines du journal l'*Hirondelle* par le Haut conseil de la communication (HCC), pour avoir publié un document appelant à la sédition des Forces armées centrafricaines (FACA). L'ensemble des journaux a repris le chemin des kiosques.

EGYPTE

Le Caire abritera une conférence sur la lutte contre la piraterie

Une conférence internationale sur la lutte contre la piraterie maritime en Somalie se déroulera au Caire le 27 mai prochain. Cette rencontre verra la participation d'officiels et d'experts de plusieurs pays, dont les plus touchés comme l'Egypte, la Somalie, Djibouti, le Yémen. La piraterie a un fort impact sur les recettes en devises du Canal de Suez dont les revenus ont chuté d'environ 300 millions \$ au cours des 4 premiers mois de l'année 2009.

L'Egypte veut doubler la superficie des zones industrielles

Le ministre du Commerce a déclaré que l'Egypte a besoin de doubler la superficie des zones industrielles et de stimuler la croissance économique pour créer suffisamment d'emplois. Selon Rachid Mohamed Rachid, quelque 700 000 nouveaux emplois doivent être créés chaque année. L'expansion des zones industrielles a atteint environ 2,6 millions m² par an, « *mais environ 6 ou 7 millions de m² sont nécessaires pour créer suffisamment d'emplois* », a ajouté le ministre.

Hausse de 11% des échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne

Le volume des échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne a augmenté de 11%, pour atteindre 617 millions de livres sterling (£) l'année dernière, selon un communiqué de l'ambassade britannique au Caire. Les exportations de la Grande-Bretagne se sont éle-

vées à près de 909 millions £, soit 28% de plus par rapport à l'année précédente. La même source indique que les exportations égyptiennes des deux premiers mois de l'année 2009 ont atteint 140 millions £, comparativement à 126 millions £ pour la même période en 2008.

Les éleveurs de porcs seront indemnisés à hauteur de 8 millions \$

Le gouvernement a décidé de verser 45 millions LE (environ 8 millions \$) d'indemnisation aux éleveurs de porcs dont le cheptel a été abattu. Les autorités avaient décidé le 29 avril d'abattre immédiatement tous les porcs dans le pays en vue de prévenir l'éruption du virus de la grippe mortelle A/H1N1, qui a frappé le Mexique et les Etats-Unis. On estime à 350 000, le nombre de porcs élevés par la minorité chrétienne qui consomme du porc au Caire, à Giza, à Qalubia et dans le Gouvernorat du 6 octobre.

Déficit budgétaire en hausse

Le déficit budgétaire des 9 premiers mois de l'année fiscale 2008/2009 a augmenté de 0,5%, selon les résultats réels du budget. Le déficit s'est aligné à 5,4% alors que les estimations primaires du budget prévoyaient un déficit de 4,9%.

Le taux de chômage atteint 9,4%

Le taux de chômage s'est élevé à 9,4% au premier trimestre de 2009, contre 8,8% au dernier trimestre de 2008. Selon les experts, la hausse était attendue et ils prévoient que la barre des 10% soit dépassée d'ici la fin de l'année. L'augmentation du chômage est due au ralentissement de la croissance économique, qui n'est que de 4,1% au premier trimestre 2009, contre 7,2% durant la même période de l'année dernière.

GUINÉE

Vers une baisse accrue des exportations à cause de la crise financière

Le gouvernement prévoit une baisse accrue des exportations du pays en raison des effets de la crise financière internationale sur le secteur minier. Le pays détient les trois quarts des réserves mondiales de bauxite, mais également des réserves de fer et de diamant. Le volume des exportations avait atteint, en 2008, le montant de 998 millions \$.

GUINÉE-BISSAU

Alerte à la grippe porcine

Une réunion d'urgence a été organisée entre des responsables du Ministère de la santé publique et des techniciens de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec pour objet la grippe porcine. Cette réunion intervient quelques jours après la confirmation d'un premier cas de grippe porcine au Portugal, pays avec lequel la Guinée-Bissau a des échanges soutenus. Des équipes sanitaires équipées vont surveiller les aéroports, les ports et les frontières terrestres.

KENYA

L'inflation atteint 26,1% en avril
L'inflation a atteint 26,1% en avril, en raison de la hausse du coût des produits alimentaires, qui ont augmenté 2,9%.

La BAD accorde un prêt de 22,4 millions \$

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 22,4 millions \$, dans le cadre de son Fonds africain de développement (FAD). Le prêt est destiné à

CONGO RDC

La Grande-Bretagne accorde 10 millions £ pour les élections locales

La Grande-Bretagne a octroyé une aide de 10 millions £ pour soutenir les élections urbaines, municipales et locales dans le pays, prévues en 2010, a annoncé le vice-ministre britannique de la Coopération internationale, Ivan Lewis. « *Nous comptons beaucoup sur ces élections locales qui doivent permettre à la population de choisir les gestionnaires locaux* », a-t-il ajouté. Le lancement de l'opération de révision du fichier électoral est prévu pour le 7 juin prochain.

Un important remue-ménage dans le secteur public

Le 28 avril 2009, le Premier ministre, Adolphe Muzito, a signé 4 décrets portant sur la transformation de plusieurs entreprises publiques en sociétés commerciales et établissements publics, l'intégration de certains établissements publics aux Ministères, ainsi que la dissolution d'autres entités. Ainsi la Régie de distribution d'eau (REGIDESO), la Société nationale d'électricité (SNEL), l'Office congolais des postes et télécommunications (OCPT) et l'Office national des transports (ONATRA) deviennent des sociétés commerciales. La Radio télé nationale congolaise (RNTC), l'Institut national de sécurité sociale (INSS), la Société nationale d'assurances (SONAS) et l'Office congolais de contrôle (OCC) se transforment en établissements publics. La Sucrière de Lotokila et l'Office des biens mal acquis (OBMA) ont été dissous.

ANGOLA

6,4 milliards \$ d'excédent budgétaire en 2008

Les dépenses budgétaires de 2008 ont atteint 96% du montant prévu, ce qui a permis de dégager un excédent de 6,4 milliards \$.

L'Union douanière en 2019, un objectif qui s'éloigne

Le chemin de l'intégration est encore pavé d'obstacles, ont constaté les ministres africains à Yaoundé. L'Union douanière prévue en 2019 ne se fera probablement pas.

Après Abidjan, l'année dernière, Yaoundé, la capitale du Cameroun, a accueilli la 4^e Conférence des ministres africains de l'intégration (COMAI IV). Cette conférence, instituée en 2006 par le Sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine en Gambie, permet annuellement aux ministres et aux représentants des communautés économiques sous-régionales et de la Commission de l'Union africaine, de faire le point sur l'intégration.

Cette année, la rencontre portait sur l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la COMAI III, le programme minimum d'intégration et l'impact des partenariats sur l'intégration.

L'objectif de l'intégration est la Communauté économique africaine (CEA), une union économique et monétaire des 53 Etats, dotée d'une monnaie commune et garantissant la libre circulation de capitaux et de la main d'œuvre.

La conférence a examiné le volumineux rapport (132 pages) de l'Union africaine sur « *la situation de l'intégration en Afrique* ». Ne faisant pas dans la langue de bois habituelle, le rapport reconnaît « *qu'il n'est pas certain qu'une Union douanière continentale puisse être mise en place d'ici 2019 comme planifié dans le calendrier de la CEA* ».

Ce pessimisme s'explique par le préalable de la réalisation des objectifs des Communautés économiques régionales, CER. Elles doivent d'abord parvenir à la libre circulation des personnes, des biens et des services, avant de fusionner dans la communauté continentale. Or, indique le rapport, bien que plusieurs communautés aient déjà adopté des protocoles sur ces points, ces objectifs ne sont encore atteints dans aucune CER.

Disparités

Les niveaux d'intégration des différentes communautés régionales, très inégaux, posent le problème de l'harmonisation. Le COMESA (Marché Commun de l'Afrique australe), la CEDEAO (La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), la SADC (La Communauté de développement de l'Afrique australe), la CAE (Communauté de l'Afrique de l'Est) ont déjà institué des zones de libre-échange alors qu'il n'en est encore rien pour l'IGAD (L'Autorité intergouvernementale pour le développement) et la CENSAD (La Communauté des Etats Sahélo-Sahariens). L'Union douanière prévue pour 2008 pour les CER, n'a pu se réaliser nulle part. La COMESA et la CEDEAO se sont fixées 2009 pour objectif, sans que rien ne le leur garantisse pour l'heure. La SADC le projette pour 2010.

Outre le peu de progrès et les disparités entre les CER, le processus souffre, ajoute le rapport, des conflits et des nombreux défis d'ordre politique, économique et social qui interpellent le continent. La création d'une Banque centrale, d'un Fonds monétaire africain et d'une Banque africaine d'investissement, qui attendent la réalisation de la Communauté économique africaine, ne sont donc pas encore à l'ordre du jour.

Volonté politique

La faute, reconnaît le rapport, au manque de volonté politique. L'on espère sans y croire, que la crise économique internationale pourra contraindre les pays africains à échanger davantage entre eux et à croire davantage aux vertus de l'intégration.

Autre hypothèque pour l'intégration, les partenariats avec d'autres pays ou régions. Celui auquel on pense immédiate-

ment n'est pourtant pas le seul. L'Accord de partenariat économique avec l'Union européenne s'annonce la plus menaçante. Faute d'avoir pu signer avec les Communautés économiques régionales, comme elle s'y était engagée, l'UE a commencé à signer individuellement avec des pays, qui sont ainsi partie prenante de traités contradictoires.

Les partenariats avec la Chine, le Japon, l'Inde ne sont pas sans danger. Les pays africains y vont en ordre dispersé, se disputant les faveurs de ces partenaires, au prix d'avantages de plus en plus importants, au lieu d'harmoniser leurs positions pour obtenir ensemble les mêmes gains de la part partenaires qui sont demandeurs.

La Chine pose par ailleurs un autre problème. Ses ressortissants immigreront de plus en plus sur le continent, alors même que la libre circulation entre Africains pose encore problème.

Les progrès réalisés par le COMESA, la CAE et la SADEC, dont les chefs d'Etat ont décidé à Kampala, en octobre 2008, de regrouper les trois entités en une Zone de Libre Echange (ZLE) devant évoluer vers un marché unique, a été le seul motif de satisfaction de la réunion. Cette décision n'est toutefois pas encore entrée en vigueur et de nombreux obstacles subsistent.

CES

RD Congo : les contrats chinois, pomme de discorde avec le FMI

Les contrats chinois de 9 milliards de dollars constituent toujours la pomme de discorde entre la RDC et le FMI pour l'obtention de la Facilité de réduction de la pauvreté.

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

La RDC, qui connaît une difficile passe économique, est suspendue au prochain conseil d'administration du FMI, à Washington en juin prochain, qui se prononcera sur le nouvel accord triennal dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC).

Le président Kabila semble décidé à ne pas réviser ses contrats chinois de neuf milliards de dollars, seuls à même de permettre la réalisation de ses chantiers, qui conditionnent peut-être son avenir politique.

Elle devrait toutefois être fixée sur son sort à l'occasion de la visite de Dominique Strauss Kahn à Kinshasa, du 23 au 25 mai prochain. Probablement, au moment de sa visite, à défaut de le déclarer publiquement pour ne pas anticiper sur la décision du conseil d'administration, le directeur général informera le président de la République de la décision qui sera prise. A l'issue d'une mission à Kinshasa du 16 au 31 mars dernier, le FMI avait dressé un tableau bien sombre. « *La situation économique a continué de se détériorer durant les deux premiers mois de 2009. La diminution des exportations minières et les effets qu'elle a eus sur le reste de l'économie ont considérablement ralenti l'activité, poussé le chômage à la hausse et affaibli la balance des paiements, créant d'autant plus de tensions sur le taux de change. L'inflation*

a atteint un sommet en février, du fait de l'impact des dérapages budgétaires de la fin 2008 sur la demande intérieure et le taux de change. Pour 2009, la croissance économique est projetée à 2,7% et l'inflation devrait se situer à 25%. Comme les recettes sont inférieures aux attentes et que les dépenses augmentent, l'écart de financement devrait se creuser sensiblement. »

Conditionnalités

La conclusion de la FRPC, ainsi que le stipulait le communiqué rendu public à l'issue de la mission, était assujettie aux résultats dans quatre domaines : les défis du développement, la pertinence de la politique de change, la viabilité de la dette et les faiblesses des statistiques économiques et du suivi et de la coordination du programme.

La mission à Washington, du 20 au 29 avril dernier, d'une délégation gouvernementale de la RDC conduite par le ministre des Finances, Athanase Matenda Kyelu, a permis de lever toutes les contraintes qui pouvaient encore conduire au rejet du dossier congolais, à l'exception d'une. Ainsi, s'agissant de la Banque centrale du Congo, dont la politique, jugée laxiste, s'était traduite par une forte dépréciation du franc congolais, le ministre a révélé que le *gap* de 100 milliards de FC qui faisait problème à été réduit à « *40 milliards totalement couverts à ce jour. Et nous avons même des marges de manœuvre pour pouvoir aller au-delà* ». En mars, la RDC avait promis de ramener « *l'inflation à moins de 10% et en augmentant les réserves internationales brutes à cinq semaines d'importation sur la période triennale 2009-11* ». La mission a pu obtenir que l'objectif d'inflation annuel soit revu à « *la hausse*

à 31% pour tenir compte de son niveau de 27% atteint en mi-avril 2009, soit plus de 50% en glissement annuel. Le nouvel objectif d'inflation devrait ramener la moyenne annuelle à environ 40% ».

Contrats chinois

Reste toutefois une grosse épine : les fameux contrats chinois. A Kinshasa comme à Washington, le Fonds n'a pas dérogé à son exigence. Il attend « *la finalisation de l'accord de coopération sino-congolais afin d'évaluer les implications sur la viabilité de la dette et l'allègement de la dette* ». La mission à Washington a été prolongée de trois jours pour aboutir à un accord. En vain.

En avril dernier, l'émissaire britannique Ivan Lewis, en visite à Kinshasa, avait demandé une certaine souplesse pour le traitement de la question. « *Il faudra résoudre le problème pendant des contrats chinois. Je ne veux pas dire que la RDC n'a pas le droit à un quelconque partenariat de son choix, mais elle doit créer un climat conforme aux critères du FMI. Il y a certes des lois inchangeables du FMI, mais il faut des efforts supplémentaires pour ce pays.* » L'émissaire britannique sera-t-il entendu ? Malgré les belles perspectives financières qu'offre la signature de la FRPC, à commencer par le décaissement du prêt de 200 millions de dollars accordé dans le cadre de l'accès rapide de la Facilité de protection contre les chocs exogènes, et l'accès au point d'achèvement des PPTE qui permettrait à la RDC de se débarrasser d'une dette colossale, le président Kabila semble décidé à ne pas réviser ses contrats chinois de neuf milliards de dollars, seuls à même de permettre la réalisation de ses chantiers, qui conditionnent peut être son avenir politique.

Adam Dende Affo : « Le Bénin paye ses dettes à bonne date »

C'est un homme venu du secteur privé (Mazars, puis Ecobank) qui gère la dette publique béninoise. Adam Dende Affo s'en tire plutôt bien. Le Bénin paye à bonne date.

Propos recueillis par Robert Adandé, Cotonou

Les Afriques : Comment se porte la dette publique béninoise ?

Adam Dende Affo : Notre pays n'accuse aucun arriéré vis-à-vis de ses partenaires. Le Bénin paye ses dettes à bonne date et jouit d'une bonne crédibilité auprès de la communauté financière internationale, grâce au respect de ses engagements financiers, ce qui lui a valu la note de B++ (pays à risque modéré) décernée par Standards & Poor's.

LA : Quel est le poids des ressources extérieures dans l'économie béninoise ?

ADD : Sur le budget de cette année 2009, qui s'équilibre à 1 238 milliards de FCFA, 416 milliards de FCFA sont à mobiliser par le couvert des ressources extérieures. Soit le tiers du budget.

LA : Est-ce difficile à mobiliser ?

ADD : Ce n'est pas très aisé actuellement. La crise économique et financière mondiale n'arrange pas les choses, mais il faut noter que les difficultés existaient bien avant qu'elle ne fasse irruption dans l'économie mondiale.

LA : La crise économique n'en a pas moins des effets sur le Bénin ?

ADD : Les effets de cette crise pourraient se traduire au Bénin, par une baisse du taux de croissance et de celui des exportations. Nous ressentons aussi par ricochet les contrecoups de la crise sur l'économie du Nigéria voisin. Il peut aussi y avoir diminution du transfert des migrants et en dernier ressort, la baisse des recettes douanières.

LA : La dette du Bénin est-elle soutenable ?

ADD : Un des critères de convergence de l'UEMOA fixe le seuil maximal d'endettement des Etats membres à 70% de leur produit intérieur brut (PIB). Le Bénin en est à 15,14%.

LA : Des réformes à venir ?

ADD : Des études sont en cours pour la création d'une caisse de dépôt et de consignation. Nous sommes en phase d'exploration, et regardons ce qui se fait au Sénégal, au Maroc et en France.

MAROC

Projets de création de zones franches

Le Conseil de gouvernement a adopté les projets de décrets portant sur la création de 3 zones franches dédiées à l'export. La première, à Dakhla, qui s'étale sur une superficie de 13,5 ha et deux autres dans la province de Laâyoune dont les superficies respectives sont de 34,3 ha et 109,9 ha.

financer un projet de trois années dont l'objectif est de restaurer la production agricole, ainsi que les moyens d'existence pour 19 000 ménages d'agriculteurs déplacés à cause des violences post-électorales dans les districts de Molo et de Uasin Gishu, dans la province de la Rift Valley.

LIBYE

Lancement d'un programme de lutte contre la corruption

Le Conseil national libyen pour le développement économique et le bureau du Programme des Nations Unies pour la lutte contre la drogue et le crime organisé (PNUCID) pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont signé un mémorandum d'entente pour le lancement d'un projet de soutien à la promotion de la transparence et de l'intégrité et les mesures anti-corruption.

MAROC

Ralentissement de la demande intérieure

La demande intérieure marque un certain ralentissement, indique une récente note du Haut commissariat au plan (HCP), qui relève que la croissance de cette demande « serait relativement moins importante que l'année précédente ». Plusieurs facteurs contribuent au recul du pouvoir d'achat des ménages, dont l'inflation, qui a atteint 3,8% au 1^{er} trimestre 2009, tirée vers le haut par les prix des produits alimentaires. On attribue également la hausse des prix des fruits et légumes aux aléas climatiques, qui ont pour effet de réduire sensiblement l'offre. Le HCP s'attend aussi à un relâchement des investissements dans l'immobilier, en particulier pour le haut et moyen standing.

MAURICE (ÎLE)

Manifestation de pêcheurs à Port-Louis

Une centaine de pêcheurs ont manifesté, à la veille du 1^{er} mai, dans les rues de Port-Louis pour réclamer une politique appropriée et une plus grande attention du gouvernement sur leur situation socioprofessionnelle. Le Syndicat des pêcheurs revendique la nomination d'un ministre dédié entièrement à ce secteur, actuellement sous la tutelle du Ministère de l'agro-industrie et de la pêche. Quelque 2400 familles vivent des revenus de 5000 pêcheurs.

MAURITANIE

Le général Mohamed Ould Aziz à la tête de l'UPR

Le général Mohamed Ould Aziz, ancien chef de la junte, a été élu

MOZAMBIQUE

Prévision de 2 milliards \$ d'investissements américains

2 milliards \$ d'investissements américains sont prévus dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la construction et des infrastructures dans les cinq prochaines années. Les fonds seront investis dans des projets gérés par les États-Unis et des organisations non gouvernementales.

président de l'Union pour la république (UPR), une nouvelle formation politique créée il y a près de deux mois. Il a démissionné le 15 avril dernier de ses fonctions officielles avant de se porter candidat à l'élection présidentielle du 6 juin. Un scrutin qui sera boycotté par le Front national pour la défense de la démocratie (FNDD) et le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), opposés au pouvoir militaire issu du coup d'état d'août 2008.

MOZAMBIQUE

La BEI accorde un prêt de 65 millions d'euros pour le dragage du port de Beira

Le gouvernement a signé un accord de prêt de 65 millions d'euros avec la Banque européenne d'investissement (BEI), pour le dragage du port de Beira et la rénovation de la ligne de chemin de fer Sena. 42 millions d'euros sont consacrés à la rénovation des 665 km de liaison ferroviaire qui permettra aux compagnies Vale do Rio Doce (Brésil) et Riversdale Mining Ltd (Australie) d'exporter du charbon de la région de Moatize, via le port de Beira. La voie ferrée a été détruite lors de la guerre civile. Le projet, qui a déjà reçu 104,5 millions \$ de la Banque mondiale, servira également au transport des produits agricoles de la vallée du Zambèze.

NIGER

Distribution prochaine de 6200 tonnes de céréales aux populations vulnérables

Dans le cadre d'un plan gouvernemental de soutien aux populations vulnérables, quelque 6200 tonnes de céréales seront distribuées durant la période de soudure, correspondant à la période allant de fin avril à septembre. Selon le ministre du Développement agricole, Mahamane Moussa, le plan prévoit du *Cash for work* pour permettre à 30% des ménages en situation d'insécurité alimentaire de bénéficier d'un montant de 60 000 FCFA/ménage ou 300 kg de céréales, soit 75% des besoins. Par ailleurs, près de 5200 tonnes de céréales seront vendues à prix modéré au profit des populations nécessiteuses.

NIGERIA

Les médecins menacent de grève L'Association des médecins du Nigeria (NMA) menace de paralyser les hôpitaux et autres structures de la santé publique du pays. La principale centrale syndicale du secteur a adressé un ultimatum de 28 jours au gouvernement, lui demandant de revenir sur sa décision de supprimer leur

barème de rémunération. Ces barèmes avaient été introduits en 1991 pour motiver les médecins et autres travailleurs de la santé, afin d'endiguer la fuite des cerveaux.

OUGANDA

Baisse du taux d'inflation à 13,4% en avril

Le taux annuel d'inflation a baissé à 13,4% en avril, selon le Bureau des statistiques, contre 14% en mars.

RWANDA

Un déficit de 47,4 millions \$ prévu dans le budget en 2009-2010

La balance des paiements pour l'exercice 2009-2010 va enregistrer, pour la première fois en cinq ans, un déficit estimé à 47,4 millions \$ en raison de la baisse des recettes en devises. Les principales exportations du pays ont diminué rapidement, notamment les expéditions de café. A cela il faut ajouter la baisse des recettes du tourisme. Le déficit représente moins de 1% du PIB.

SÉNÉGAL

Une aide financière de la Banque mondiale pour les enfants vulnérables

La Banque mondiale va accorder une aide financière directe aux enfants de moins de cinq ans vivant dans les zones rurales les plus pauvres du pays. Pendant six mois, un paiement bimensuel sera accordé aux mères des jeunes enfants. Le financement est composé d'un crédit de 10 millions \$ de l'IDA, un guichet de la Banque mondiale, et d'une subvention de 8 millions \$ provenant du Fonds fiduciaire multi-bailleurs (MDTF) du Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale.

SOMALIE

Un navire allemand détourné avec 11 Roumains à bord

Des pirates ont détourné un navire allemand, le MV Victoria, avec à son bord un équipage de 11 membres roumains, a indiqué Andrew Mwangure, coordinateur du Programme d'Assistance des Marins du Kenya (SAP). « Le navire a été détourné mardi par les pirates somaliens au moment où il se dirigeait vers Jeddah. Et les

TUNISIE

Campagne internationale de communication sur l'industrie

Le Ministère de l'industrie, de l'énergie et des PME a récemment lancé à Tunis une campagne de communication internationale à propos de l'étude de la stratégie nationale sur l'industrie tunisienne à l'horizon 2016. La campagne a été baptisée « *Looking for growth ? Think Tunisia, the euro-med valley for industry and technology* » (Vous êtes à la recherche de la croissance ? Pensez à la Tunisie, la vallée euro-méditerranéenne pour l'industrie et la technologie). La campagne cible 5 pays (France, Italie, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne) et se focalise sur quatre secteurs : textile et habillement, industries mécanique et électrique, industrie agroalimentaire, nouvelles technologies de l'information et de la communication. Un site web a été créé pour la même occasion (www.thinktunisia.tn).

membres de l'équipage sont sains et saufs, mais je ne sais pas clairement d'où le navire était parti », a précisé M. Mwangura. Le navire transportait 10 000 tonnes de riz.

SOUDAN

L'ONU proroge d'un an le mandat de l'UNMIS

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de proroger d'un an le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan (UNMIS). Le communiqué du Conseil a appelé toutes les parties à respecter pleinement l'accord de paix global de 2005 qui a mis fin à 21 ans de guerre civile entre le Nord et le Sud Soudan. La résolution, adoptée à l'unanimité, les 15 membres, a souligné « l'importance d'une mise en œuvre complète et rapide de tous les éléments de l'accord de paix global », ainsi que de la feuille de route destinée à réduire les tensions dans la région disputée d'Abyei

Le Soudan va autoriser les agences de l'ONU et les ONG à étendre leur activités

Le Soudan a annoncé qu'il allait autoriser les agences onusiennes et les ONG humanitaires présentes dans le pays à étendre le champ de leurs activités. Le Soudan a expulsé 13 ONG étrangères après l'émission d'un mandat d'arrêt de la Cour internationale de justice contre le président Al Bachir. Après une rencontre avec le chef

de la mission de l'ONU, John Holmes, l'émissaire américain Scott Gratton et d'autres responsables, le ministre soudanais de l'Assistance humanitaire a annoncé que Khartoum allait autoriser les ONG et l'ONU à « élargir le champ de leurs interventions ». « Nous nous sommes également mis d'accord sur une amélioration des conditions de travail des ONG en facilitant les déplacements et les formalités pour l'obtention de visas », a-t-il ajouté.

TANZANIE

La Banque mondiale accorde 7 millions \$ pour la protection du lac Victoria

La Banque mondiale a signé un contrat d'assistance de 7 millions \$ pour la protection environnementale du lac Victoria, le deuxième plus grand lac d'eau douce dans le monde. Le programme a pour objectif de promouvoir la gestion collaborative des ressources naturelles du lac. Le nouveau financement sera débloqué sous la forme de prêts aux pays membres de la CAE (Communauté de l'Afrique de l'Est), dont le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.

TCHAD

Regain de tension avec Khartoum après une incursion armée rebelle

Les autorités tchadiennes ont accusé le Soudan voisin d'être derrière l'attaque armée survenue le 4 avril dernier à l'est du pays, soit quelques heures seulement après que les deux pays soient arrivés à un accord pour mettre fin à la violence. Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mahamat Hissène, a accusé le Soudan d'avoir lancé plusieurs colonnes armées contre son pays, deux jours après la signature à Doha d'un énième accord de paix tchado-soudanais, sous l'égide de la Libye et du Qatar. Par la voix du chef du protocole au Ministère des affaires étrangères, Ali Youssef Ahmed, le Soudan a nié toute implication dans cette affaire, affirmant que l'incursion a eu lieu à partir du territoire tchadien. « Ce qui se passe aujourd'hui, ce sont des combats entre l'opposition tchadienne (rebelles) et les forces gouvernementales tchadiennes dans les frontières du Tchad », a-t-il dit.

La France condamne et accuse le Soudan

La France a condamné l'attaque contre le Tchad « de rebelles tchadiens soutenus par le Soudan », selon un communiqué de la présidence de la République. « La France condamne une nouvelle fois l'attaque contre le Tchad, de

rebelles tchadiens venus et appuyés de l'autre côté de la frontière, au Soudan, en violation des accords signés entre le Tchad et ce pays, notamment l'accord de Doha du 3 mai », souligne l'Élysée. « La France continue de suivre de très près la situation, en liaison étroite avec tous ses partenaires de la communauté internationale », poursuit le communiqué.

TUNISIE

Signature d'un accord de coopération militaire avec la Belgique

Un accord de coopération militaire a été signé récemment avec la Belgique. L'accord, paraphé par le ministre de la Défense, Kamel Morjane, et son homologue belge, Pieter De Crem, qui était en visite officielle en Tunisie, vise à développer la coopération bilatérale militaire et des échanges d'expertises dans les domaines de la formation, de l'entraînement et de la participation aux opérations de maintien de la paix dans le monde, ainsi que dans les secteurs culturels et sportifs. Une commission militaire mixte se réunira tous les deux ans afin d'assurer le suivi et renforcer le programme de coopération.

408,6 millions DT d'IDE au cours du 1^{er} trimestre de 2009

Au cours du 1^{er} trimestre de l'année 2009, les investissements étrangers ont atteint 408,6 millions DT d'investissements directs et 7,4 millions en portefeuille. Les investissements se sont orientés principalement vers le secteur de l'énergie (280 millions DT), les industries manufacturières (92 millions DT), le tourisme (19 millions DT) et les services (10 millions DT).

La demande en eau potable atteindra 600 millions de m³ d'ici 2030

Des prévisions officielles font état d'une demande d'eau potable urbaine et rurale de l'ordre de 600 millions m³ par an à l'horizon 2030. Les calculs se basent sur un accroissement de 2,5% de la consommation urbaine et de 1,8% dans le monde rural, et aussi sur une amélioration du rendement du réseau de distribution qui devrait atteindre 90% en 2030, contre 74% en 1996. En 2007, la demande en eau potable a atteint 348 millions m³. Le volume de production d'eau potable avait atteint 453 millions m³, dont 18,2 millions m³ par dessalement.

ZAMBIE

Le président appelle à une levée des sanctions contre le Zimbabwe

Le président zambien, Rupiah Banda, a appelé à partir de Harare à lever les sanctions contre le Zimbabwe, pour permettre à ce pays de mettre en œuvre son programme de redressement économique. « Suite au sommet extraordinaire de la Communauté de développement d'Afrique du Sud, la Zambie invite les pays à lever les sanctions imposées au Zimbabwe », a déclaré le président zambien.

ZIMBABWE

Le Royaume-Uni et le Commonwealth prononcent la levée d'interdiction de voyage

Les ressortissants de la Grande-Bretagne et du Commonwealth ne sont plus soumis à l'interdiction de se rendre dans le pays, imposée depuis plusieurs années. Cette levée du *travel warning* intervient après l'amélioration de la sécurité, suite à la formation d'un gouvernement de coalition.

SÉNÉGAL

Karim Wade veut faire redémarrer Air Sénégal International



Le nouveau ministre sénégalais des Transports aériens (désigné le 1er mai dernier), Karim Wade, fils du président Abdoulaye Wade, s'est engagé à faire redémarrer « le plus rapidement possible » les activités d'Air Sénégal International (ASI). « Le président et le Premier ministre m'ont demandé de prendre toutes les dispositions pour sauvegarder les emplois », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il s'agit « d'un problème commercial avec la RAM qui a géré exclusivement Air Sénégal International »

Côte d'Ivoire : pente raide vers la présidentielle

Gbagbo a promis que l'élection présidentielle se tiendra avant la fin de l'année, en l'assujettissant au désarmement. Une condition qui rend dubitatif le représentant des Nations Unies.

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

C'est de New York que la nouvelle est tombée. L'ambassadeur ivoirien aux Nations Unies, Alcide Djédjé, a annoncé au Conseil de sécurité que l'élection présidentielle aurait lieu entre le 11 octobre et le 6 décembre.

Le lieu et la date de l'annonce ne sont bien sûr pas fortuits. La Côte d'Ivoire, depuis qu'elle est entrée en crise à l'issue d'un coup d'Etat manqué, le 19 septembre 2002, est pratiquement sous tutelle internationale. N'eût été la détermination du président Gbagbo, sans doute l'aurait-elle été totalement. Ces temps derniers, la communauté internationale a manifesté quelque agacement devant les lenteurs de la préparation d'une élection qui aurait dû se tenir en 2005.

La réponse ivoirienne s'adresse donc en priorité à cette communauté, présente militairement dans le pays depuis que, le 31 décembre 2002, Ecoforce, la Force de paix de la CEDEAO en Côte d'Ivoire,

Le diplomate onusien constate que « des éléments critiques de la réunification, comme le transfert d'autorité des commandants de zone aux préfets et la centralisation du Trésor, ne progressent pas au rythme prévu ».

ya été déployée. L'ONU avait pris le relais, en adoptant la Résolution 1479 du 13 mai 2003, instituant la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI), avec pour mandat de faciliter la mise en œuvre, par les parties ivoiriennes, de l'Accord de Linas-Marcoussis. Ce mandat s'avérait limité au regard de l'évolution de la situation. Aussi, « ayant considéré que la situation en Côte d'Ivoire continuait de menacer la paix et la sécurité internationales de la région et agissant en vertu du Chapitre 7 de la Charte des

Nations Unies, le Conseil de sécurité a, aux termes de sa Résolution 1528 du 27 février 2004, décidé de créer l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) à compter du 4 avril 2004 ». Aujourd'hui, l'ONUCI compte environ 8000 hommes provenant de 42 pays.

Injonction internationale

Répondre à l'injonction de la communauté internationale, certes, mais tout se jouera en Côte d'Ivoire. Le président Gbagbo a donc repris la main pour l'annoncer lui-même, le 30 avril dernier. « Ce sera soit en octobre, soit en novembre, mais ça se fera ». Mais la déclaration est assortie d'une condition, le désarmement. « Les accords disent, et le bon sens aussi dit très clairement, que le désarmement aura lieu avant les élections. Pourquoi voulez-vous qu'on fasse autre chose ? »

Le moment de vérité est donc arrivé. Dans une tactique compréhensible, le processus de paix a volontairement ignoré la question la plus difficile, le désarmement d'une rébellion qui contrôle une moitié du pays et n'en dirige pas moins le gouvernement.

L'enrôlement des électeurs, qui pouvait poser problème avec la question de la nationalité ou de l'ivoirité, qui a empoisonné la vie politique depuis la mort du président Houphouët-Boigny, s'est finalement bien déroulé. Sur un potentiel de 8,6 millions d'électeurs, 6 081 625 ont été effectivement inscrits, alors qu'il reste encore plus d'un mois pour les retardataires.

Priorité politique

L'exigence posée par le président Gbagbo rend circonspect le représentant de l'ONU en Côte d'Ivoire, Choi Young-jin. « L'élan en faveur d'une élection très prochaine semble avoir considérablement faibli, en raison du changement de priorités politiques parmi les protagonistes de l'Accord interivoirien de Ouagadougou », affirme-t-il.

Ouaga IV, ainsi que l'a rappelé Gbagbo, stipule que la réunification doit être achevée au moins deux mois avant l'élection. Or, le diplomate onusien constate

que « des éléments critiques de la réunification, comme le transfert d'autorité des commandants de zone aux préfets et la centralisation du Trésor, ne progressent pas au rythme prévu. A l'heure actuelle, les perspectives d'une réunification et d'élections rapides ne peuvent pas être décrites comme encourageantes ».

Com-zones

Gbagbo est d'un autre avis, ou peut-être le feint-il. « Le déploiement des 8000 éléments du Centre de commandement intégré permettra de régler la question du désarmement, dans la mesure où les com-zones feront place désormais aux préfets et que les soldats qui ne seront pas dans le CCI, seront encasernés ».

Le 8 mai, a effectivement eu lieu la première remise de combattants au CCI. 183 militaires (100 des Forces de défense et de sécurité, l'armée régulière et 83 des Forces armées des forces nouvelles) ont rejoint le CCI après quelques couacs liés à une question de prime. Le compte est encore loin pour atteindre l'objectif de 8000. Comme souvent en Côte d'Ivoire, l'optimisme a été rapidement douché. Sidiki Konaté, porte-parole de l'ancienne rébellion des Forces nouvelles, exprime un point de vue plus que différent de celui du chef de l'Etat, qui avait précisé le 30 avril que « les préfets auront l'entière responsabilité de leur pouvoir ».

Le 6 mai, Konaté a affirmé, « Hier, compte tenu du fait qu'il n'y avait pas de préfet et qu'il n'y avait pas un accord (de paix) clair, le com-zone était préfet. Avec la clarification apportée par le dernier accord de paix, le com-zone va s'occuper des questions militaires tandis que le préfet exercera les charges qui lui reviennent ».

Ce n'est pas une nuance. C'est une vraie différence qui conditionne tout. Est-elle insurmontable ? L'histoire récente de la Côte d'Ivoire commande probablement l'optimisme. Chaque fois que la déflagration finale était redoutée, un miracle s'est produit. Peut-être un autre se produira-t-il, qui permettra de sauver le processus pour que le pays de la lagune Ebrié se réconcilie enfin avec lui-même. Mais la pente s'avère désormais bien raide.

Aviation : l'ASECNA reprend ses redevances

Le Sénégal a décidé de laisser l'ASECNA reprendre la collecte des redevances qu'il s'appropriait illégalement depuis mai 2008.

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

Le ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et des Transports aériens, l'avait annoncé (*Les Afriques* N° 63). Le Sénégal souhaitait normaliser ses relations avec l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). Au centre de la controverse, la décision sénégalaise de reprendre la gestion de ses activités nationales. La mesure, en principe, ne devait poser aucun problème. La gestion des activités nationales est un service offert par l'ASECNA à ses pays membres. Mais le contentieux est né de la décision concomitante du Sénégal de « reprendre toutes les redevances aéronautiques et extra aéronautiques jusque-là collectées par l'ASECNA... » C'est une violation de l'article 7 de la Convention de Dakar et de la résolution III-8 du 23 septembre 1960 du conseil d'administration, conférant à l'ASECNA la totalité des redevances d'éclairage et 50% des redevances pour l'atterrissage.

Violation

La violation, par le pays qui en est dépositaire, de la convention, s'ajoutant à l'annonce faite par Dakar de son intention de quitter l'agence ont conduit les autres pays membres à se préparer à cette éventualité. Malgré l'arrivée d'un nouveau ministre, Habib Sy, et le changement de ton de Dakar, le comité des ministres de l'agence avait continué à se préparer au pire en demandant au conseil d'administration et à la direction générale « d'examiner les mesures permettant d'assurer en dehors du Sénégal les activités du siège ».

« Le Sénégal est le berceau de notre organisation commune qui va d'ailleurs fêter ses 50 ans l'année prochaine et Dakar est le dépositaire des statuts en même temps qu'il abrite le siège. Ce sont autant de raisons pour réaffirmer notre attachement à l'ASECNA », assurait Habib Sy. Le Sénégal vient de traduire ses intentions dans les faits en décidant, le 27 avril dernier, de laisser l'ASECNA percevoir désormais les redevances, conformément aux textes.

Le syndicat sénégalais, qui se battait pour éviter que l'agence quitte le pays, ce qui se serait immanquablement traduit par des pertes d'emplois, a tôt fait de se réjouir de cette décision. Reste toutefois une autre hypothèque avant la normalisation définitive. Le Sénégal a invité à une réunion extraordinaire des ministres à Dakar. Elle tarde à se tenir.

Le second dossier sur lequel Habib Sy annonçait aussi une déclassification, Air Sénégal International, est une affaire autrement plus complexe, puisque les avions de la compagnie sont toujours cloués au sol. Le nouveau ministre en charge du secteur, Karim Wade, vient du reste d'hériter du dossier. Il promet un règlement rapide.

Voyagez en classe affaires

avec



Chaque semaine 2000 exemplaires du journal *Les Afriques* voyagent en classe affaires sur Royal Air Maroc, Brussels Airlines, Air Algérie et bientôt sur Air Sénégal.

« L'avenir du monde, c'est l'agriculture et l'avenir de l'agriculture, c'est l'agriculture familiale »

Mamadou Cissokho vient de publier *Dieu n'est pas paysan*, qui retrace le mouvement paysan au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Son combat est le même, celui de l'agriculture familiale, respectueuse de l'environnement. La crise alimentaire le conforte dans ses convictions.

Propos recueillis par
Chérif Elvalide Sèye, Dakar

Les Afriques : Pourquoi, paysan, écrivez-vous un livre ?

Mamadou Cissokho : Parce que l'on me l'a demandé et cela a été très dur. Je ne voulais pas, parce que c'est l'histoire d'un mouvement de plusieurs milliers de gens qui ne parlent pas français. Mais ce sont eux-mêmes qui ont insisté en disant, si nous ne parlons pas français, nos enfants si. Il faut qu'ils sachent que nous, nous avons fait quelque chose. Mais nous avons prévu aussi de traduire le livre dans les langues nationales. Tous nos partenaires des ONG qui nous ont soutenus, ont également insisté pour ce récit.

LA : Ecrire impose du recul, de la distance. Avec le recul, comment jugez-vous ce que vous avez fait comme mouvement paysan ?

MC : Je pense que nous avons fait un travail douloureux, fatigant, qui n'a pas porté les fruits conformes au coût du combat. Nous avons fait ce processus pour anticiper sur la situation que nous vivons aujourd'hui. Mais, malheureusement, notre vie ne s'est pas améliorée comme on le souhaitait. Il y a quand même une part de satisfaction, c'est que nous sommes maintenant fiers d'être paysans, de vivre avec nos familles dans nos villages. C'est à partir de cette fierté retrouvée, après la grande frustration et la honte d'être paysans, que nous réalisons que nous ne sommes pas les damnés de la terre. Au contraire, nous sommes un maillon indispensable et l'avenir ne peut se bâtir sans nous.

LA : Est-ce que vous ne donnez pas raison à Sarkozy quand il évoque votre immobilité ? Depuis l'indépendance, vous en arrivez seulement maintenant à recouvrer votre fierté.

MC : Sarkozy a fait une erreur fondamentale. Par rapport au système de production, tous les paysans du monde sont liés à la nature. Lui-même pourquoi fait-il son « Grenelle de l'envi-

ronnement » ? Tous les paysans du monde savent que la nature a ses limites, qu'elle n'est pas totalement prévisible. Les paysans n'ont fait nulle part la révolution agricole, c'est la recherche, c'est la science. Respecter la nature, c'est ce que tout le monde demande aujourd'hui. Si les paysans africains, comme français, se sont toujours préoccupés du lien entre nature et action, ce n'est pas un défaut, au contraire. Quand ils ont voulu lancer la farine animale, les paysans leur ont dit, non, on ne peut pas rendre les herbivores carnivores. Ils n'ont pas écouté et il y a eu la vache folle. Quand ils ont

Tous les paysans du monde savent que la nature a ses limites.

voulu enfermer 25 000 poussins pour faire des poulets en quelques heures, on leur a dit non. Ils n'ont pas écouté et il y a eu la dioxine. Les gripes aviaires et porcines rappellent aussi qu'il faut tenir compte des impératifs de la nature. Oui à la science, mais sans perdre notre âme. Sarkozy a eu sa réponse, c'est la crise économique que vit le monde et qui l'empêche de dormir. Il faut revenir à un mode de vie qui respecte l'environnement. Donc on revient au conseil des sages paysans africains qui traversent les siècles, « fais ce que tu peux, dis ce que tu sais, et tu n'auras point d'insomnie ».

LA : Pourquoi l'agriculture ne décolle-t-elle pas en Afrique ?

MC : Le constat, en Afrique de l'Ouest en tout cas, c'est que dans les conditions actuelles d'exploitation agricole sous pluie ou d'élevage traditionnel, un paysan ne peut pas obtenir plus de 500 euros net de revenus par an. Les raisons sont connues. L'agriculture nécessite des investissements, or les taux du crédit, sauf au Sénégal qui est à 7,5%, sont entre 14 et 24%. Il y a aussi la nécessaire protection : toutes les agricultures qui se sont développées ont été protégées et ont reçu des financements publics

importants. Ensuite, l'agriculture ne peut pas se développer sans des revenus garantis. Sans la résolution de ces problèmes, après nous, il n'y aura plus de paysans.

LA : Y a-t-il encore de l'avenir pour l'agriculture familiale ? Ne faut-il pas vendre à des multinationales ? Les paysans seront des ouvriers agricoles ou feront autre chose, mais au moins, la production sera suffisante.

MC : C'était la recommandation de l'ajustement structurel. Et c'est la cause de la crise actuelle, c'est la crise des multinationales. Ce que les gens refusent de reconnaître, c'est qu'avec les multinationales, il n'y a plus de contrôle. Qui peut contrôler une multinationale qui a trois millions d'employés, travaille dans 150 pays ? Ce système ne profite qu'aux spéculateurs, qui prennent de la richesse partout, se réfugient dans des paradis fiscaux et ne payent rien nulle part.

Sur l'agriculture, ce système a échoué. Il y a débouche sur une crise alimentaire. Et le nouveau combat en Occident est de revenir à une agriculture plus humaine qui respecte l'environnement, à notre agriculture familiale qu'on disait

Nous sommes le maillon indispensable dans la société. L'avenir ne peut se bâtir sans nous.

rétrograde. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, 20% des consommateurs traitent directement avec les producteurs. Ils ne font plus confiance aux supermarchés, ils veulent savoir qui leur vend. Le non-dit de votre question, c'est « êtes-vous capable de produire assez pour nourrir tout le monde ? » Je dis oui. C'est l'ajustement qui nous a imposé des produits cultivés ailleurs, subventionnés pour nourrir les consommateurs urbains, victimes eux aussi de l'ajustement. Avec l'OMC, l'ouverture de nos marchés



Mamadou Cissokho : « Qui peut contrôler une multinationale qui a trois millions d'employés et qui travaille dans 150 pays. »

nous est imposée. Nous demandons à nos gouvernements pourquoi les pays africains sont les meilleurs élèves de ces mesures qui nous empêchent de nous développer et qui ne sont même pas respectées par ceux qui les ont créées. L'avenir du monde, c'est l'agriculture et l'avenir de l'agriculture, c'est l'agriculture familiale. Parce qu'elle est plus humaine, ne dégage pas beaucoup de CO₂ et est une pépinière de création d'emplois.

LA : Vous ne vous découragez jamais ? Pourquoi les choses n'avancent pas ?

MC : Cela a commencé. Mais, fondamentalement, il faut un marché régional, c'est la CEDEAO, un marché de 430 millions de personnes dans vingt ans. Mais ce marché doit être protégé. Ce que ne permet ni l'article 24 de l'OMC, ni l'APE. Le marché, le marché comme s'il était piloté par des anges. Depuis les pharaons, l'alimentation est une question politique. C'est la survie, c'est la stabilité, c'est la paix. C'est la famine qui fait tomber les rois. La première décision, c'est de dire on doit manger. Cela ne se négocie pas. La première souveraineté n'est pas militaire, elle est alimentaire. Je ne me décourage pas, parce que c'est ma vie.

* GRAD, Présence africaine, Paris, 2009.

La revue de presse africaine de Londres

FINANCIAL TIMES

The Times
The right place. The right Times.

The Daily Telegraph

The Economist

theguardian

La prestation de serment de Jacob Zuma a dominé l'actualité africaine ces derniers jours et a donc fait la une de plusieurs journaux britanniques...

Le premier zoulou président en Afrique du Sud

Pour le *Financial Times*, il s'agit de l'un des plus étonnants retournement politique de l'histoire, que cette arrivée de Zuma à la tête de l'Etat sud-africain. Après son oraison funèbre politique, prononcée après sa destitution comme vice-président de la République, il a surmonté tous ses déboires pour revenir au-devant de la scène et remporter la présidence de l'ANC, puis la présidence de la République. La cérémonie, qui aura coûté près de 5 millions de dollars, visait aussi à refaire l'unité du peuple sud-africain autour de sa personne. Le *Guardian* donne quelques noms de dignitaires présents à la cérémonie : Marc Malloch Brown pour la Grande-Bretagne, Sonia Gandhi pour l'Inde, Jesse Jackson et le ministre américain du Commerce pour les Etats-Unis, Kenneth Kaunda, l'ancien président zambien, mais aussi le très controversé Robert Mugabe, le libyen Kadhafi et aussi le numéro deux Nord-Coréen, Kim Yong Nam. Seul, Omar El-Béchir a été écarté, les Sud-Africains ne cachant pas leur obligation internationale de l'arrêter pour le transférer au Tribunal pénal international s'il franchissait leurs frontières.

Le *Guardian* rapporte qu'à son arrivée sur le podium, Jacob Zuma s'est agenouillé devant Madiba, Nelson Mandela, en signe de reconnaissance... D'ailleurs, précise le journal, Zuma jouit d'une popularité comparable à celle de Madiba.

Le *Daily Telegraph* analyse les propos du nouveau président, qui déclarait entre autres qu'il fallait reconnaître que le pays vivait une période économique difficile, et que les pertes d'emplois touchaient le monde entier. Et, poursuivant, il ajoutait que l'Afrique du Sud n'est pas à l'abri des conséquences de cette crise. Le *Times*, lui, souligne que même les Blancs Aud-Africains pauvres des townships comptent sur Zuma pour relever leur niveau de vie.

Trois présidents africains accusés

Seul le *Guardian*, cette semaine, reprend l'information concernant les trois chefs d'état africains soupçonnés d'avoir détourné les ressources de l'Etat pour acheter des biens immobiliers luxueux à Paris. Angélique Chrisafis, la correspondante du journal en France, précise que l'accusation a été présentée par Transparency International, contre les présidents du Gabon, du Congo et de la Guinée équatoriale. Pour le représentant en France de Transparency International, ces biens, qui se trouveraient sur l'ensemble du territoire français, comprennent à la fois des voitures de luxe : Ferrari, Maserati et autres Rolls Royce

Phantom, tout comme des appartements et des villas à Paris ou sur la cote d'Azur. Le journal révèle que, selon des enquêtes de police, le président Bongo et ses proches auraient 30 propriétés en France, 70 comptes bancaires et au moins neuf voitures luxueuses.

Modeste Dadis, mais pour combien de temps encore...

C'est *The Economist* qui pose la question. Moussa Dadis Camara, le président guinéen, semble bien modeste, mais combien de temps le restera-t-il ? Ne vous attendez pas à ce que le chef de la junte se dépêche pour céder son fauteuil présidentiel. Il aurait déjà rejeté l'idée de passer de Capitaine à Général, et a promis des élections avant la fin de l'année, mais nos confrères restent sceptiques. Son engagement contre la corruption lui a donné un regain de popularité. Sa bataille contre les trafiquants de drogue, dont Ousmane Conté, l'un des fils de l'ancien président, reste très populaire. L'hebdomadaire rappelle les dures réalités du quotidien guinéen, fait de coupures d'électricité et de rareté de l'eau potable. Mais nos confrères rappellent aussi qu'après 24 ans de régime militaire sous Lansana Conté, toute tentative de perdurer au pouvoir sera rejetée par les Guinéens.

Kenya l'aristocrate blanc condamné

Toutes les nouvelles en provenance du Kenya sont passées au peigne fin par la presse britan-

nique. Et la reconnaissance de la culpabilité de Thomas Cholmondeley, 40 ans, héritier de l'une des familles blanches aristocrates du Kenya a été beaucoup commentée par la presse britannique cette semaine. Il est accusé d'avoir abattu sur ses terres Robert Njoya, 37 ans. Thomas a reconnu lors du procès, rapporte *The Times*, avoir utilisé un fusil, mais pour abattre plutôt deux chiens, appartenant à des contrebandiers qui organisaient une partie de chasse sur ses terres. Le *FT* précise que c'est après avoir parcouru les éléments de preuves contenus dans un document de 320 pages, que le juge Muga Apondi a reconnu coupable de meurtre ce cinquième descendant de la dynastie du Baron Delamere, qui a été un des tout premiers colons britanniques à s'installer au Kenya au début du siècle dernier.

Enfin

Signalons que les autorités botswanaïses ont décidé de faire circoncire, dans les cinq prochaines années, près de 500 000 hommes pour lutter contre l'expansion du VIH Sida. Ce pays de l'Afrique australe a, selon le *Daily Telegraph*, l'un de taux de prévalence les plus élevés au monde. Des campagnes publicitaires à la radio et à la télévision encouragent les hommes à se rendre dans les cliniques pour subir cette opération bénigne. Une cinquantaine d'agents de santé, dont 27 médecins, ont suivi une formation pour pratiquer cette opération.

Les guerres d'Obama en terres d'Islam

Par Said Djafer, Alger

C'est d'Egypte, le 4 juin prochain, que Barack Obama fera son adresse au monde musulman. Il devait le faire dans les 100 premiers jours, il sera en définitive décalé de quelques semaines. En choisissant l'Egypte, pays allié et un des grands bénéficiaires de l'aide américaine dans la région, il fait preuve de réalisme, mais pas d'originalité. Le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, a indiqué que ce discours s'inscrit dans « l'effort continu mené par ce président et cette administration pour démontrer que nous pouvons travailler ensemble à la sécurité et au bien-être futur des enfants de ce pays (les Etats-Unis) et du monde musulman en leur offrant espoir et prospérité ». Obama réaffirmera que les Etats-Unis ne sont pas en guerre contre l'Islam. Si Obama cherche à s'extirper d'Irak, il assume néanmoins la guerre en Afghanistan, et par extension au Pakistan. Le front *Afpak* est si brûlant qu'il aurait justifié amplement que le discours au monde musulman se fasse à partir d'un pays asiatique, l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé par exemple, plutôt que l'Egypte. C'est qu'au-delà des discours, le Proche-Orient ne présente pas aux yeux de son administration un aspect aussi prioritaire que le front *Afpak* où se déroulent déjà des guerres assumées par Barack Obama en terre d'Islam.

Priorité à l'Afpak

L'administration américaine a été pour beaucoup dans la soudaine fermeté d'Islamabad à l'égard des talibans pakistanais, qui ont mis à profit un accord de paix, conclu en février avec le gouvernement, pour étendre leur présence dans la région de Swat, dans le nord-ouest du pays. Du

coup, la sécurité de l'arsenal nucléaire pakistanais a été mise en avant. Hillary Clinton, imaginant le « pire » en cas de chute du gouvernement pakistanais : les talibans « auraient les clés de l'arsenal nucléaire du Pakistan ». Les Américains ont qualifié l'accord « d'abdication » et ont exercé de fortes pressions sur Islamabad. Le Pakistan est désormais en guerre totale contre les talibans. Le chef du gouvernement, Youssouf Raza Gilani, a ordonné à l'armée « d'éliminer les combattants islamistes et les terroristes ». L'offensive est en cours et, déjà, les populations fuient par dizaines de milliers la vallée de Swat. Les Américains, dont l'aide est essentielle pour un Pakistan dont l'économie est dans un état lamentable, ont signifié par la voix de Richard Holbrooke, représentant spécial d'Obama pour l'Afpak, qu'Islamabad devait « faire la démonstration de son engagement à éradiquer Al-Qaïda et les extrémistes violents présents à l'intérieur de ses frontières ». Les responsables américains ont du démentir les rumeurs d'une entrée des troupes américaines au Pakistan. Les Etats-Unis n'en sont pas moins directement engagés dans le conflit, la CIA envoyant régulièrement des drones sur des cibles en zone tribale dont les « dommages collatéraux » parmi les civils suscitent des réactions indignées.

Guerre asymétrique et « dommages collatéraux »

Un dommage collatéral de grande ampleur en Afghanistan a d'ailleurs précédé la réunion le 6 et 7 mai, à Washington, entre le président américain et les chefs d'Etat du Pakistan et d'Afghanistan, destinée à les inciter à coordonner leur stratégie contre l'insurrection talibane. Ce raid aérien, mené le 4 mai dernier à Farah, dans la province de Farah aurait fait plus

de 150 morts, le président afghan Hamid Karzaï faisant état de 125 à 130 morts civils. C'est la plus grave bavure depuis la chute du gouvernement des talibans à la fin 2001. Les talibans, qui ont de la suite dans les idées, ont réclamé une enquête de la Cour pénale internationale. Plus les civils tombent en Afghanistan et plus les talibans se renforcent.

En assumant la guerre en Afghanistan, Obama a indiqué que le but est de « dé-ranger, démanteler et défaire Al-Qaïda au

Le front Afpak est si brûlant qu'il aurait justifié amplement que le discours au monde musulman se fasse à partir d'un pays asiatique, l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé par exemple, plutôt que l'Egypte.

Pakistan et en Afghanistan et les empêcher durablement de revenir dans les deux pays... ». Le problème est qu'Al-Qaïda n'est pas l'unique ni le principal acteur dans cette région explosive. L'action des troupes occidentales a tendance à être aussi brutale que contreproductive. Dans la pure tradition des guerres asymétriques, elles ont tendance à ne pas distinguer entre la guérilla et les civils qui les accueillent volontairement ou contraints. Les facteurs de l'embourbement sont réunis. Sortir de l'Irak pour s'embourber dans l'Afpak, c'est bien le grand risque qui guette Obama.

Medvedev-Poutine en tandem depuis une année

Dimitri Medvedev est depuis un an à la tête de la Russie, flanqué de son prédécesseur, Vladimir Poutine, qui est devenu son Premier ministre. Est-il l'ombre de celui qui l'a fait président ?

Par Sana Harb, Alger

Quand on succède à Vladimir Poutine, même si on a géré une guerre avec la Géorgie, des tensions avec l'OTAN, une crise gazière avec l'Ukraine et, *last but not least*, une crise économique mondiale dont les effets sont lourds en Russie, on est toujours suspecté de n'être que son faire-valoir. En termes d'image, Dimitri Medvedev fait face à une équation insoluble : on attend de lui qu'il s'émancipe de Poutine, voire qu'il s'oppose à lui,

Les deux hommes incarnent parfaitement l'alliance entre les deux forces dominantes du système, le KGB devenu FSB pour Poutine, et la technocratie économique pour Dimitri Medvedev, qui est passé par Gazprom.

alors qu'il partage amplement ses vues. Du moins en ce qui concerne le rôle de la Russie sur l'échiquier mondial. En fêtant jeudi dernier sa première année au Kremlin, Medvedev ne pouvait s'attendre de la part des médias occidentaux qu'à un jugement basé sur la distance qu'il aurait prise ou non à l'égard de Vladimir Poutine. Le résultat

est prévisible : il n'est pas en faveur de Medvedev qu'on n'ose cependant pas réduire tout à fait au rang de potiche. Pourtant, les deux hommes, qui font partie de la même équipe, incarnent parfaitement l'alliance entre les deux forces dominantes du système, le KGB devenu FSB pour Poutine, et la technocratie économique pour Dimitri Medvedev, qui est passé par Gazprom. La stabilité interne, l'affirmation du statut de puissance de la Russie, dont Gazprom est un des instruments, cela fait partie du consensus.

Un duo qui fonctionne

Le style des deux hommes a beau être différent, ils font bien partie d'une équipe qui s'entend sur l'essentiel. Au moment de la prise de fonction de Medvedev, beaucoup se demandaient, avec la désignation de Poutine comme chef de gouvernement, si une dualité du pouvoir n'allait pas s'installer en Russie. Un an plus tard, difficile de ne pas noter que le tandem fonctionne bien et ne réduit pas la capacité de la Russie à faire face aux événements et aux crises. La crainte d'une paralysie de l'Etat, du fait que les fonctionnaires hésiteraient entre les deux centres du pouvoir, s'est avérée infondée, la collaboration entre Medvedev et Poutine marchant à merveille. Certains notent toutefois que ce bon fonctionnement du tandem se base sur le fait que le président Medvedev a accepté que Poutine

soit davantage qu'un chef de gouvernement. Apparemment, le président russe ne semble pas le vivre trop mal. Surtout qu'il est difficile de marquer sa particularité quand, par nécessité et sans doute par conviction, on s'est engagé à poursuivre la politique de son prédécesseur. A plus forte raison dans un contexte de crise où, plus que jamais, il faut montrer une image d'unité sans faille. Et les crises n'ont pas manqué au cours de la première année Medvedev.

Contre l'expansionnisme de l'OTAN

Le dirigeant géorgien, Mikhaïl Saakachvili, en tentant dans une très mauvaise évaluation du rapport de force de bousculer le statu quo en Ossétie du Sud, aura découvert à ses dépens la redoutable efficacité du tandem. La direction russe, alliance entre cadres du secteur de l'énergie et ceux des organes de sécurité (FSB), a riposté de manière fulgurante en détruisant l'armée géorgienne. L'occasion propice également pour reconnaître l'Ossétie et l'Abkhazie, en riposte à la reconnaissance occidentale du Kosovo. Au-delà de la Géorgie, le tandem Medvedev-Poutine signifiait de manière musclée que l'expansionnisme de l'OTAN vers sa frontière occidentale n'était pas accepté. L'année Medvedev aura été largement dominée par une action diplomatique centrée sur la défense et la sécurité de

la Russie. Medvedev, autant que Poutine et une grande partie de la classe politique russe, considère que l'expansionnisme de l'OTAN et le déploiement du bouclier antimissile en Europe centrale font partie d'une politique d'encerclement de la Russie.

Plus ouvert que Poutine

Les rapports avec l'administration Bush et l'OTAN ont été largement marqués par les tensions. L'arrivée d'Obama au pouvoir a entraîné une certaine décrispation, sans pour autant aplanir les motifs de tensions, notamment au sujet du bouclier antimissile sur lequel le président américain a semblé ambivalent. C'est surtout sur le plan intérieur que Medvedev fait la différence avec Poutine, en paraissant plus affable et plus ouvert au pluralisme. Le président russe a en effet révisé la constitution pour fixer à la baisse le nombre minimum d'adhérents que doit avoir un parti pour se présenter aux élections. Une révision qui permet également aux candidats dont le parti n'a pas obtenu les 7% requis, d'exercer un mandat « individuel » s'ils passent le cap des 5%. *Kommersant*, journal des hommes d'affaires, résume bien les choses en soulignant que Medvedev a su à la fois « rester fidèle à la ligne imposée par Vladimir Poutine et trouver son propre style politique ».

Verbatim

Surpris

« Le Congo est surpris de la décision de la doyenne des juges d'instruction, une décision qui est contradictoire à celle du parquet de Paris. (...) De toutes les façons, il n'y a rien de concret dans cette affaire et il n'y aura rien de concret juridiquement. »

Alain Akouala Atipault, porte-parole du gouvernement congolais, à propos de l'action en justice visant les biens de certains chefs d'Etat africains, dont ceux de Denis Sassou Nguesso.



Trop

« C'est la troisième fois qu'elle me fait le coup en pleine campagne électorale. C'est trop. »

Silvio Berlusconi, à propos de son divorce annoncé avec Veronica.

Chance

« C'est une chance pour l'Afrique d'avoir 45% de sa population âgée de moins de 15 ans en 2025, sur une population estimée à 1,4 milliard de personnes. »

L'historien sénégalais Amadou Mahtar Mbow, qui majore au passage la population africaine.



Vieux

« Ces derniers temps, les journaux ont fait des papiers sur le fait que M. Biya et moi sommes vieux et devons quitter la scène politique. Mais, ils confondent les choses. Le poste de président dans un pays a un mandat limité, mais celui des partis politiques ne l'est pas. »

L'opposant camerounais John Fru Ndi, chairman du Social Democratic Front (SDF) dans le Quotidien *Mutations*.

Canon

« Chaque fois, il faut dialoguer, faire comprendre aux différentes personnes, surtout les politiques, que le pouvoir ne se trouve pas au bout du canon, mais s'acquiert par la voie des urnes. »

Antoinette Kebi, coordonatrice du Programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR) au Congo Brazzaville, dans *Gabonnews*.

Accident

« La nomination de Rachida Dati comme ministre est un accident industriel. Je m'explique : quand on est patron, on assume, on se concentre, on tisse des liens avec les gens à qui on a à faire tous les jours. La garde des Sceaux, au contraire, a toujours donné le sentiment qu'elle se foutait complètement des magistrats, des types en grève, de ses interlocuteurs en général. »

Jean-François Kahn, ancien directeur de *Marianne* et tête de liste du Modem aux élections européennes.

Venir

« Ceux qui pourront venir (à l'investiture de Jacob Zuma) le feront. »

Zizi Kodwa, porte-parole de Jacob Zuma, qui n'était pas en mesure de dire si le nouveau président sud-africain a 18 ou 19 enfants.

Un militant africain de la première heure

« Je me sens Marocain, Algérien et citoyen du monde. »

Avec sa douce soixantaine, qu'il porte avec élégance dans un costume impeccable, Belkacem « Mamadou » Boutayeb est un « marginal séquent » qui promet la rencontre entre les peuples. C'est un militant africain de la première heure. Aussi cultivé, qu'efficace en affaires !

En tant que médiateur interculturel, il rêve de voir le Maghreb s'engager à la rencontre bienfaitrice de l'Afrique de l'Ouest. « *Puisque l'UMA ne marche pas, il faut faire porter à cette jeune mariée de vingt ans un beau boubou africain, dans toute la splendeur de la symbolique !* »

C'est dû peut-être à son parcours : 38 ans d'immigration dans sept pays différents. Une trajectoire atypique pour ce fils de migrants marocains en Algérie. « *Né le 1^{er}*

« Je vois de toute évidence des similitudes avec des concepts de capital risque et de capital développement, promus et développés avec succès par les Allemands et les Américains depuis la nuit des temps. »

septembre 1948 à Oran la méditerranéenne, sous le signe de la sainte vierge, et sous occupation française », dit-il en détachant chaque syllabe... « *J'aurai pu être un pur produit de la mission française... J'ai eu la chance d'avoir des parents férus et versés dans la théologie et la culture des valeurs islamiques* ».

De là vient sans doute son militantisme pour la finance islamique. « *J'ai dû obtenir mes référentiels religieux avant de me frotter aux bancs de l'école laïque* », rappelle celui qui a grandi dans la double valeur citoyenne aux côtés des Algériens, des Français et des Espagnols. « *Très jeune déjà, je me sentais Marocain, Algérien et Citoyen du monde. Nous avons grandi dans le militantisme avec des armes d'enfants, avec "leur guerre des boutons", nous avons défendu et contribué à l'indépendance de l'Algérie comme si nous étions Algériens* ».

Enfant unique, il voit son père rappelé à Dieu alors qu'il avait à peine 17 ans, et décide, interpellé par l'appel de ses ancêtres, et avec la bénédiction de Lalla Maghnia, sa maman aujourd'hui défunte, de rentrer au Maroc.

Son village planétaire pluriel

L'implantation de la première banque américaine à Casablanca, en 1967, lui ouvre grandes les portes d'une trépidante carrière professionnelle, et d'un parcours de migrant international militant, comme le prédestinait déjà sa naissance algérienne...

En 1975, il s'envole pour la Côte d'Ivoire, 3^e étape migratoire de son parcours, pour y implanter une filature et une usine de tissage, pour le compte d'investisseurs libanais. Il se retrouve à Paris fin 1979, au sein des différents départements de l'UBAF (Union des banques arabes et françaises), avant de se voir confier la direction du développement de la filiale *offshore* de Bahreïn, avec juridiction sur les pays du Conseil de coopération du Golfe.

Fin 1982, il rejoint à Genève la nouvelle équipe qui se formait autour du Prince Mohamed Al Fayssal, pour finaliser la configuration de ce qui allait devenir le 1^{er} groupe de banques islamiques, au ca-

pital initial d'un milliard de dollars, Dar Al Maal Al Islami.

Et depuis... entre différents mandats de conseil et d'expertise en finance islamique, en développement international et en médiation interculturelle, dans « *son village planétaire pluriel* » il œuvre, avec générosité et humilité, au rapprochement culturel et économique entre ce Maroc qu'il vénère et cette Algérie qu'il aime et respecte... il s'évertue à dire que si le Maghreb est arabo-amazigh, il est aussi résolument africain...

Développement durable

Aujourd'hui expert consultant Mena/Afrique, Belkacem Boutayeb est le Commissaire général du Festival africain sur l'écologie et le développement durable, qui se tient du 28 au 31 mai à Mohammedia, sous le thème « *L'Eau c'est la Vie* ». Entretien :

Les Afriques : Vous avez eu à rencontrer beaucoup de chefs d'Etats africains. Lesquels vous ont le plus marqué ?

Belkacem Boutayeb : J'ai été marqué par feu le Président Houphouët-Boigny, qui m'a reçu à diverses reprises et chez qui se dégageait une bonté et une sagesse rare. J'ai été aussi très marqué par feu le président Senghor, avec qui j'ai eu plaisir à converser longuement au festival d'Assilah. Le premier m'a donné des réflexes de fierté Africaine, de sagesse et de pondération dans le dialogue et la négociation. Senghor a forcé mon admiration dans sa manière d'assumer la Négritude et dans son art de jubiler avec la langue française. J'ai également été impressionné par les présidents Sékou Touré de Guinée et Obasanjo du Nigeria. Tous dégageaient beaucoup de dignité humaine... dont Occidentaux et Africains gagneraient à s'inspirer.

LA : Que signifie d'après vous le concept Economie islamique ?

BB : Ce concept est basé sur l'économie réelle. Il interdit la thésaurisation. Pour lui, l'argent n'est pas une marchandise, mais un outil d'échange et de création de croissance ou de richesse pour l'ensemble de la Communauté. Celui qui jouit des bienfaits de richesses, doit s'associer avec des gens de savoir, d'expertise et d'expérience dans le cadre de la dynamique de partage des trois R : responsabilité, risque et revenus.

LA : N'est-ce pas ce que nos amis occidentaux appellent finance éthique ou économie solidaire ?

BB : La finance islamique s'adapte bien à ces concepts de solidarité communautaire dans l'adversité du quotidien. Je vois de toute évidence des similitudes avec des concepts de capital risque et de capital développement, promus et développés avec succès par les Allemands et les Américains depuis la nuit des temps.

LA : Reste que la finance islamique est réfractaire à la bourse, contrairement au capital-risque ?

BB : En principe, la finance islamique rejette toute démarche spéculative, mais reste mercantile dans la mesure où il est admis que l'on fasse des marges bénéficiaires confortables entre acheteurs et vendeurs. La notion de partage de risques et de solidarité communautaire reste à mon avis une caractéristique fondamentale de cette finance islamique.



Belkacem Boutayeb : « *Nous avons grandi dans le militantisme avec des armes d'enfants, avec "leur guerre des boutons", nous avons défendu et contribué à l'indépendance de l'Algérie comme si nous étions Algériens* ».

Elle a un côté restrictif, dans la mesure où la banque islamique ne prête jamais d'argent, mais finance un projet inscrit dans les normes de rentabilité et exclut tout rapport avec l'armement, l'alcool, la viande de porc ou les approches de spéculation outrancière et aggravante de misère humaine.

LA : Vous avez parlé de porc. Quel est le rapport entre la grippe porcine et l'environnement ?

BB : Ces pauvres bêtes, de la vache en passant par le mulet, le chien ou le sanglier, nous donnerons toujours prétexte de justifier nos comportements inciviques et meurtriers pour l'environnement, et ainsi libérer nos consciences. Après l'épopée de la vache folle, cette crise peut s'expliquer par le gâchis et l'acharnement agressif et irresponsable face à la nature et à l'environnement...

LA : La deuxième édition de votre festival va-t-elle éclairer le Maroc et l'Afrique sur les urgences du moment ?

BB : Cette deuxième édition se veut une jonction entre l'environnement et la culture. Le problème de l'environnement, perçu d'abord comme gouffre financier, me rappelle le traitement infligé à la culture dans nos pays. Les Américains l'ont compris, la culture est un vecteur de communication, de conquête de marché et, en tant que tel, confère un avantage stratégique et une suprématie en termes d'intelligence économique. Je suis heureux de la nouvelle prise de conscience, affirmée par la voix la plus autorisée dans notre pays, et de l'adhésion quasi générale des grandes institutions publiques et privées à cette démarche intelligente et providentielle de la « *culture pour un Maroc Vert* » pour que notre agriculture arrête « *d'être au rouge* »... Quand on voit les gens aisés, ici comme ailleurs, prêts à acheter un kilo de tomates bio à n'importe quel prix, l'on comprend bien que, comme dit si bien notre petit colibri, Pierre Rabhi, il vaut mieux se souhaiter « *bon appétit* » que « *bonne chance* » quand on se retrouve réunis à table, en remerciant le ciel des bienfaits de notre terre.

Propos recueillis par Adama Wade

L'agenda

Africa Banking Forum

Bancarisation dans les pays d'Afrique du Nord, centrale et de l'Ouest – Banque de détail dans la région - Apport des nouvelles technologies – Microfinance.
14 et 15 mai 2009 à Marrakech (Hôtel Palmeraie Golf Palace).
www.i-conferences.org

Foire internationale de Madagascar

14 au 17 mai à Antananarivo.
www.foire-de-madagascar.mg

Careers in Morocco

16 mai 2009 à Paris au Palais des Congrès.
www.careersinmorocco.com/paris

Forum de promotion des matières premières pour l'industrialisation de la Côte d'Ivoire

18 au 22 mai 2009 à Shanghai, Chine.
www.cabinetpkd.com

1^{er} carrefour international des banques et des assurances

18 au 22 mai à Alger - Centre des arts de l'Office Riadh El Feth.

La crise financière

Dîner-débat HEC Executive Club - Les Afriques.
20 mai à Dakar, Hôtel Teranga, 19h.

1^{er} salon international « Documentation 2009 »

20 et 21 mai 2009 à Tunis, La Soukra Expo Center.
www.documentation-tn.com

Careers in Africa Summit

22 au 24 mai à Londres.
www.globalcareercompany.com

6th Africa Petroleum week 2009

26 au 29 mai à Londres, Le Meridien Piccadilly.
babette@glopac.com

eLearning Africa 2009

4th International Conference on ICT for Development.
27 au 29 mai à Dakar (le Meridien Président).
www.elearning-africa.com

1^{re} édition des Rencontres EURO MED « Conjugons nos valeurs »

29, 30 et 31 mai 2009 à Tournon et à Tain l'Hermitage (France, Rhône).
www.seme.asso.fr

42^e Foire internationale d'Alger

30 mai au 4 juin 2009.
<http://www.safex-algerie.com>

1^{er} Salon de la franchise et des occasions d'affaires

8 au 12 juin 2009 à Marrakech.
www.maroc-franchise.com

6th Annual Global Commodities Finance Conference

9 et 10 juin à Genève.
www.euromoneyseminars.com

PAMED, salon méditerranéen de la production animale et des produits agricoles à l'export

9 au 11 juin 2009 - Yasmine Hammamet (Tunisie) Expo Center Medina.
Contact : communication@medina.com.tn

AgriBusiness Forum 2009

14 au 17 juin 2009 à Cape Town, Hôtel Lord Charles, Afrique du Sud.
agribusiness09@emrc.be

Conséquences de la crise financière mondiale sur la banque africaine

22 et 23 juin 2009 à Paris - Auditorium de la Fédération bancaire française, 18 rue Lafayette.
alain.le-noir@wanadoo.fr

Mod'art, Rabat, capitale de la mode

25 et 26 juin à la Villa des Arts à Rabat, Maroc.
<http://modartmaroc.blogspot.com>

Le G8 de l'investissement sur les infrastructures en Afrique

29 et 30 juin 2009 à Londres, Royal Garden Hôtel, 2-24 Kensington High St.
Info : www.times-publications.com

Salon international de la coopération

29 juin au 1^{er} juillet 2009 à Dakar.
www.developmentcooperationdakar.org

Homecoming 2009 : retour aux sources de la diaspora sénégalaise à Dakar

25 juillet au 1^{er} août 2009 à Dakar.
www.sununet.com

The Africa Pharmlab 2009 Conference and Exhibition

16 et 17 septembre 2009 à Marrakech, Kenzi Farah Hotel, Maroc.
Info : www.cubicglobe.com

7th Heavy Minerals Conference

20 au 23 septembre 2009 à Drakensberg, Afrique du Sud.
www.saimm.co.za (events)

Africa Petroleum Storage and Transport

23 et 24 septembre 2009 à Marrakech, Maroc (Kenzi Farah Hotel).
www.cubicglobe.com

Salon des Compétences africaines de l'Amérique du Nord

26 et 27 septembre 2009 - Montréal, Canada.
www.carrefourafricain.com